

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

L A
CRISE DU BLÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le jeudi 3 juillet 1902, à 2 heures

PAR

ADRIEN MORAS

AVOCAT

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1902

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, O. ✱, C. ✱, I. ✱, Doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ✱, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ✱, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ✱, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ✱, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

THALLER, I. ✱, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ✱, professeur honoraire.

COHENDY, ✱, I. ✱, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ✱, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), A. ✱, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, professeur d'Histoire du Droit.

BOUVIER, A. ✱, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, professeur-adjoint (Droit public).

JOSSERAND, agrégé (Droit privé et Droit criminel).

BROUILHET, agrégé (Sciences économiques).

HUVELIN, agrégé (Histoire du Droit).

LÉVY, agrégé (Droit privé et Droit criminel).

GONNARD, agrégé (Sciences économiques).

CAILLEMER (Robert), chargé du cours (Histoire du Droit).

BECQ (J.), I. ✱, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

Président : M. P. BOUVIER.

Suppléants : { MM. BROUILHET, { agrégés
GONNARD,

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LA
CRISE DU BLÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le jeudi 3 juillet 1902, à 2 heures

PAR

ADRIEN MORAS

AVOCAT



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1902

Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- AMÉ. — Etude sur les tarifs de douane.
- NOEL. — Histoire du commerce extérieur de la France.
- CLÉMENT. — Histoire du système protecteur.
- BLONDEL. — BROUILHET. — JUILHET. — Etude sur la crise agraire en Allemagne.
- CONVERT. — L'industrie agricole.
- RONCE. — La crise agricole.
- BLONDEL. — La France et le marché du monde.
- ZOLLA. — Etude d'économie rurale.
- Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui.
- Etudes agricoles. *Revue politique et parlementaire*, t. 8 p. 180 ; t. 10 p. 182 ; t. 13 p. 148 ; t. 14 p. 194 ; t. 16 p. 158.
- *Annales agronomiques*, septembre, octobre 1890.
- *Monde Economique*, 2 novembre 1901.
- GRANDEAU. — Etudes agronomiques.
- Feuilleton du *Temps*, 5 avril et 14 juin 1901.
- *Journal d'agriculture pratique*.
- GEORGES MICHEL. — La crise agricole et le prix du blé. *Economiste français*, 30 septembre 1893.
- GASTON DEVAUX. — Le blé à 27 francs les 100 kilos.
- CAROLA. — Les céréales.
- GRAIGÉ. — L'agriculture dans les divers pays du monde. *Revue scientifique*, 11 mai 1901.
- SOUCHON. — Cours de législation et économie rurale.
- CHARLES ROUX. — Les droits sur les blés. *Revue des Deux-Mondes*, 15 janvier 1894.
- CHARLES BROUILHET. — La culture du blé en France et les primes à l'exportation. *Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie rurale*.
- LECOUTEUX. — Cours d'économie rurale.
- SAYOUS. — La réorganisation des Bourses de commerce.
- Compte rendu du Congrès de Budapest. *Réforme sociale*, décembre 1896.

- Compte rendu du Congrès de Versailles sur la vente du blé, 1900.
- PAISANT. — La question du blé à l'heure actuelle. *Réforme sociale*, 16 avril et 1^{er} mai 1901.
- LEPELLETIER. — L'agriculture et les conditions nouvelles du marché international. *Réforme sociale*, 16 juin 1901.
- RONNA. — Le blé aux Etats-Unis.
- FRANÇOIS BERNARD. — Les systèmes de culture. *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*. Article de WYGODZINSKI, au mot « Kornspeicher ».
- DIDION. — Législation douanière des céréales de 1814 à nos jours. Nancy, 1900.
- BERLIER. — Législation douanière des céréales. Dijon, 1900.
- VIGUERIE. — Le prix du blé. Paris, 1900.
- DEZAUNAY. — Les admissions temporaires, Paris, 1899.
- PAISANT. — L'admission temporaire des blés et les bons d'importation en France et en Allemagne.
- Statistique agricole annuelle.*
- Statistique décennale.*
- Bulletin du ministère de l'agriculture.*
- La Réforme Sociale.*
- La Réforme économique.*
- Revue politique et parlementaire.*
- L'Economiste Européen.*
- L'Economiste Français.*
- Le Monde Economique.*
- L'Officiel.*
- RAPPORT de M. LEYGUES (Hte-Garonne) au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi sur les abus du marché à terme de M. Claude Rajon. Chambre, *Documents parlementaires*, 1900, annexe, n° 2334. Séance du 29 mars 1901.
- RAPPORT de M. DEBUSSY au nom de la commission des douanes sur les propositions de loi: 1° de MM. Andrieux et Gouzy; 2° de M. le comte de Pontbriand; 3° de M. Debussy; 4° de MM. Papelier et Fénal, *Documents parlementaires*, Chambre, 1900, p. 589, annexe, n° 1443.
- AVIS au nom de la commission du budget sur la proposition de loi de M. Debussy par M. H. Ricard (Côte-d'Or), *Documents parlementaires*, Chambre, 1900, p. 1125.
- RAPPORT de M. DE MEAUX, inspecteur des finances, sur l'admission temporaire des blés et les bons d'importation en Allemagne, *Documents parlementaires*, Sénat, 1900, p. 810.

DISCUSSION de l'interpellation de MM. Rose et de Pontbriand sur l'admission temporaire et sur les propositions de loi : 1^o de MM. Andrieux et Gouzy ; 2^o de M. le comte de Pontbriand ; 3^o de M. Debussy ; 4^o de MM. Papelier et Fénal. Chambre, *in extenso*, 1900, p. 1395, 1416, 1432, 1828, 1846, 1862, 1875.

RAPPORT de M. M. VIGIER au nom de la commission des douanes au Sénat sur la loi adoptée par la Chambre des députés sur l'exportation des blés et des farines, *Documents parlementaires*, Sénat, 1900, p. 802.

RAPPORT présenté par la commission des douanes de la Chambre de commerce de Paris, *Officiel*, 1900, *Documents parlementaires*, Sénat, p. 815.

DISCUSSION de la loi sur les bons d'importation au Sénat, séances des 28 février, 1^{er} mars, 5 mars, 7 et 8 mars 1901.

DISCUSSION à la Chambre de la proposition de loi de M. Castillard tendant à réorganiser l'admission temporaire. Séance du 24 octobre 1901.

DISCUSSION au Sénat sur l'admission temporaire, séances des 12, 13, 17, 19, 20, 23 et 24 décembre 1901.

LA CRISE DU BLÉ

INTRODUCTION

La France est à la fois un pays grand producteur et grand consommateur de blé. Cela seul donne à l'étude de la crise que subit actuellement ce produit de notre agriculture, un intérêt capital. Ce n'est là, du reste, qu'un côté d'une question plus vaste et plus générale : la question agraire. Sans vouloir donner à l'agriculture la place prépondérante que lui donnaient les physiocrates, il reste acquis qu'elle est la première industrie de l'homme, tout au moins la plus nécessaire. C'est ce qui portait certains esprits à penser que la seule question sociale, c'était la question agraire, celle du sol. On voit combien notre sujet offre de l'intérêt, alors qu'il s'agit d'un pays pour lequel l'agriculture est restée jusqu'à nos jours la principale source de richesse. Or cette branche de notre production nationale est loin d'être prospère, elle souffre par suite d'une baisse qui atteint tous ses produits et qui précisément pèse très lourdement sur le plus important d'entre eux : sur le blé. Elle est évaluée en effet par

l'enquête agricole de 1892 à 25 0/0. Les cultivateurs prétendaient même alors, qu'ils produisaient à perte, et ils laissaient entrevoir le moment où il leur faudrait abandonner, ou tout au moins diminuer dans de fortes proportions, la culture de cette céréale.

Or le blé est une denrée de première nécessité et il est facile de prévoir ce que serait notre situation, si notre stock ayant baissé, notre approvisionnement était gêné. Tous les pays européens, où l'usage du pain est répandu, ont la même préoccupation. Cependant il est presque certain, qu'aujourd'hui les grandes famines ne sont plus à craindre. La facilité des communications et les quantités considérables de blé que la Russie, les Indes et les pays d'Amérique peuvent jeter sur nos marchés, rendent cette éventualité impossible. Mais encore faut-il se prémunir contre la rareté. Il ne faut pas oublier qu'il suffit d'un déficit dans notre récolte pour élever les prix et provoquer une véritable panique. Il y a, somme toute, une hypothèse, qui, si elle paraît de moins en moins probable, n'en est pas moins possible et qu'il faut prévoir. C'est celle d'une guerre au cours de laquelle l'un des belligérants serait assez habile pour gêner l'approvisionnement de l'autre, sans avoir même besoin de l'empêcher complètement. Il est de toute évidence que la situation d'un pays serait bien précaire si, son stock de blé amoindri, il lui fallait à la fois faire face aux dangers extérieurs et aux troubles intérieurs causés par la seule crainte de la famine. L'état de guerre bouleverse la situation éco-

nomique des belligérants, il peut aussi porter les plus graves atteintes aux relations entre neutres. Il suffit de rappeler à ce point de vue les conséquences du conflit hispano-américain. Or, quelques progrès qu'aient fait les idées de paix universelle, la guerre est bien une éventualité qu'il nous faut envisager, et si jamais nous devons recourir à cette extrémité, l'enjeu de la partie sera assez important pour que, dès à présent, nous pensions à éviter les complications qui pourraient résulter de la rareté du blé sur nos marchés.

La question se pose pour les pays voisins. Pour ceux qui sont exportateurs, elle n'a pas grand intérêt, elle est capitale pour ceux qui produisent peu de blé relativement à leur consommation. Nous voyons avec quels soins jaloux l'Angleterre entretient une marine qui, au besoin, assurerait son ravitaillement.

La France a une situation à part, qui peut se caractériser par deux traits généraux. Elle produit une quantité de blé égale et peut-être même supérieure à celle qu'elle consomme, mais elle produit à un prix de revient trop élevé pour lutter avec avantage contre les pays plus favorisés.

De sorte que, la France qui fournit le huitième environ de la production mondiale du blé, qui pourrait suffire à la consommation considérable qu'elle fait de cette céréale, est menacée de se voir obligée de renoncer à cette culture pour s'^eapprovisionner à l'étranger.

Economiquement parlant il n'y aurait pas grand incon-

vénient à cela. Cette solution serait même très logique. Si la France peut trouver le blé dans de meilleures conditions à l'étranger que chez elle, il est naturel qu'elle abandonne cette culture. C'est une application de la théorie de la spécialisation.

Nous avons vu ce phénomène se produire dans l'intérieur de notre pays en ce qui concerne le vin. Nous voyons maintenant une crise, qui certainement est rendue plus aiguë par ce fait que beaucoup de viticulteurs se sont uniquement attachés à la production du vin. Alors que leur produit se vendait, ils pouvaient facilement se procurer les fourrages, l'avoine et les autres denrées nécessaires à leur exploitation. Mais le jour où il leur a fallu acheter ces marchandises, alors que leur vin ne se vendait pas, leur situation a été très précaire.

Si la spécialisation est praticable, encore qu'elle offre quelques dangers, dans l'intérieur du pays, entre différentes régions, elle ne l'est plus quand le champ d'observation s'élargit et qu'on envisage les relations d'Etats à Etats.

Politiquement, ces Etats sont séparés par des frontières, économiquement, par des barrières douanières, de sorte que leurs relations commerciales ne subissent pas seulement le contre-coup d'une guerre, mais encore sont à la merci d'une modification des tarifs douaniers. D'où, pour le pays, qui s'approvisionne chez le voisin, une certaine infériorité qui apparaîtra chaque fois que leurs relations commerciales seront gênées. Il est bon qu'un pays se suf-

fise à lui-même et qu'il ne soit pas tributaire de l'étranger. La France consomme beaucoup de blé, or puisque sa production dépasse, ou tout au moins égale sa consommation, pourquoi ne pas continuer la culture de cette céréale au prix même de légers sacrifices. Ce serait lui assurer une liberté d'action, une indépendance qu'il est utile et même prudent de conserver.

D'autres considérations entrent en jeu. Il paraît difficile de supprimer une culture, qui, de tous temps a existé chez nous. Si la France produit et consomme le blé en abondance, si la culture de cette céréale est chez nous très répandue et traditionnelle, c'est bien qu'elle répond aux conditions générales de notre agriculture. Beaucoup de nos terres produisent du blé à grand renfort de soins et de travail. Veut-on y cultiver des fourrages, le maïs ou les betteraves, ces cultures n'y sont point rémunératrices, tantôt le sol manque de profondeur, tantôt il manque de fertilité, souvent aussi les conditions climatiques sont mauvaises. On voit quelles difficultés on aura à remplacer la culture du froment et quelle est l'importance de la crise actuelle.

On propose alors une simple réduction de l'assolement du blé. Mais, de deux choses l'une. Ou elle sera légère et elle n'aura aucune conséquence économique, ou elle sera considérable et elle sera funeste pour le pays et pour l'agriculture. On n'a pas encore trouvé la plante qui permettrait de réduire les emblavures qui s'imposent à la plupart des agriculteurs.

On fonde les plus grandes espérances sur les applications industrielles de l'alcool. On voit là un nouveau débouché pour l'agriculture. Mais il ne faut pas se dissimuler que les plantes susceptibles de produire l'alcool ne peuvent être cultivées que dans certaines terres et certaines régions.

Réduire la culture du blé en France, c'est supprimer le travail à une notable partie de notre population agricole, c'est, provoquer l'émigration vers les villes, l'abandon de certaines contrées et semer le pays de véritables taches que formeraient ces étendues de terrain abandonnées.

Plus tard, les conditions économiques étant changées, il nous faudrait les remettre en valeur ; ce serait une tâche longue et difficile. Nous ne pouvons suivre l'exemple de l'Angleterre qui assiste impassible à la ruine de son agriculture (1) parce que nous ne sommes pas dans les mêmes conditions économiques.

C'est en vain qu'on oppose aux intérêts de l'agriculture ceux des consommateurs que l'on suppose contraires. Nous verrons que, précisément, l'intérêt bien entendu

(1) Les Anglais commencent du reste à se départir de leur flegme traditionnel. Ils se préoccupent beaucoup de l'insuffisance de leur récolte de blé et voient non sans inquiétude les superficies cultivées en prairies ou même laissées en friches augmenter chaque jour (Rapport de M. Foëx sur l'agriculture dans le Royaume-Uni. *Bulletin du ministère de l'agriculture*, 1904). Sous l'empire de ces préoccupations le Parlement anglais vient de voter des droits très faibles à l'importation du blé. Il semble qu'il y ait là un premier pas vers le protectionnisme.

de ces derniers demande qu'on les protège contre ce que l'on a appelé, le monopole des pays de surproduction. Il nous faut donc aider l'agriculture à traverser la crise qu'elle subit. Quels sont les moyens employés pour atteindre ce résultat, ceux que l'on pourrait employer ? Il serait présomptueux de répondre nettement à la question. En pareille matière il est malaisé d'arriver à un résultat positif, mais quand bien même l'effort tenté n'aboutirait qu'à l'exposé des causes du mal et des remèdes employés ou proposés, il ne serait pas infructueux.

ÉCHELLE MOBILE 1819-1860. LIBRE ÉCHANGE 1860-1870.

Théorie de l'Echelle mobile. — Loi du 18 juillet 1819. — Loi du 4 juillet 1824. — La hausse en 1830. — ¹Projet du gouvernement, octobre 1831 et loi du 13 avril 1832. — Inconvénient du système. — Suppression de l'Echelle mobile. — Loi du 13 juin 1861. — Libre échange. — Loi du 21 juillet 1872. — Loi du 7 mai 1884.

C'est avec la chute de l'Empire que commence le mouvement qui va amener un complet revirement dans l'orientation de notre législation douanière. La paix succède à une longue période de guerre. L'agriculture profite de cette accalmie pour se développer, le commerce favorisé par la sécurité et la facilité des communications prend un nouvel essor. Le résultat de cette prospérité se traduit dans la pratique par une double conséquence.

Notre récolte de froment de 1818 fut très bonne ; en même temps les commerçants apportèrent sur nos marchés des blés étrangers, surtout ceux de Russie que l'ouverture des Détroits rendait facilement transportables à Marseille. Cette abondance de produit fut la cause d'une baisse de prix, qui pour n'être que relative, n'en alarma pas moins les producteurs. Le blé qui en 1812 était à

34 fr. 64 l'hectolitre et à 36 fr. en 1817, était tombé en 1818 à 24 fr. 65. Les plaintes de l'agriculture furent très vives. Le gouvernement, comprenant l'intérêt qu'il avait à s'attacher les représentants de la grande propriété foncière, était tout disposé à les écouter. Au surplus, l'exemple de l'Angleterre, de l'Espagne et du Portugal qui avaient déjà adopté des tarifs protecteurs, créait un précédent.

Dès le 30 mars 1819, M. Decazes déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi dont le but était le relèvement du prix du blé. Il fallait cependant tenir compte à la fois des intérêts du producteur et de ceux du consommateur.

De ceux du producteur, en maintenant les prix suffisamment élevés et en leur donnant une certaine fixité ; de ceux du consommateur, en faisant varier les droits à percevoir de façon à assurer l'approvisionnement du blé et la vente du pain dans de bonnes conditions. Pour tout résumer dans une formule souvent citée, le but cherché, c'était : « Le blé pas trop bon marché, le pain pas trop cher ». Or quand le grain est rare, que les prix s'élèvent, l'intérêt du consommateur est menacé. Il faut augmenter l'approvisionnement. On peut le faire de deux manières : prohiber l'exportation, tout au moins le frapper de droits et faciliter l'importation des grains étrangers.

Si le blé est abondant les prix s'avilissent, c'est le producteur qui est lésé. Il faut alors prohiber l'importa-

tion, favoriser l'exportation. Pour arriver à ce résultat, M. Decazes établissait une série de droits qui variaient suivant les circonstances et pour ainsi dire automatiquement. C'était le système de l'Echelle mobile. Le projet fut adopté le 16 juillet 1819, malgré une très vive opposition.

Cette loi établissait deux sortes de taxes.

1° Un droit fixe de 0 fr. 25 par hectolitre de blé et de 0 fr. 75 par quintal de farine.

Ce droit fixe était porté à 1 fr. 25 pour le grain et 1 fr. 75 pour la farine, quand l'importation avait lieu par navire étranger. C'était la taxe de pavillon étranger.

2° Un droit supplémentaire et variable.

Les départements français étaient divisés en trois classes. Lorsque le blé était, à 23 francs dans la 1^{re}, à 21 dans la 2^e, à 19 dans la 3^e il était frappé à l'importation d'un droit de 1 franc par hectolitre. Au-dessous de ces prix, il était taxé de 1 franc par hectolitre et par franc de baisse. S'il tombait respectivement dans chaque classe à 20, 18 et 16 francs l'importation était prohibée. La farine payait des droits triples.

Théoriquement le prix du blé devait se maintenir entre 19 et 20 francs, mais les récoltes de 1819-1820 et 1821 furent très abondantes, la hausse ne se produisit pas. L'hectolitre de blé était coté en moyenne à 16 fr. 30 en 1820.

Les plaintes de l'agriculture continuèrent ; elles s'accrurent de celles des armateurs qui se plaignaient de l'insuffisance de la taxe de pavillon étranger.

La loi du 7 mai 1820 augmentait les droits mais sans aucun résultat.

En 1821 les prix étaient, d'après le *Moniteur* du 2 juillet, de 16 fr. 91 à 17 fr. 40 pour la 1^{re} classe, de 15 fr. 70 à 16 fr. 41 pour la 2^e, de 15 francs pour la 3^e.

C'est sous l'influence de cette baisse que fut votée la loi du 4 juillet 1821. La Chambre avait aggravé les mesures de protection que proposait le gouvernement.

Les départements frontières étaient divisés en quatre classes. L'importation était interdite quand les prix dans chacune d'elles étaient inférieurs à 24, 22, 20 et 18 francs.

Le droit supplémentaire de 1 franc imposé par la loi du 16 juillet 1819 était perçu quand le blé était respectivement dans chaque classe à 26, 24, 22 et 20 francs.

Malgré la protection rigoureuse de cette loi le prix du froment ne se releva pas.

En 1821, il était à 18 fr. 65.

En 1822, il était à 15 fr. 08.

L'importation ne fut autorisée qu'une fois à Marseille, en 1828.

Les agriculteurs continuent à se plaindre.

Cette fois c'est l'entrepôt fictif qu'ils accusent de tous leurs maux.

L'entrepôt fictif avait été organisé, pour les denrées coloniales françaises, par la loi du 27 juillet 1822. Il avait été accordé aux grains étrangers. On prétendit que cette institution donnait lieu à des fraudes qui permettaient de faire entrer des quantités considérables de blé, qui

échappaient aux droits. Le gouvernement dut se résoudre à remplacer le système de l'entrepôt fictif par celui de l'entrepôt réel (Loi du 15 juin 1825).

Les récoltes de 1828 et de 1829 furent très inégales et naturellement les prix varièrent beaucoup suivant les régions. Le blé qui, dans la Marne se vendait 15 francs l'hectolitre, se payait 27 francs dans le Gard.

Le gouvernement intervint et fit voter la loi du 20 octobre 1830. Les surtaxes qui frappaient l'importation étaient réduites à 3 francs au maximum et à 0 fr. 25 au minimum. L'entrepôt fictif pour les grains étrangers était rétabli. Cette loi qui ne fut appliquée que peu de temps marque le point de départ d'un courant d'idées nouvelles.

De 1828 à 1829 le prix du pain s'était élevé en même temps que celui du blé. Cela suffit pour attirer l'attention sur le consommateur. Désormais on s'intéressa au sort de ce dernier. Le gouvernement dans un projet de loi du 17 octobre 1831 s'inspirait d'idées libérales. Il proposait un certain nombre de mesures :

- 1° Suppression des prohibitions ;
- 2° Substitution de deux grandes divisions aux quatre classes ;
- 3° Prendre comme régulateur le prix du pain ;
- 4° Substitution d'une mesure de poids à l'hectolitre ;
- 5° Suppression, pendant la hausse, de la taxe de pavillon étranger ;
- 6° Rétablissement de l'entrepôt fictif.

Le projet du gouvernement parut trop libéral, il ne fut

pas adopté. La loi du 15 avril 1832 revenait, sauf quelques modifications, aux idées de 1821.

Le principe est toujours : empêcher l'importation pendant la baisse ; l'exportation pendant la hausse.

La division des départements en quatre classes était conservée.

En ce qui concerne les importations, la loi de 1832 supprimait les prohibitions éventuelles édictées par celle de 1821. Les droits étaient ainsi fixés :

1° Dans le cas où l'importation était autorisée par la loi de 1821, c'est-à-dire quand le blé était à 24 francs l'hectolitre dans la 1^{re} classe, à 22, 20 et 18 respectivement, dans les trois autres, le droit qui frappait le blé à son entrée en France était précisément celui qui était organisé par la loi de 1821 (1 fr., plus 1 fr. par hect. et par franc de baisse).

2° Dans le cas où l'importation était interdite par la loi de 1821, quand le blé était respectivement dans chaque classe au-dessous de 24 francs, 22, 20 et 18, la prohibition était remplacée par un droit de 1 fr. 50 par hectolitre et par franc de baisse.

La farine supportait une taxe triple de celle du blé, mais elle était appliquée par quintal.

Pour l'exportation, les prohibitions de 1821 étaient supprimées et remplacées par un droit de 0 fr. 25 quand le blé était dans chaque classe respective à 25, 23, 21, 19 francs et moins. Au-dessus de ces prix le droit était de 2 francs ; il était porté à 4 francs quand le blé arrivait

dans chaque classe à 26, 24, 22 et 20 francs. Au-dessus de ces prix le droit augmentait de 2 francs par hectolitre et par franc de hausse.

Pour la farine, le droit à l'exportation était de 0 fr. 50 par quintal quand le grain était dans les diverses classes à 25, 23, 21, 19 francs. Il était porté à 4 francs au-dessus de ces prix : lorsque le blé était coté 26, 24, 22, 20 francs par hectolitre le droit s'élevait à 8 francs. Si le grain augmentait encore, le droit à l'exportation des farines s'élevait de 4 francs par quintal et par franc de hausse.

La taxe de pavillon qui était de 1 fr. 25 était suspendue quand le blé arrivait dans chacune des classes à 28, 26, 24 et 22 francs l'hectolitre.

L'entrepôt fictif était rétabli.

La loi du 15 avril 1832 ne devait s'appliquer que jusqu'au 1^{er} juillet 1833, mais durant ce laps de temps le blé descendit de 21 fr. 85 l'hectolitre à 16 fr. 60, et la loi du 26 août 1833 prorogeait la loi du 4 juillet 1832 qui resta en vigueur jusqu'en 1861, sauf plusieurs suspensions.

Le régime de l'échelle mobile était définitivement constitué. Les résultats qu'il donna dans la pratique ne répondirent pas aux espérances que l'on avait fondées sur lui. Le système avait pour but d'éviter sur nos marchés à la fois la trop grande abondance et l'extrême rareté. Il fallait donc, suivant les cas, gêner l'importation, favoriser l'exportation et réciproquement. Or l'échelle mobile péchait par sa base. En effet, pour prévenir l'engorgement du marché, on frappait le blé à l'entrée dès que

les prix baissaient. A ce moment le mal était déjà fait, les prix s'avaissaient parce que le marché était engorgé. L'échelle mobile fonctionnait trop tard, il eut fallu prévoir la hausse ou la baisse et, dès avant l'éclosion de la crise, prendre les mesures nécessaires pour l'éviter. Cela, l'échelle mobile ne pouvait le faire et elle contribuait plutôt à aggraver les tendances du marché. Elle enlevait en effet toute fixité aux tarifs ; c'était ajouter une éventualité de plus au commerce des grains qui en subit déjà beaucoup d'autres. Aussi, les négociants n'agissaient-ils qu'avec une extrême prudence, de peur de s'exposer.

Ils ne se décidaient, par exemple, à acheter à l'étranger et à importer que lorsque la pénurie de blé était assez marquée pour écarter tout risque de baisse, c'est-à-dire toute augmentation de tarif. En réalité, l'échelle mobile aggravait la crise.

A cause de ces inconvénients, le système avait toujours été très vivement attaqué.

Dès 1834 avait commencé un mouvement libre échangiste. Les récoltes des années qui suivirent ayant été mauvaises, le prix du blé s'éleva. En 1846, dans certaines régions, il se vendait 27 fr. 75 l'hectolitre, dans d'autres, il atteignait 36 francs. Les droits étaient à leur minimum et cependant le commerce achetait peu à l'étranger, parce que précisément il craignait le relèvement de ces droits. La loi du 29 janvier 1847 dut supprimer l'échelle mobile. Il fallut prendre d'autres mesures pour faciliter notre

approvisionnement. La surtaxe de pavillon étranger avait été supprimée ; on fit plus, on toléra le cabotage par navire étranger et on suspendit les droits de navigation à l'intérieur.

Pour faciliter les opérations commerciales avec la Russie, grande productrice de blé, la Banque de France emprunta dans ce pays 50 millions. Toutes ces mesures n'améliorèrent pas beaucoup la situation. Le 22 juillet 1847 la suspension de l'échelle mobile fut prorogée. Le blé se vendait dans le Bas-Rhin 49 francs l'hectolitre. Des troubles se produisaient, il était temps de prendre des mesures efficaces. La République de 1848, aux prises avec des difficultés financières, ne fit rien. Cependant les idées libre-échangistes s'affirmaient chaque jour.

L'échelle mobile était encore suspendue par décret du 18 août 1853 qui fut plusieurs fois prorogé. En 1855 le blé était toujours cher, 30 francs l'hectolitre. Ces suspensions furent facilement acceptées par l'opinion. Mais en 1858 la baisse se fit de nouveau sentir ; le blé était au 30 septembre 1858 à 16 fr. 90. Aussitôt des plaintes s'élevèrent, on réclama le rétablissement de la loi de 1832. A la vérité le gouvernement songeait à la supprimer définitivement. Devant l'opposition que soulevait ce projet et pour donner quelques garanties aux intérêts de l'agriculture, l'Empereur ordonna une enquête. Elle fut favorable à la suppression de l'échelle mobile. Mais en 1859 le blé tombait à 15 fr. 25. Notre agriculture traversait une crise très grave. Il fallait à tout prix la protéger.

On pouvait faire une loi nouvelle ou revenir, simplement à celle de 1832. On adopta ce dernier moyen.

Il fallait en effet agir au plus vite, on n'avait donc pas le temps de faire des réformes.

D'un autre côté le gouvernement était aux prises avec des difficultés extérieures. Ce n'était pas le moment de remanier notre législation douanière sur les céréales. Le décret du 12 mars 1859 abrogeait celui du 30 septembre 1853 et remettait en vigueur la loi de 1832. Ce n'était bien là qu'une mesure transitoire, puisque l'application de la loi de 1832 fut de nouveau suspendue par décret en août 1860, et que déjà, dès le mois de mars de la même année, le gouvernement avait déposé un projet de loi consacrant la franchise complète des exportations de blé et ne frappant les importations que d'un droit fixe et modéré.

Libre échange. — 1860.

Depuis 1832 les idées libre-échangistes avaient fait de grands progrès. Elles s'étaient développées sous l'influence de Bastia en France et de Gobden en Angleterre. De même que nous avions suivi l'exemple de cette nation en 1819, nous allions de nouveau l'imiter dans son mouvement libre-échangiste. L'influence personnelle de l'Empereur aida beaucoup à ce revirement. Grand admirateur de Gobden, il avait dès 1859 caressé un projet de réforme du régime douanier des céréales. C'était la veille de la guerre d'Italie, le moment était mal choisi pour remanier nos tarifs. La paix conclue plus rapidement

qu'on ne l'espérait, l'Empereur reprit ses idées. Pour arriver plus vite au régime libéral qu'il rêvait, il agit par la voie diplomatique qui lui paraissait plus rapide et plus sûre. Le 23 janvier 1860 un traité de commerce était signé entre la France et l'Angleterre. La France renonçait aux prohibitions et adoptait le système des droits *ad valorem*. L'Angleterre recevait en franchise la plupart de nos produits.

Ce traité laissait intacte la législation douanière sur les céréales qui fut remaniée par la loi du 15 juin 1861. A l'importation les droits étaient pour le blé de 0 fr. 50 par 100 kilogs et de 1 franc par 100 kilogs de farine.

Si l'importation avait lieu par navire étranger, le droit était élevé à 1 franc pour le blé et à 1 fr. 50 pour la farine. L'entrepôt fictif était maintenu. L'exportation était libre. Enfin les dispositions de cette loi ne pouvaient être ni modifiées ni suspendues par le gouvernement. C'était un régime très libéral qui dès 1861 allait être mis à l'épreuve. Cette année là, la récolte fut mauvaise ; pour une consommation d'environ 100 millions d'hectolitres, notre récolte n'en donna que 75 millions.

Le déficit était considérable et on craignait une hausse proportionnelle sur le pain. Elle se produisit, mais très atténuée. La modération des droits et surtout la fixité des tarifs permirent au commerce d'assurer dans de bonnes conditions l'approvisionnement. Le blé se vendait en 1861 en moyenne 24 fr. 50 l'hectolitre ; en 1863, malgré l'influence sur le marché du déficit de la récolte précédente, il était à 23 fr. 26.

Cette récolte de 1863 fut très inégale. On craignit à la fois une élévation de prix dans certaines régions, l'avilissement dans d'autres. Mais grâce à la facilité des communications intérieures les différences des prix ne furent pas trop marquées.

Jusqu'en 1866 le blé se maintint dans les environs de 20 francs l'hectolitre. Mais cette année là, la récolte fut très bonne et donna un excédent de 3 millions d'hectolitres. Nos marchés étaient déjà largement pourvus, car les récoltes précédentes avaient elles aussi été abondantes. Il y eut alors un engorgement qui entraîna une baisse, le blé tomba à 16 fr. 40. Les plaintes furent nombreuses et très vives, il fallait trouver un remède à la crise. On essaya d'en déterminer les causes. Pour les uns, tout le mal venait de la suppression de la législation antérieure à 1861. Pour les autres, on souffrait simplement d'une surproduction évidente. Le gouvernement fit procéder à une enquête minutieuse. L'agriculture regrettait l'échelle mobile. Elle demandait un droit fixe de 2 francs par hectolitre. Le prix du blé d'Odessa rendu à Marseille était au-dessous du cours moyen nécessaire pour assurer une juste rémunération au travail français. On demandait enfin l'exécution de certains travaux publics destinés à favoriser nos agriculteurs. M. Thiers défendit ce projet. Il indiqua que la crise avait une double cause. La suppression du commerce intérieur, la mise en communication du marché français et du marché extérieur.

Il montra que la France n'avait pas à suivre l'exemple

de l'Angleterre, parce que ces deux nations n'avaient économiquement aucun point commun. La cause protectionniste semblait déjà gagnée, quand au cours même des débats parlementaires les événements vinrent bouleverser toutes les prévisions. La récolte de 1866-1867 fut satisfaisante, cependant les prix du blé se maintinrent assez élevés, 25 francs environ. Les plaintes de l'agriculture perdaient toutes leur actualité et les attaques contre la loi de 1861 n'avaient plus aucune portée. On laissa les choses en l'état.

La France traversait alors une période de grande prospérité qui se fit sentir dans l'agriculture, le commerce et l'industrie.

Mais cette prospérité fut d'autant plus courte, qu'elle était plus intense. Très rapidement elle aboutit à une surproduction considérable, à l'engorgement du marché, à l'avalissement des prix. Ce fut le point de départ d'une nouvelle campagne protectionniste qui devait entraîner le libre échange. Nos désastres de 1870 hâtèrent la réaction qui se produisit un peu partout en Europe. Une fois de plus, nous suivions l'exemple de l'étranger. En effet, l'Allemagne quoique victorieuse, protégeait son industrie et son agriculture, qui prenaient un nouvel essor.

Nous nous trouvions en présence d'une situation financière mauvaise. Nos impôts directs furent augmentés de 721 millions. Cette augmentation frappait lourdement les agriculteurs et les industriels. On devait tout naturellement être amenés à leur accorder la protection

qu'ils demandaient, et cela d'autant plus volontiers, qu'on voyait là le moyen de donner au Trésor un supplément de ressources. C'est sous l'empire de ces préoccupations que fut votée la loi du 26 juillet 1872 (1). Cependant elle était très libérale puisqu'elle se contentait, en ce qui concerne le blé, de le frapper à l'entrée d'un droit de 0 fr. 25, porté à 0 fr. 75 pour la farine. Cette mesure était à n'en pas douter insuffisante pour atteindre le double but qu'on se proposait. On ne tarda pas en effet à réclamer l'augmentation de ces droits. Nos producteurs se plaignaient des charges qui pesaient lourdement sur eux et qui favorisaient la concurrence étrangère. En 1880, le prix de revient de l'hectolitre de blé était en France évalué à 24 fr. 18 pour un rendement de 15 hectolitres à l'hectare ; il s'abaissait à 19 fr. 78 si le rendement était porté à 20 hectolitres. Les Américains produisaient à 10 ou 12 francs meilleur marché que nos cultivateurs. Le prix du transport s'élevait à peine à 5 francs par hectolitre. On voit dans quelles mauvaises conditions notre agriculture se trouvait pour lutter. Aussi réclamait-elle l'établissement d'un nouvel impôt de 10 0/0 sur le blé.

Cependant la loi du 7 mai 1881 élevait à peine le tarif de la loi du 26 juillet 1872. Le blé payait à l'importation 0 fr. 60 par hectolitre, la farine 1 fr. 20 par quintal.

Les agriculteurs continuèrent à se plaindre et à de-

(1) Abrogée par la loi du 26 juillet 1873.

mander l'élévation des droits. Ils étaient combattus dans leur projet par la « Ligue contre le renchérissement du pain » qui venait de se fonder. La lutte était donc engagée entre libre-échangistes et protectionnistes, elle devait se terminer par la victoire de ces derniers.

II

LA BAISSÉ

La marche des prix de 1875 à 1894. — Caractère continu de la baisse. — La hausse 1891-1892.

Nous sommes maintenant au seuil même de la période contemporaine pendant laquelle la baisse du blé se manifeste avec un caractère de continuité alarmant. Le malaise et les angoisses de l'agriculture française vont en augmentant. Cet affaissement des prix a été brusquement et momentanément interrompu ; il suffit, en effet, pour provoquer une hausse rapide, et même une véritable panique sur le marché, d'une récolte déficitaire. Malgré ces hausses anormales, le trait caractéristique de l'histoire des prix du blé de 1875 à 1894, c'est la baisse et la baisse persistante.

De 1860 à 1870 le blé se vend assez bien : 20 fr. 31 l'hectolitre de 1861 à 1865 et 23 fr. 19 de 1866 à 1870 (1). Aussi les plaintes des agriculteurs sont-elles sans portée.

Après 1870 elles prennent une importance plus considérable. Les impôts directs sont augmentés et pèsent en

(1) Zolla.

grande partie sur notre agriculture. Cette dernière en profite pour demander une protection qu'elle considère comme une juste contre-partie des charges qu'elle supporte et qui la mettent dans l'impossibilité de lutter contre la concurrence étrangère. Cependant les tarifs douaniers établis par la loi du 26 juillet 1872 frappent l'importation du blé de droits légers et purement fiscaux. En réalité, après la guerre, le blé a subi une hausse. De 1871 à 1875 il se vend en moyenne 25 fr. 17 l'hectolitre. En ce moment du reste, notre agriculture se trouvait dans une période de prospérité. On commençait à cultiver d'une façon rationnelle. L'outillage agricole s'était perfectionné, l'usage des engrais se généralisait. Ces progrès se traduisent par une triple augmentation : des surfaces emblavées, du rendement à l'hectare et du rendement total.

La moyenne des emblavures était pour la période 1852 à 1861, de 6.500.448 hectares. Elle s'était élevée à 6.887.400 hectares de 1862 à 1871, pour les dix années de 1872 à 1881 elle était de 6.904.503 (1).

Le rendement qui était par hectare en moyenne de 13 hect. 95 de 1850 à 1859 était, de 1871 à 1880, de 14 hect. 46.

A la vérité, la récolte totale de la France avait subi une diminution sensible de 1866 à 1870, notre production annuelle n'ayant atteint en moyenne pendant cette

(1) Malgré la perte de l'Alsace et la Lorraine.

période que 92 millions d'hectolitres. De 1871 à 1875, elle se relève à 101 millions. Les prix étant cependant élevés nos producteurs étaient mal placés pour se plaindre, puisqu'ils trouvaient à vendre facilement et cher une denrée qu'ils produisaient en abondance. Cette situation ne dura que peu de temps, dès 1875, la tendance à la baisse commence à se faire sentir, mais elle ne s'affirme que vers 1881 et 1882. De 1876 à 1880 les prix se maintiennent, sans doute parce que nos récoltes sont inférieures : 93 millions d'hectolitres en moyenne. Les années 1877 et 1878 surtout furent déficitaires. Le blé se vend environ 23 francs l'hectolitre, 30 francs le quintal. Les récoltes qui suivent sont meilleures, aussitôt la baisse commence. Elle a pour cause la surproduction ou tout au moins l'abondance de produits indigènes.

Cependant ce n'est pas là, la seule cause de l'avilissement des prix. Il en est une peut-être plus efficace et plus profonde, quoique plus lointaine. C'est la surproduction du blé, non pas en France, mais dans le monde et surtout dans les pays neufs. Les terres vierges et fertiles produisaient le froment en assez grande abondance mais surtout à peu de frais. Sur ce sol exceptionnel les procédés de la culture extensive donnaient des résultats excellents, surtout si on les compare avec la modicité des frais d'exploitation. Ces pays produisaient donc le blé en abondance et à bon marché, mais [comme leur population était encore peu dense leur production dépassait de beaucoup leurs besoins. Ils avaient donc un stock con-

sidérable de céréales disponibles, qu'ils jetaient sur nos marchés, y créant l'engorgement des marchandises et la baisse des prix.

Le blé qui en 1879 se vendait en moyenne 28 fr. 20 le quintal et 28 fr. 83 en 1881, tombe en 1882 à 27 fr. 69. Puis, la chute est très rapide, il est à 24 fr. 80 en 1883, à 21 fr. 70 en 1885.

A partir de ce moment la baisse semble éprouver un léger ralentissement. C'est peut-être l'effet de la loi du 28 mars, peut-être aussi, et surtout, le résultat des efforts des agriculteurs pour lutter contre la crise. Peu à peu la culture s'adapte aux conditions et aux nécessités nouvelles. Mais les prix restent toujours bas.

En 1887 le blé se vend 23 fr. 41 le quintal et 18 fr. 13 l'hectolitre. Mais en 1891 une hausse brusque se produit. En 1890 le blé se vendait 24 fr. 98 le quintal, il est en 1891 à 27 fr. 12 et à 20 fr. 58 l'hectolitre. Cette hausse paraît résulter du déficit de notre récolte. Notre production avait été diminuée par une double influence. Tout d'abord, les superficies emblavées avaient été amoindries. Ce phénomène s'explique difficilement. Les agriculteurs fatigués de vendre le blé à trop bas prix, voulaient-ils réduire cette culture ? Toujours est-il que les statistiques du ministère de l'agriculture révèlent qu'en 1891 les superficies emblavées sont de 5.759.599 hectares, alors qu'elles avaient été de 7.061.739 hectares en 1890 et qu'en 1892 elles étaient de 6.986.628 hectares. Les emblavures de 1891 étaient donc inférieures de plus d'un million d'hectares à la moyenne habituelle.

Cette réduction devait naturellement avoir son influence sur la production.

A cette première cause il faut ajouter les conditions climatériques qui, cette année-là, furent mauvaises. La gelée gêna beaucoup le développement du blé. La récolte ne pouvait qu'être déficitaire. Au lieu des 116.915.880 hectolitres récoltés en 1890, on n'en récolte que 77.265.828. L'année suivante, la production se relevait à 109.537.907 hectolitres. Le déficit de 1891 était donc considérable. Naturellement une hausse se produisit. Elle ne fut que momentanée. En 1892 on rentre dans les conditions normales de culture et de production, le blé tombe aussitôt à 23 fr. 59 le quintal (1892), prix inférieur à celui de 1890. En 1893 il est à 21 fr. 38 le quintal et à 19 fr. 85 en 1894. Pour ces deux dernières années le prix de l'hectolitre fut respectivement de 16 fr. 55 et 15 fr. 21.

La baisse un moment interrompue en 1891 reprenait donc avec la même intensité, il suffit pour cela d'un relèvement dans notre production. Il y a là certainement un fait qui semble donner quelque peu raison à ceux qui pensent que la crise provient uniquement de l'abondance des récoltes.

Nous arrivons maintenant à l'époque où les souffrances de l'agriculture ont été les plus vives. C'est en 1895 que le blé atteint le prix le plus bas, 18 fr. 62 le quintal et 14 fr. 40 l'hectolitre en moyenne. Aussi les plaintes se faisaient-elles de plus en plus pressantes, pour leur donner satisfaction on votait la loi du 27 février 1894, qui éle-

vait le quantum des droits à l'importation du blé. Nous sommes encore régis par cette législation ; mais pour l'étudier il nous fait remonter plus haut et reprendre l'examen des différentes lois qui l'ont précédée.

III

LA LÉGISLATION DE 1881 A 1887

Insuffisance de la loi du 7 mai 1881. — Campagne protectionniste. — La loi du 28 mars 1885. — Loi du 29 mars 1887. — L'importation des farines. — Hausse de 1891, loi du 2 juillet 1891. — Loi du 11 janvier 1892. — Loi du 27 février 1894. — Le « cadenas », la loi du 13 décembre 1897.

Nous avons vu que la loi du 7 mai 1881 frappait l'importation du blé de droits très légers. Elle avait cependant pour but de protéger notre agriculture, et pendant la discussion on avait proposé des droits de 3 et 4 francs. Ils furent repoussés dans l'intérêt du consommateur et on se contenta de frapper le blé de 0 fr. 60 par hectolitre, la farine de 1 fr. 20 par quintal. Au même moment la baisse s'affirme et la crise devient inquiétante. Les agriculteurs français se plaignaient amèrement. Ils faisaient observer que l'Espagne, l'Allemagne, et les États-Unis avaient déjà adopté le système protecteur. La France devait suivre cet exemple. Chaque jour ces idées se répandaient de plus en plus. Les manifestations les plus diverses avaient lieu. En 1884 se réunit à Paris un congrès des agriculteurs, comprenant des délégués de toutes les régions du pays. Ils demandaient l'augmenta-

tion des droits. Dans leurs vœux les conseils généraux appuyaient ces demandes. La Chambre syndicale des grains et farines se prononçait pour l'augmentation des tarifs. Enfin l'agriculture et l'industrie, qui jusqu'alors avaient agi isolément, prirent le parti de se coaliser pour la défense de leurs intérêts communs.

Ce mouvement aboutit à la loi du 28 mars 1885. Le blé était frappé à son entrée en France d'un droit de 3 francs par quintal s'il était importé d'un pays d'Europe ou directement d'un pays hors d'Europe. S'il avait été entreposé avant son introduction en France, le droit était porté à 3 fr. 50 par quintal. Pour la farine il était dans le premier cas de 6 francs, de 6 fr. 50 dans le second.

C'était le système du droit fixe perçu en toute circonstance, quels que fussent le prix sur nos marchés et l'importance de notre approvisionnement. Le législateur veut avant tout assurer au blé un prix suffisant. Il ne semble pas prévoir le cas où le froment rare, par rapport aux besoins, il deviendrait prudent d'en favoriser l'importation. Nous avons vu comment le système de l'échelle mobile avait dans ce cas la prétention d'agir automatiquement. Nous verrons aussi que les lois postérieures à celles de 1885 furent plus prévoyantes. Cette dernière dès sa promulgation fut critiquée. Les adversaires de toute protection lui reprochèrent de ne servir qu'à élever le prix du pain, légèrement en temps normal, mais dans des proportions considérables en cas de mauvaise récolte indigène. D'autre part, ses partisans ne tardèrent

pas à éprouver une désillusion. Ils s'attendaient à un relèvement marqué des prix ; il ne se produisit pas. Les agriculteurs pensèrent aussitôt que les droits n'étaient pas suffisants et à leur tour ils critiquèrent la loi de 1885.

Cependant d'autres causes influaient sur les cours. C'était tout d'abord l'abondance de nos récoltes qui, en 1884-85-86, donnèrent en moyenne 110.000.000 d'hectolitres. C'était aussi que l'application même de la loi de 1885 se trouvait paralysée. La spéculation avait profité des trois mois, pendant lesquels le projet était resté en suspens devant le Parlement, pour faire entrer une grande quantité de blé qui avait ainsi échappé aux droits. Cette combinaison empêchait donc le jeu de la loi de 1885, en même temps qu'elle avait pour résultat d'augmenter notre stock de blé déjà considérable, à cause de l'abondance de nos récoltes. Dans de pareilles conditions, le relèvement des prix était impossible.

On reprochait aussi à la loi de 1885 de frapper le blé et la farine de droits qui n'étaient pas proportionnés. En effet, 3 francs par 100 kilos de blé cela donne 3 francs par 70 kilos de farine à 70 0/0, ou 4 fr. 30 par 100 kilos de farine et non 6 francs.

En réalité, le reproche n'était pas fondé. Les rédacteurs de la loi avaient eu l'intention d'accorder à notre meunerie une protection spéciale. On avait proposé des droits de 5, 7 et 9 francs.

Le chiffre qui répondait le mieux aux besoins de la

situation, était celui de 7 francs. Il était calculé de façon à permettre à notre meunerie de lutter contre la concurrence belge. Ce chiffre fut trouvé trop élevé. On s'arrêta au droit de 6 francs.

La loi du 28 mars 1885 répondait si peu à ce que l'on attendait d'elle, que dès le mois de novembre de la même année, on proposait une augmentation des droits. La loi du 28 mars 1887 les élevait à 5 francs par quintal de blé et à 8 francs par quintal de farine. Cette même taxe de 8 francs frappait des denrées qui autrefois entraient en franchise sous la qualification de son.

Désormais ce droit atteignait les issues de la meunerie qui contenaient plus de 10 0/0 de farine. Enfin on se préoccupait d'empêcher, le cas échéant, l'extrême cherté du pain.

On donnait au gouvernement, en l'absence des Chambres, le pouvoir de suspendre en tout, ou en partie, l'application des tarifs. Cette prérogative fut l'objet d'une très vive discussion. On qualifiait cette disposition d'anti-constitutionnelle, parce qu'elle donnait au Président de la République le droit de suspendre une loi par un décret et aussi, parce qu'elle lui donnait un pouvoir nouveau, qui n'est pas prévu par la Constitution. Elle fut cependant votée à cause de son côté pratique. Au surplus, le décret suspendant ou réduisant les tarifs devait être soumis à l'approbation des Chambres. Ce pouvoir accordé au gouvernement était donc entouré de toutes les garanties désirables. M. Méline ne cachait pas qu'il lui apparaissait

comme dangereux, qu'il ne faudrait en user qu'avec la plus grande prudence et dans les cas exceptionnellement graves où il importait d'agir avec rapidité.

Les effets de la loi du 28 mars 1887 ne furent pas concluants. Les prix se relevèrent à peine, pour cette année la moyenne fut de 23 fr. 41 le quintal.

Plusieurs causes semblaient empêcher toute hausse.

La spéculation s'était hâtée, pendant la discussion, de faire entrer des quantités de blé (1). Ce stock s'était ajouté à nos réserves nationales déterminant l'engorgement du marché.

On pouvait en outre reprocher à la loi de 1887 de ne pas frapper proportionnellement le blé et la farine. Le grain payait 5 francs par 100 kilos, or 100 kilos de blé donnent 70 kilos de farine, 70 0/0, ce qui revient à dire que le quintal de farine aurait dû payer 7 fr. 15 et non 8 francs. Il y avait donc 0 fr. 85 qui constituaient une protection spéciale pour notre meunerie. L'économie de la loi en admettant ce dernier point semblait parfaite. En fait elle ne l'était pas. La législation de 1887 ne prévoyait qu'un type de farine, à 70 0/0 d'extraction. Cette imprévoyance donnait lieu à des abus. En effet, le plus souvent les farines importées en France sont de qualités supérieures, non pas à 70 0/0 d'extraction, mais à un taux beaucoup plus bas, 50 0/0 généralement. Ces farines au-

(1) Les importations s'élevèrent pour le mois de janvier et février 1887 à 2.273.000 quintaux ; chiffres du *Journal officiel*, 12 juin 1897, p. 1468.

raient dû logiquement payer 10 francs par quintal, puis qu'il fallait, pour en obtenir cette quantité, exactement deux quintaux de blé.

Le commerce avait donc intérêt à importer précisément ces farines fines. Cet avantage était augmenté par ce fait que, les frais de transport pour ces 100 kilos de farine, n'étaient pas supérieurs à ceux de 100 kilos de blé, alors qu'en réalité ils représentaient deux fois cette valeur.

Pour fixer les idées, prenons l'exemple de l'Amérique, c'est le pays qui a le plus profité de la spéculation que rendait possible la loi de 1887.

Le transport de 100 kilos de blé d'Amérique en Europe coûtait environ 4 francs. Il faut ajouter les 5 francs de droit d'entrée en France. Le quintal de blé américain était donc grevé, avant d'arriver sur notre marché, de 9 francs de frais. Pour la farine 50 0/0 le coût du transport était le même, 4 francs, les droits à l'entrée étaient de 8 francs. C'était donc 12 francs que payait le quintal de farine importé. Mais cette quantité représentait exactement deux quintaux de blé qui auraient payé 9×2 , soit 18 francs. Les importateurs avaient donc intérêt à importer chez nous de la farine, non du grain. Ce stock de produits manufacturés pesait, cela est évident, sur le marché de la matière première.

Les importations de farines américaines augmentèrent. En 1891, pendant le seul mois de juillet, elles s'élevèrent à 20.878 quintaux, en août elles atteignirent 34.577 quintaux.

Cette législation avait certainement ses inconvénients, mais elle n'était pas la seule cause de l'afflux des farines américaines sur nos marchés. Nous savons que la récolte de 1891 fut déficitaire. Les prix s'élevèrent rapidement, il fallut par la loi du 2 juillet 1891 réduire les droits sur le blé de 5 à 3 francs, sur la farine de 8 à 6 francs, du 10 juillet 1891 au 1^{er} juin 1892. Les farines américaines assurées de trouver un placement avantageux chez nous, encombrèrent nos marchés, d'autant que la loi temporaire du 2 juillet 1891 laissait subsister les abus auxquels donnait lieu celle de 1887.

La minoterie française était ainsi fort mal protégée et l'agriculture souffrait de l'engorgement du marché. Il y avait là une situation anormale. L'Association nationale de la meunerie française proposait de frapper la farine de droits doubles de ceux du blé et d'une taxe supplémentaire de 4 francs. Dès avant l'examen de ces réclamations, la Chambre introduisit dans la loi du 11 janvier 1892 une disposition de nature à remédier au mal. L'article 16 de cette loi était ainsi conçu : « jusqu'au 1^{er} juin 1892, les dispositions de la loi du 2 juillet 1891 sont maintenues en ce qui concerne les blés, excepté pour les droits sur la farine, qui seront fixés ainsi qu'il suit à partir du 1^{er} février 1892 :

- 1° Farine : 70 0/0, et plus, 6 francs par quintal.
- 2° » 70 à 60 0/0, 7 fr. 20 par quintal.
- 3° » 60 0/0 et au-dessous, 8 fr. 40 par quintal.

Le tarif général des droits à l'importation sur les fari-

nes, qui devait s'appliquer après le 1^{er} juin 1892, était le suivant :

Farines : 70 0/0 et au-dessus, 8 francs le quintal.

» 70 à 60 0/0, 10 francs le quintal.

» 60 0/0 et au-dessous, 12 francs le quintal.

La taxe sur la farine augmentait à mesure que le taux d'extraction baissait. Cette augmentation avait lieu proportionnellement à la quantité de blé que représentait la farine importée. En outre, on s'était préoccupé d'accorder à la meunerie une protection spéciale et on avait établi les droits sur la farine, plus forts proportionnellement, que ceux du blé. On pensait donner ainsi satisfaction aux intérêts de l'agriculture et à ceux de la minoterie. Cependant après la hausse de 1891 les prix avaient brusquement fléchi. Dès juin 1892 la loi de 1887 avait été remise en vigueur. Les prix baissaient malgré tout. Ce phénomène était dû à l'engorgement du marché provoqué par l'abondance de notre récolte et par la grande quantité de blé qui avait été importée pendant que les droits étaient réduits. L'agriculture se plaignait et, il faut bien le reconnaître, justement ; il devenait urgent de trouver un remède à la crise qu'elle traversait. Plusieurs propositions furent faites. On alla même jusqu'à demander le rétablissement de l'échelle mobile, ou tout au moins l'adoption de droits gradués. On proposa un droit de 10 fr. 30 par quintal de blé. Enfin le 30 janvier 1894 M. Viger, ministre du commerce, déposait un projet qui devint la loi du 27 février 1894 encore en vigueur.

Le blé est frappé à l'importation d'un droit de 7 francs par 100 kilos. Pour la farine, les droits sont élevés par quintal à 11 francs pour le type 70 0/0, à 13 francs pour le type de 70 à 60 0/0, et à 15 francs pour le type de 60 0/0 et au-dessous.

La disposition de la loi de 1887 qui donnait au gouvernement le droit d'en suspendre les effets, en l'absence des Chambres, par simple décret du Président de la République, n'est pas abrogée. Bien entendu cette mesure doit toujours être soumise, dans le plus bref délai, à l'approbation du Parlement. M. Viger avait essayé de faire donner au gouvernement un droit qui était presque la contre-partie du précédent.

Toutes les fois que l'on venait en aide à l'agriculture, en aggravant les droits sur les blés, il était certain que la spéculation profitait du temps que les Chambres mettaient à voter cette augmentation, pour accumuler des stocks considérables de cette céréale. Le tableau suivant indiquant le chiffre des importations de blé durant les mois de janvier, février et mars de 1884 à 1888, montre l'augmentation qu'elles subissent avant les lois des 28 mars 1885 et 29 mars 1887.

	1884	1885	1886	1887	1888
Janvier (1) . .	724 000	4.125.653	428.000	787.000	657.000
Février. . . .	740.000	4.135.000	675.000	1.486.000	591.000
Mars	514.000	755.000	495.000	655.000	655.000

Le résultat le plus clair de ces opérations était que les

(1) *Journal officiel* du 12 juin 1897, p. 1468.

droits jouaient mal, que la protection accordée à l'agriculture était illusoire, tout au moins qu'elle n'était pas immédiate. Il fallait pour que la loi produisit son effet attendre que les stocks amassés par la spéculation fussent écoulés. Pour remédier à ces inconvénients, M. Viger proposa d'étendre aux céréales l'application du « cadenas », c'est-à-dire donner au gouvernement le droit de mettre à exécution un projet de loi augmentant (ou même en principe diminuant) les droits sur les blés, avant même qu'il ne fût voté et sous la réserve de l'approbation subséquente des Chambres.

L'institution était déjà vieille, elle existait en Angleterre et en Italie. En France elle avait été organisée par la loi du 29 floréal an X. Elle avait subi plusieurs modifications. Le Premier Empire s'en servit surtout comme d'une arme de guerre destinée à faciliter le blocus continental. Le gouvernement pouvait abaisser ou élever les tarifs douaniers sous condition de présenter ensuite ces modifications au Corps législatif, sous forme de proposition de loi.

La Restauration voulut avoir le même pouvoir. La loi du 17 décembre 1814 (art. 34) donne au roi, en cas d'urgence, le droit de modifier provisoirement les tarifs douaniers. Ce droit clairement défini et limité à des cas spéciaux, s'exerçait sans qu'il fût besoin d'approbation postérieure. La loi du 12 juin 1820 obligeait les ordonnances rendues en vertu de l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814, à déterminer l'époque où devait commencer à être

appliquées les modifications douanières qu'elles contenaient. Enfin, l'article 4 de la loi du 15 juin 1861 déclarait que l'article 34 de la loi 1814 n'était plus applicable à certaines denrées, et spécialement aux grains et farines.

Le cadenas fut rétabli en partie par la loi de 1887, en ce sens qu'elle autorisait le gouvernement dans certaines conditions à diminuer les droits sur les blés. La loi du 15 juin 1861 restait en vigueur en ce qui concerne l'augmentation des taxes. Lors de la discussion de la loi du 27 février 1894 on admit implicitement le droit, pour le gouvernement, de diminuer et de suspendre les tarifs en l'absence des Chambres et sauf approbation de ces dernières. M. Viger proposa de donner aussi au gouvernement le pouvoir de faire exécuter immédiatement un simple projet de loi portant augmentation des droits sur les blés.

Tout le monde reconnaissait l'utilité d'une mesure destinée à empêcher les abus qui avaient signalé l'application des lois de 1885 et 1887.

Cependant l'ajournement fut prononcé (Séance du 12 février 1894), parce que déjà, à cette époque, de l'aveu de tous, la spéculation avait fait son œuvre. Il était trop tard pour agir.

C'est seulement le 9 juillet 1896, que le rapport sur le projet de 1894 fut déposé par la commission des douanes. Il était complètement remanié et le nouveau texte était adopté par le gouvernement.

La discussion fut très longue, on proposa plusieurs amendements, plusieurs contre-projets ; le texte définitif ne fut promulgué que le 13 décembre 1897. Aux termes de l'article 1^{er}, tout projet de loi présenté par le gouvernement et tendant à un relèvement des droits de douane sur les céréales, sera suivi d'un décret dont une disposition spéciale ordonnera l'exécution immédiate. Ce décret devra être inséré à l'*Officiel* dès le lendemain du dépôt du projet et affiché avant l'ouverture des bureaux de la douane. Les droits seront perçus après cette publication et cet affichage. Si la loi est votée par les Chambres, les droits perçus sont acquis au Trésor. Si non, il y a lieu à restitution. Cette dernière disposition fut très vivement critiquée. On fit observer que l'avance faite par les négociants importateurs au Trésor, serait naturellement récupérée sur les consommateurs. En revanche, si jamais il y avait lieu à restitution, l'importateur garderait par devers lui les sommes que le Trésor lui rembourserait. Tout cela se traduirait par un bénéfice des commerçants, au détriment des consommateurs.

Nous avons maintenant terminé l'étude de notre législation douanière du blé. Pour être complet, il faudrait nous occuper encore de l'admission temporaire ; mais nous réservons cette étude pour le chapitre spécial où nous examinerons les réformes demandées par l'agriculture.

IV

LA SITUATION APRÈS 1894

Résultats de la loi de 1894. — La hausse durant la campagne 1897-1898. — La baisse de 1898 à 1900. — La situation actuelle. — La production et le mouvement du blé dans les principaux pays.

On avait pensé que la loi de 1894, élevant les tarifs, allait amener une hausse. Une fois encore cet espoir fut déçu. Le marché restait lourd, sans doute à cause de l'abondance des récoltes. La moyenne de la production nationale pour 1894, 1895, 1896 est de 120 millions d'hectolitres. La diminution des importations étrangères était sensible. De 12.400.000 quintaux en 1894, en 1895 elles descendent à 4.500.000 quintaux pour tomber en 1896 à 1.500.000. Ce n'était donc pas semble-t-il la concurrence étrangère qui devait influencer sur le prix du blé, mais seulement l'abondance de nos récoltes. De ce fait, qu'il y avait peu d'importations, il résultait que le droit de 7 francs ne pouvait provoquer la hausse et durant cette période, la différence de la cote du blé à Londres et à Paris, était de 2 fr. 66 à 2 fr. 33 seulement. Si la cause du mal se trouvait dans l'excès même de la production, il devait suffire d'une récolte déficitaire pour changer la situation,

provoquer à la fois la hausse et l'application entière du droit protecteur.

Ce phénomène se produisit durant la campagne 1897-1898 ; notre production très déficitaire ne donna que 88 millions d'hectolitres. Aussitôt, les prix se relèvent, de 17 fr. 78 le quintal en 1896 ils passent le 29 novembre 1897, à 31 fr. 09. On craignit un instant de les voir atteindre un taux de famine. Il fut question de suspendre l'application des droits à l'importation. Une première fois la proposition n'eut pas de suite. Mais des événements se produisirent qui vinrent augmenter les craintes que l'on avait de voir le blé atteindre des prix trop élevés. Ce fut en premier lieu, la guerre hispano-américaine qui semblait devoir porter une atteinte sérieuse au commerce des belligérants avec les neutres, spécialement à celui des États-Unis avec l'Europe. On craignait aussi, comme aucun des adversaires n'avaient adhéré à la Déclaration de Paris, que même le commerce entre les puissances non belligérantes ne souffrit des hostilités. Cette préoccupation se traduisit pratiquement par l'augmentation des primes d'assurance maritime. Le second de ces événements fut la tentative de Joseph Leiter. Ce commerçant essaya d'accaparer tout le blé disponible des États-Unis pour être ensuite le maître du marché et revendre à gros bénéfice. Il ne cachait pas au surplus son intention. En décembre 1897, il prit livraison de 10 millions de bushels.

En France, les prix s'élevèrent rapidement ; fin avril 1898 le blé était à 33 fr. 50 le quintal, 25 fr. 12 l'hecto-

litre. La différence entre les prix du marché libre de Londres et celui protégé de Paris fut supérieure au droit.

En l'absence des Chambres, le gouvernement prit sur lui d'intervenir (1). Il usa du pouvoir que lui donnait la loi de 1887 et suspendit par décret du 4 mai 1898 l'application des droits sur les blés. Le décret du 5 mai 1898 établissait un droit de 1 franc par quintal de farine 70 0/0, de 1 fr. 85 pour les types de 70 à 60 0/0 et de 2 francs quand le taux d'extraction était encore abaissé.

Cette taxe légère, que le décret du 5 mai laissait subsister sur la farine, était l'équivalent de la protection accordée à la meunerie française. On avait estimé en effet, qu'il suffisait de suspendre la perception du droit qui représentait la protection de notre agriculture.

Ces mesures, le gouvernement ne les avait prises qu'en s'entourant de toutes les garanties possibles. Il avait sollicité l'avis de la Commission permanente du Conseil supérieur de l'agriculture qui, à l'unanimité, s'était prononcée pour la suppression complète des droits. Elle avait aussi reconnu la nécessité d'assigner à cette suspension une très courte durée. Il fallait permettre aux blés étrangers d'alimenter nos marchés, mais éviter l'invasion qui s'était produit en 1891. Il parut utile de rétablir le droit de 7 francs avant la récolte de 1898. On décida de le remettre en vigueur à partir du 1^{er} juillet.

(1) M. Méline, président du Conseil.

On espérait que les décrets des 4 et 5 mai 1898 faciliteraient l'entrée du blé en France et amèneraient une baisse de prix. En fait, cette céréale afflua à nos frontières, et durant les deux mois de franchise douanière nous avons importé 11 millions de quintaux de blé (1), mais les prix restèrent élevés. En suspendant les droits, nous avons avoué nos besoins et notre faiblesse. La nouvelle seule du décret du 4 mai 1898 provoqua une hausse à Londres et à New-York.

L'étranger connaissant notre pénurie se montra exigeant et vendit le blé sur nos marchés aux prix cotés avant le décret. Il mettait dans sa poche la somme qui auparavant était perçue par la douane. En réalité, le consommateur ne profita guère de la réforme qui se traduisit par une perte pour le Trésor.

Voici un tableau permettant de comparer les prix du blé à Paris, à Londres et à New-York avant et après le décret :

Dates	Paris	New-York	Londres Californie
		Disponible	à la côte anglaise
1898	francs	francs	francs
29 avril. . . .	33	23.44	26.97
30 avril. . . .	32.60	23.25	27.12
2 mai	32	23.54	26.83
3 mai 3 h. . .	31.75	24	26.68
3 mai 6 h. . .	29.25		
4 mai	29.70		30.10
5 mai	30.35	28.25	29
6 mai	30.65	27.95	30.10

(1) Rapport de M. Tisserand, directeur honoraire de l'agriculture, à la commission des valeurs de douanes.

Le tableau suivant donne une idée d'ensemble de ce qu'ils furent à Paris et à Londres durant cette campagne 1897-1898.

Dates	Prix du blé à Paris Le quintal francs	A Londres francs	Différence francs
1897			
14 juin	23.50	16.25	7.25
23 juin	23.50	15.75	7.75
9 juillet	23.50	15.95	7.55
23 juillet	24	15.60	8.40
13 août	27.50	16.10	11.40
27 août	29.50	17.80	11.70
15 septembre . .	29.35	21.45	7.90
29 septembre . .	29	19.75	9.25
13 octobre . . .	29.25	20.70	8.55
27 octobre . . .	29.05	21	8.05
11 novembre . .	29.35	21.10	8.25
26 novembre . .	30.35	20.20	10.15
13 décembre . .	29.85	20.10	9.75
29 décembre . .	29.25	20.40	8.85
1898			
12 janvier	28.35	20.10	8.25
29 janvier	28.60	20.20	8.40
9 février	29.35	20.50	8.85
23 février	28.85	22.30	6.55
9 mars	28.60	21.40	7.20
23 mars	28.85	21	7.85
13 avril	29.85	21.55	8.30
27 avril	32.60	26.10	6.50
11 mai	31.60	30.35	1.15
25 mai	29.60	27.80	1.80
1 juin	28.85	26.50	2.35
29 juin	25.10	22.10	3.
15 juillet	25.10	22.40	2.70
27 juillet	23.10	23.50	0.40
10 août	21.60	19.55	2.05

La baisse ne se fit sentir d'une façon appréciable qu'a-

près le rétablissement du droit de 7 francs. On avait craint, un moment, que le retour à la loi de 1894 ne fût prématuré et qu'il n'occasionnât un relèvement considérable des prix. On demanda même la prorogation du décret du 4 mai jusqu'au 1^{er} août. On proposa de revenir à un système très rapproché de l'échelle mobile à celui des droits gradués. Cependant le droit de 7 francs fut rétabli au 1^{er} juillet.

A l'inverse de ce qui aurait dû se produire les cours fléchissent, ils ne tardent pas à redescendre au taux d'avant la hausse. La moyenne du prix de l'hectolitre était pour la période de 1891-1895 de 16 fr. 92, elle était de 16 fr. 77 pour la période de 1896-1900 (1).

D'autre part, voici la moyenne annuelle :

Année	Prix du quintal	de l'hectolitre
	francs	francs
1896.	19.20	14.82
1897.	24.84	18.85
1898.	25.47	19.90
1899.	19.81	15.35
1900.	19.78	14.77

Cependant nos récoltes de blé sont excellentes, surtout celles de 1898 et de 1899 qui donnent chacune plus de 99 millions de quintaux. Les agriculteurs se trouvent produire en abondance une denrée qui ne se vend pas.

Il est vrai que les récoltes de 1900 et de 1901 n'ont pas été aussi bonnes que les précédentes, aussi les prix se relèvent-ils un peu.

(1) Chiffres cités par M. Zolla, *Monde Economique*, 8 février 1901.

Voici un tableau donnant une idée de leur marche dans ces derniers temps sur les places de Paris, Liverpool et New-York.

Dates (1)	Paris	Liverpool	New-York
1901			
	francs	francs	francs
5 décembre .	22.37	16.40	15.72
26 décembre .	22.42	17.41	16.49
1902			
9 janvier. . .	21.87	17.53	16.90
23 janvier. . .	21.50	17.18	16.19
6 février. . .	21.50	16.45	16.01
20 février. . .	20.87	17.18	16.01
13 mars. . . .	21.37	17.04	15.65
27 mars. . . .	21.87	16.81	14.98
10 avril. . . .	22.	16.46	14.92

Pour avoir une idée exacte et complète de la situation actuelle il faut donner quelques renseignements sur la production dans les divers pays du monde.

Voici les chiffres fournis par l'« Evening Corn List » pour les années 1899-1900 et 1901 (2).

Pays	1899	1900	1901
	en milliers d'hectolitres		
Autriche	17.980	14.790	15.370
Hongrie	54.375	52.490	49.300
Belgique	4.350	4.350	4.350
Bulgarie	10.150	10.150	10.875
Danemark	1.450	942	725
France	132.675	112.375	107.300
Allemagne	57.130	56.550	40.600
Grèce	2.175	2.175	1.885
Hollande	1.885	1.450	1.885
Italie.	48.575	43.050	44.950

(1) Prix du quintal ; chiffres cités dans « l'Economiste européen ».

(2) *Revue de statistique*, 6 octobre 1901.

Portugal	1.450	1.450	2.030
Roumanie.	9.425	19.575	23.200
Russie	116.000	116.000	116.000
Caucase.	15.950	14.500	17.400
Serbie	4.785	2.900	3.625
Espagne	35.525	36.975	39.150
Suède	1.450	1.450	1.160
Suisse	1.450	1.450	1.305
Turquie d'Europe	8.700	11.600	14.500
Royaume-Uni	23.950	19.720	19.575
Algérie	7.250	8.700	9.425
Tunisie.	2.900	3.625	2.175
République Argentine . .	37.700	23.200	29.000
Australie.	15.950	21.025	17.400
Asie-Mineure	14.500	14.500	14.500
Canada.	23.200	17.400	29.000
Colonie du Cap	1.450	1.450	725
Chili	4.350	2.900	3.190
Egypte	3.625	3.190	3.480
Indes.	85.550	66.700	87.000
Etats-Unis	208.800	203.000	252.000
Uruguay	2.610	2.900	2.900
Mexique	4.350	4.350	5.075
Total (1).	961.240	895.882	771.055

Voici maintenant les évaluations du « Bulletin des Halles » pour 1900 et 1901 (2) :

Pays	1900	1901 (3)
	en milliers d'hectolitres	
Russie.	152.800	145.000
France	109.000	106.200
Hongrie	50.500	45.500
Autriche.	15.700	14.100
Italie	42.300	44.000

(1) Pour l'Europe seulement, le total est pour chacune des 3 années respectives de : 549.405, 529.942, 515.185 milliers d'hectolitres.

(2) *Economiste européen* du 20 septembre 1901.

(3) Chiffres provisoires.

Espagne.	38.200	42.500
Allemagne.	51.100	34.000
Roumanie.	20.000	23.000
Angleterre.	19.700	20.500
Bulgarie.	13.000	14.000
Turquie d'Europe.	11.700	12.500
Belgique.	5.200	5.000
Serbie.	3.900	4.100
Portugal.	3.400	3.800
Roumélie.	3.200	3.500
Grèce.	2.000	2.100
Hollande.	1.800	1.500
Suède.	1.600	1.400
Danemark.	1.400	1.200
Suisse.	1.400	1.200
Norvège et autres pays d'Europe. .	1.000	1.000
Etats-Unis.	201.200	260.000
Canada.	20.000	28.000
République Argentine.	25.000	27.000
Chili.	4.500	5.000
Indes.	79.000	81.000
Asie-Mineure.	12.000	11.000
Perse.	7.500	7.200
Syrie.	4.000	3.800
Algérie.	8.000	8.700
Egypte.	4.500	4.500
Tunisie.	2.000	2.300
Total.	<u>935.100</u>	<u>983.300</u>

Certains de ces pays produisent plus qu'il ne faut pour leur besoin, tels sont par exemple, les Etats-Unis qui peuvent exporter jusqu'à 100 millions d'hectolitres par an. C'est aussi le cas de la Russie dont le disponible est évalué à 45 millions d'hectolitres. Les Indes pourront un jour devenir le grenier de l'Angleterre. La Hongrie comble généralement le déficit autrichien. La Turquie et la Roumanie, pays essentiellement agricoles, ont une pro-

duction supérieure à leur consommation. Enfin la République Argentine, le Mexique et le Canada ont déjà des récoltes trop abondantes pour leur besoin et elles sont susceptibles d'augmenter. La France elle-même serait dans les bonnes années exportatrice, mais cependant on admet généralement qu'elle importe environ 5 0/0 du blé qu'elle consomme.

Dans d'autres pays au contraire, la production est très déficitaire. Il faut alors remédier à ce défaut de récolte par l'importation. L'Angleterre s'approvisionne aux Indes et aux Etats-Unis (1), l'Allemagne demande environ à l'étranger 20 millions de quintaux, mais la récolte de 1901 ayant été très mauvaise sa demande sera plus intense. L'Espagne, l'Autriche, la Belgique, l'Italie ne se suffisent pas et sont chaque année tributaires de l'étranger.

En France les importations diminuent. Voici leur marche pendant les 5 dernières années :

1897.	5.526.591
1898.	19.545.487
1899.	1.437.806
1900.	1.293.644 (2)
1901.	1.583.088

Cela tient évidemment à l'abondance de nos récoltes. Cependant celles de 1900 et 1901 ont été déficitaires chez nous et d'une façon générale en Europe. Les prix ont eu

(1) Chiffres cités par M. Ronce, *La crise agricole*.

(2) La plus grande partie du blé importé en 1900 et 1901 vient d'Algérie et de Tunisie.

un moment de hausse, ils paraissent de nouveau se remettre à la baisse. C'est l'influence des stocks considérables que l'Amérique met à notre disposition et tandis que malgré nos mauvaises récoltes le blé a tendance à baisser en Europe, en Amérique il se maintient, malgré l'abondance, à cause de notre demande.

Voici enfin à titre de renseignements quelques chiffres extraits du « Bulletin du ministère de l'agriculture » (1901) sur la production et le mouvement du blé dans le monde.

P A Y S	SURFACES emblavées en hectares	PRODUCTION en hectolitres	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
			EN QUINTAUX MÉTRIQUES		EN QUINTAUX MÉTRIQUES	
			GRAINS	FARINES	GRAINS	FARINES
Grande-Bretagne et Irlande....	769.039	19.555.953	34.758.512	10.742.716	19.821	365.882
Danemark.....	34.389 (1)	1.270.000	592.650	141.500	142.800	22.900
Norvège.....	4.386 (2)	425.000	77.161	440.292	»	74
Suède.....	75.549 (3)	1.849.600	1.567.442 (3)	142.000 (3)	303 (3)	4.151 (3)
Russie (4).....	18.694.039	141.382.544	36.199	»	19.121.848	596.068
Belgique.....	180.377 (5)	3.816.777 (3)	41.070.533	231.077	2.404.068	171.370
Hollande.....	71.836	1.725.799 (3)	10.044.230	1.338.970	7.546.900	143.830
Allemagne.....	2.049.160	38.411.650	12.938.638	336.730	2.950.796	320.341
Suisse (6).....	»	»	3.812.620 (3)	»	1.017 (3)	»
Autriche-Hongrie.....	1.065.311	14.741.760	359.223	»	81.741	»
Roumanie.....	1.589.492	19.967.850	70.828	»	7.216.761	226.732
Serbie.....	279.743 (7)	3.644.579 (9)	125 (3)	3.744 (3)	775.421	850 (3)
Bulgarie.....	825.686 (3)	5.886.641 (4)	8.351	611	1.274.785	90.095
Espagne.....	3.861.977	43.649.900 (8)	3.735.696	220.825 (3)	678 (3)	16.104 (3)
Italie.....	4.581.600 (1)	42.200.000	7.320.330	8.460	3.240	102.813
Etats-Unis.....	17.193.632	182.780.326	110.938	636	35.682.636	17.455.290
Mexique.....	»	2.527.495 (3)	33.674 (10)	3.743 (10)	19.585	30
Uruguay.....	328.488	1.875.531	»	26	398.716	181.285
Japon.....	461.469	7.470.319	18.538	»	826	»

(1) Chiffre de 1896.

(2) Chiffre de 1890.

(3) Chiffre de 1899.

(4) Sans la Pologne et le Caucase

(5) Chiffre de 1895.

(6) Pas de statistique agricole.

(7) Chiffre de 1897.

(8) Chiffre de 1898.

(9) Chiffre de 97 évalué en quint.

(10) Blé et seigle.

(11) Chiffre pour 1899 évalués en quintaux.

CAUSES DE LA BAISSÉ

Questions monétaires.

Rupture de l'ancien rapport 15,5 à 1. — Situation des pays à monnaie dépréciée. — Contraction monétaire — Le bi-métallisme.

La spéculation.

Le marché à livrer. — Le marché à terme. — Engorgement du marché. — Avilissement des cours. — Exagération des tendances du marché. — Proposition de loi tendant à la réglementation des Bourses de marchandise.

Autres causes.

Abondance de notre production. — Réformes de transport. — Concurrence des pays neufs. — Mauvaise organisation de la vente.

Le blé se vend toujours à vil prix et cette baisse est, à n'en pas douter, l'un des éléments principaux de la crise dont souffrent actuellement nos campagnes. Il nous faut rechercher quelles sont les causes qui ont amené ce fléchissement des cours. Elles sont multiples et complexes ; s'il est facile de se rendre compte qu'elles agissent sur le prix du blé, il est le plus souvent impossible de déterminer exactement leur influence. Que la révolution monétaire qui s'est accomplie à la fin du siècle dernier, ait eu une répercussion sur le prix de tous les produits

en général, spécialement sur celui du blé, c'est un phénomène naturel.

Il est vrai, d'autre part aussi, que la spéculation arrive parfois à fausser les cours et, on peut, dans une certaine mesure, saisir les moyens qu'elle emploie pour agir sur le marché. On peut affirmer que la réforme des moyens de transport a aidé à l'abaissement du prix des marchandises. On ne peut non plus nier l'influence d'autres causes, par exemple de la diminution des frais de production, de la concurrence étrangère, de l'abondance de nos récoltes, de la mauvaise organisation de nos producteurs. Mais lorsqu'il faudra rechercher la part exacte de chacune d'elles dans la crise, il sera difficile d'arriver à une solution scientifique.

Questions monétaires.

Depuis 1875 nous avons vu s'accomplir une révolution monétaire, qui a eu pour cause un double phénomène. D'une part, la dépréciation de l'argent, de l'autre l'appréciation de l'or. De là cette double conséquence que les pays à monnaie d'argent (monnaie dépréciée), se sont trouvés favorisés pour exporter leurs produits, et qu'il y a eu une contraction monétaire, c'est-à-dire que la monnaie a été raréfiée proportionnellement aux besoins.

Jusque vers 1870 le rapport conventionnel, adopté par les différents Etats bimétallistes entre leur monnaie d'or et d'argent, était 15 1/2 à 1. C'était l'expression exacte du rapport réel. L'or en lingot valait 15 fois et demie son

poids d'argent. Mais dès 1873 l'argent commence à perdre de sa valeur. La production augmente, les procédés d'extraction s'améliorent, enfin, l'argent est remplacé dans les applications industrielles par d'autres métaux : aluminium, nickel, ruolz. En même temps que la production augmentait, les débouchés diminuaient. Certains pays passaient au monométallisme or, restreignant l'emploi de l'argent comme monnaie, en même temps que leur stock démonétisé venait augmenter l'engorgement du marché. Actuellement (1) le métal blanc a perdu la moitié de sa valeur, son rapport à l'or n'est plus 15 1/2 à 1, mais varie entre 35 et 36 à 1.

Tous les pays riches ont adopté le monométallisme, c'est-à-dire, qu'ils n'ont plus reconnu comme monnaie de grand paiement que l'or. L'argent n'est qu'une monnaie d'appoint, une monnaie fiduciaire.

D'autres pays, au contraire, sont monométallistes argent. Ils ont par rapport aux premiers une monnaie dépréciée.

C'est dans les relations commerciales entre ces pays à monnaie dépréciée et ceux à monnaie d'or, que nous allons voir la baisse de l'argent agir sur le prix du blé. Prenons par exemple la République Argentine, qui a une monnaie de papier, et les Indes, qui n'ont que la monnaie

(1) D'après M. P. Leroy-Baulieu la baisse de l'argent continue. Il est vrai que la production de l'or tend à augmenter. Il y a là un fait qui pourrait avoir de grosses conséquences monétaires, *Economiste européen*, 24 mai 1902.

d'argent. Examinons les situations que ces deux pays peuvent avoir dans le commerce international. Ils seront exportateurs ou importateurs. Dans le premier cas, ils seront créanciers de l'étranger, dans le second ils en seront les débiteurs. En tant que débiteurs, leur situation sera mauvaise vis-à-vis des pays à monnaie d'or, puisque le change leur sera défavorable.

Comme créanciers, ils seront favorisés, puisque leurs produits seront payés par le pays importateur en bonne monnaie. L'exportateur se trouvera de la sorte bénéficier d'une prime. Le cultivateur indien paye ses ouvriers en argent, et d'une façon générale ses frais de production sont évalués en argent. Or c'est sur eux que se base le prix de vente. Si le blé est importé en France et s'il est payé en or, on voit le bénéfice de l'exportateur qui, avec cet or, peut se procurer aux Indes le double en argent. Pour que le raisonnement fût rigoureux, il faudrait démontrer que les prix en argent n'ont pas augmenté proportionnellement à la baisse du métal. En effet, étant donné les conditions de la production aux Indes, et en supposant que les prix en argent y soient égaux en valeur aux prix qui auraient cours si l'ancien rapport 15 1/2 à 1 était encore le rapport réel, il nous faudrait conclure que les prix payés en argent dans ce pays sont exactement la représentation du prix évalué en or. Dès lors, les pays à mauvaise monnaie n'auraient aucun avantage à expédier leurs produits aux pays à bonne monnaie.

Mais on soutient précisément, que l'argent a conservé

aux Indes, un pouvoir d'achat sensiblement égal à celui qu'il avait avant la baisse ou, que dans tous les cas, ce pouvoir n'a pas diminué aussi vite que la valeur du métal blanc par rapport à l'or.

On a calculé que de 1872 (1) à 1882 le dollar argent achetait en moyenne 54 livres anglaises de blé et de 1886 à 1895 la moyenne est de 52 livres. En revanche, avec un dollar or on se procurait de 1875 à 1880 environ 59 livres, et de 1891 à 1895 le même dollar permet d'acheter 83 livres. Le prix du blé évalué en or tombe de 28 1/2 0/0. On voit donc l'avantage que donne, aux importateurs de blé indien, la possibilité de payer leurs marchandises aux Indes, en argent et d'en toucher le prix en or dans les pays d'Europe.

En ce qui concerne le blé argentin, on trouve dans un rapport du secrétaire de la légation britannique (2), les renseignements suivants. Le quarter (3) de blé revient en gare, année moyenne, tous frais payés, à 9 shillings, c'est-à-dire, 11 fr. 25 en monnaie française soit 5 fr. 01 le quintal. En janvier 1895, le blé rendu à Buenos-Ayres, valait 10 fr. 10 en or. En ce moment, le peso papier perdait 70 0/0 de sa valeur. Son pair étant 5 francs, il valait 1 fr. 50. Le prix du quintal était donc, évalué en monnaie argentine, de 33 fr. 65, et le prix de revient, 5 fr. 01 en or, était de 16 fr. 70 monnaie argentine. Donc 5 fr. 09

(1) *Monde économique*, novembre 1896.

(2) Juillet 1895.

(3) Quarter, 295 litres environ.

en or, ou 16 fr. 95 peso argentin, telle était la différence entre le prix d'exportation et celui de revient. Le bénéfice de l'exportateur était donc considérable.

De là une situation exceptionnelle, qui permet aux produits de ces pays de faire aux nôtres une concurrence désastreuse.

Pour échapper à cette inégalité, on propose le retour au bimétallisme. On voit dans cette mesure le seul remède à la crise. Cependant, il semble bien que ce moyen ne soit pas d'une grande efficacité. A priori, il n'agirait que vis-à-vis des nations à monnaie d'argent, et encore n'aurait-il peut-être pas les conséquences qu'on en attend. Si certains pays touchent une prime à l'exportation, c'est que le prix des marchandises est calculé chez eux comme autrefois en argent et que, lorsqu'ils exportent en Europe, ils sont payés en or, non d'après la valeur réelle de leur prix en argent, mais d'après la valeur nominale. Ce qui est payé 15 francs argent aux Indes, est payé en France, abstraction faite de frais de transport, 15 francs or.

La monnaie indienne et la monnaie française ne représentent point deux valeurs égales, la nôtre vaut environ deux fois plus que celle qui a cours aux Indes.

Si ce pays est dans cette situation ce n'est pas seulement parce que sa monnaie est faible, mais bien parce que cette monnaie, dépréciée sur le marché mondial, a conservé dans l'intérieur du pays une valeur plus grande. C'est, en d'autres termes, que les prix payés en argent

n'y ont pas subi la hausse que comportait la dépréciation du métal blanc. En admettant donc que les prix soient restés stationnaires aux Indes, il faut conclure qu'ils ont considérablement baissé parce qu'ils n'ont pas subi la hausse proportionnelle à la baisse de l'argent. Si donc les prix sont bas, s'ils n'ont pas subi cette hausse, c'est sans doute que les conditions de la culture du blé sont telles, qu'elle peut être continuée malgré les bas prix. Cela sans doute, parce que le coût de production est peu élevé, parce que la fertilité du sol, l'abondance de la main-d'œuvre le permettent. Le bimétallisme ne pourrait diminuer la fertilité de la terre ou augmenter les besoins des indigènes. Les conditions monétaires changées, nous serions en présence des véritables causes qui favorisent certains pays et qui proviennent surtout de la situation avantageuse où ils se trouvent pour produire.

Mais la question monétaire touche par un autre côté à la baisse du blé. La rupture de l'ancien rapport 15 1/2 à 1 n'a pas eu seulement pour conséquence de donner une prime aux pays monométallistes argent quand ils sont exportateurs ; elle a été aussi la cause d'une contraction monétaire, qui, naturellement, a amené une baisse générale des prix. Les agrariens bimétallistes voient, dans cette contraction, la principale cause de la crise. Depuis 25 ans l'argent a perdu son caractère de monnaie de grand paiement. Autrefois les besoins de la circulation monétaire étaient assurés à la fois, par l'argent et par l'or. Au-

jourd'hui ce rôle n'est rempli que par l'or. Les exigences monétaires du commerce et de l'industrie augmentaient, précisément en même temps que le stock de monnaie à leur disposition diminuait. Il est tout naturel, que le numéraire étant plus rare, sa valeur relativement aux marchandises ait augmenté. Les prix devaient baisser. Mais, il ne faut cependant pas exagérer l'influence de la contraction monétaire. Théoriquement, les prix devraient baisser, aussi bien pour l'acheteur que pour le vendeur et si ce dernier vend moins cher, que lui importe, puisqu'à son tour il achètera meilleur marché. En pratique la question est plus complexe, parce que pour certains produits, spécialement pour le blé, la proportion entre la baisse du prix et la hausse de la monnaie est rompue. Cette rupture d'équilibre vient, précisément, de ce que, pour ces denrées, aux causes de baisse résultant de la contraction monétaire viennent s'en ajouter d'autres, qui, détruisant toute proportionnalité, créent la crise. Si la contraction monétaire se faisait seule sentir, les prix baisseraient bien, mais il n'y aurait pas nécessairement crise. Cette dernière sévit sous l'influence d'autres causes, surproduction, concurrence peu importe. Il suffit de constater que le phénomène monétaire n'est pas seul à agir sur la baisse et se garder de le considérer comme la cause efficiente de la crise.

Il est prématuré de croire que le bimétallisme serait un remède aux maux de l'agriculture. Il pourrait bien relever les cours, mais il n'empêcherait pas certains

pays de produire à des prix défiant notre concurrence.

Cependant, les agrariens bimétallistes, après avoir admis que la contraction monétaire est la seule cause de la crise, pensent que la réforme, qu'ils demandent, profiterait surtout à l'agriculture. En effet, certains produits agricoles, le blé par exemple, sont des marchandises de grand commerce de Bourse, ils seraient les premiers à profiter de la hausse. Au surplus, ils augmenteraient plus vite que les autres, ce qui assurerait aux agriculteurs une situation privilégiée. Ce raisonnement est empreint d'un certain égoïsme, surtout si l'on considère que la réforme ne profiterait qu'à un petit nombre d'individus. Elle aurait peu d'intérêt pour l'ouvrier agricole, car son salaire ne suivrait pas exactement la hausse du prix des denrées et il payerait en revanche plus cher les marchandises dont il aurait besoin. Sa situation ne serait pas meilleure. Les fermiers ne profiteraient aussi que fort peu de la réforme, car les propriétaires s'empresseraient d'augmenter le fermage. Les petits producteurs, qui consomment une grande partie de leurs produits, ne seraient que très peu favorisés par la hausse. Seuls, les grands propriétaires retireraient quelques profits de l'établissement du bimétallisme ; encore cela est-il douteux, Ce régime, tout à fait artificiel, instable, serait une cause de gêne et de malaise, qui certainement se répercuteraient sur l'agriculture. La réforme entraînerait avec elle l'augmentation du coût de production, du prix de revient, elle serait avantageuse surtout, à ceux qui arriveraient à

produire avec le moins de frais. C'est-à-dire, qu'elle favoriserait la culture extensive des pays neufs qui nous font déjà une concurrence terrible.

On dit alors que le bimétallisme serait très favorable à l'agriculture, parce qu'il amoindrirait les charges de toute nature qui l'écrasent. Vis-à-vis des particuliers, il entraînerait une diminution des dettes; vis-à-vis de l'Etat, un allègement des impôts. Ce phénomène se produirait tout naturellement, puisque les mêmes sommes représenteraient des valeurs beaucoup moindres.

Ce résultat serait atteint, il est vrai, par un simple déplacement de fortune du créancier au débiteur, par une sorte de banqueroute. C'est là un premier grief à l'encontre des théories bimétallistes, que d'autres arguments viennent encore combattre. La réforme monétaire profiterait en effet aux agriculteurs, en tant que débiteurs, mais elle ne profiterait pas au cultivateur qui n'aurait pas de dettes. Or les charges de l'agriculture française sont relativement légères, en tous cas elles sont moins lourdes qu'aux Etats-Unis, qu'en Angleterre, qu'en Allemagne, de sorte que la réforme profiterait surtout aux pays étrangers qui de ce fait seraient mieux placés pour nous faire concurrence.

Enfin, au point de vue national, la transformation du régime monétaire ne serait pas avantageuse. La France est en effet créancière vis-à-vis de l'étranger de sommes considérables ; revenir au bimétallisme, ce serait pour elle consentir à ses débiteurs une remise partielle de leurs dettes.

Il semble enfin que la hausse des prix, qui suivrait l'adoption du bimétallisme, ne serait que momentanée, les frais généraux tendant à s'élever et l'équilibre se rétablissant à la longue.

Au surplus le bimétallisme, aujourd'hui, n'est possible que sous la forme internationale. Il suppose l'entente de tous les pays et, il ne faut pas se dissimuler qu'elle est loin de se faire. Il y a deux groupes de nations, qui resteront systématiquement en dehors de toute union monétaire. Ce sont celles à mauvaise monnaie, et celles à trop bonne monnaie.

De plus, tous les pays riches ont actuellement une encaisse en or considérable, se rallier au bimétallisme, c'est consentir une diminution de cette réserve. En admettant même qu'on s'entendit sur le principe et qu'on fût d'accord pour réformer le système monétaire, les divergences ne tarderaient pas à éclater, lorsqu'il faudrait fixer le rapport, entre l'or et l'argent, qui servirait de base. On peut, en effet, adopter le rapport traditionnel 15 1/2 à 1 ou prendre celui de 35 à 1 plus conforme à la réalité.

Les pays faisant partie de l'union latine auraient intérêt à l'adoption du rapport traditionnel, les autres demanderaient le rapport réel. Dans le premier cas, les pays monométallistes verraient la valeur de leur stock d'or diminuer beaucoup, dans le second, la perte serait subie par les pays de l'union latine, sur la valeur de leur stock argent.

L'entente est loin de se faire. Il semble bien en effet

que les manifestations bimétallistes, qui se sont produites un peu partout et jusqu'au sein des Parlements, n'aient pas une grande portée pratique. En admettant que le bimétallisme pût avoir une influence heureuse sur la crise, il est prudent de ne pas fonder d'espérance sur une réforme qui paraît difficilement réalisable.

La spéculation.

L'on considère généralement la spéculation comme une cause de la baisse du blé, aussi est-elle très vivement attaquée. Elle a cependant de zélés partisans, qui se placent à un point de vue légèrement différent et font valoir pour sa défense les grands avantages pratiques qu'elle a pour le commerce. Si les griefs des producteurs de blé, à l'endroit de la spéculation, sont formulés souvent avec véhémence, ils ne le sont pas toujours avec netteté. De là des confusions qui embrouillent le débat et donnent même des arguments à la thèse que l'on veut combattre. Dire que la spéculation est une cause de la baisse, c'est émettre une proposition bien vague. Il importe de préciser et de définir l'opération qui se pratique couramment sur nos Bourses de marchandises et qui pèse ainsi sur les cours : c'est le marché à terme. L'influence de ce contrat, sur les prix est telle, que déjà, en Allemagne, il a été l'objet d'une réglementation rigoureuse et qu'en France même, le Parlement est saisi d'une proposition de loi visant le même but.

Il est facile de confondre le marché à terme sur marchandises avec un certain nombre d'opérations qui ont quelque similitude avec lui. Si la confusion est facile, il n'en faut pas moins l'éviter avec soin et distinguer le marché à terme sur marchandises, du marché à livrer et du marché à terme sur titres. Ces divers contrats peuvent avoir des points communs, mais il faut bien se garder d'argumenter des uns aux autres par analogie.

Le marché à terme sur marchandises possède deux caractères essentiels. Les denrées, qui en font l'objet, ont perdu leur individualisation. Elles sont fongibles comme les titres, mais non naturellement fongibles. C'est là un caractère important.

La marchandise, à la différence du titre, est naturellement individualisée, mais artificiellement, on lui a donné une certaine fongibilité.

L'évolution se fit peu à peu. Les commerçants d'une même place avaient coutume de traiter sur bordereaux, à l'origine, très différents. Peu à peu, ils prirent l'habitude d'insérer dans ces bordereaux des clauses de style qui se généralisèrent, et bientôt tous les bordereaux de la même place furent identiques. On adopta des types généraux, classés, reconnaissables à certains signes. Les marchandises devenaient de véritables articles de Bourse ; à leur non-fongibilité, on substituait la fongibilité parfaite des indications du bordereau. On devait naturellement être amené à traiter sur ce dernier, sans se soucier de la marchandise qu'il représentait.

Le deuxième caractère du marché à terme, c'est qu'il peut se résoudre par le paiement d'une simple différence.

Les parties semblent bien se réserver ce droit. S'il s'agissait d'opération sérieuse, elles auraient employé le marché à livrer.

Le marché à terme peut donc se définir : un contrat par lequel un vendeur et un acheteur fixent le prix d'une marchandise, qu'ils choisissent fongible, soit naturellement, soit artificiellement et dont ils remettent le règlement ou la liquidation, à une époque ultérieure fixée au moment du contrat.

Le marché à livrer nous apparaît comme l'instrument des opérations sérieuses, ayant pour but l'échange réel d'une marchandise contre un prix ; peu importe que le règlement soit plus ou moins éloigné.

Dans ce marché, il y a un vendeur qui s'engage à livrer, un acheteur qui s'engage à payer. Au règlement la partie non défailante a droit de résolution avec dommage, s'il y a lieu, ou de résiliation pure et simple, s'il n'y a pas dommage.

Les deux marchés diffèrent par leurs caractères et aussi par leur but. Voici en effet le mécanisme du marché à livrer.

Supposons par exemple que A vende à B 10 quintaux de blé à 20 francs et que B prenne soin de spécifier les qualités qu'il entend acheter. Au terme, deux cas peuvent se présenter. A est défailant, il n'a pu trouver la marchandise répondant aux qualités de celles qu'il devait

livrer, B a droit à la résolution avec dommage si le blé a augmenté. S'il est, par exemple, à 22 francs, le préjudice subi par B est égal à 2 francs par quintal, c'est-à-dire à la différence entre le prix d'achat et le prix au jour du terme. Ce cours du terme 22 francs, est le cours de compensation sur lequel on se base pour régler l'opération.

Si les prix ont baissé à 19 francs, par exemple, B pourra se procurer son blé sur le marché, moins cher qu'il ne l'avait acheté à A, il ne subit aucun préjudice ; il y a lieu à résiliation pure et simple. A qui est défaillant, ne peut rien réclamer à B.

Si B est défaillant, en cas de hausse, A peut vendre à meilleur compte sur le marché, il ne peut rien réclamer à B qui, défaillant, ne peut non plus rien demander. S'il y a baisse, A aura droit à la différence.

En résumé, dans le marché à livrer, les différences ne sont pas toujours dues, elles ne le sont que lorsqu'elles nuisent à la partie défaillante. Ce paiement apparaît comme une peine infligée à cette dernière.

Dans le marché à terme, la marchandise n'étant pas individualisée, A vendeur ne sera défaillant qu'en cas de hausse et B réclamera la différence. S'il y a baisse, le vendeur n'est plus lié par l'individualisation de la marchandise. En fait, il réclamera la différence à B qui s'exécutera pour éviter la livraison.

Dans le marché à terme, les différences sont toujours dues. Les choses se passent comme s'il y avait jeu sur les cours. De là cette conséquence que, acheteurs et ven-

deurs peuvent toujours se dégager par une opération inverse, de façon à n'être plus lenu que de différences. Aussi dit-on que le marché à terme favorise la vente à découvert.

Supposons (1) par exemple une série de contractants A,B,C,D,E,F, qui vendent une quantité de marchandise déterminée aux prix de 50,51,52,49,51. S'il s'agit d'un marché à livrer, cette vente à découvert sera très dange-reuse, puisqu'en effet le vendeur court les risques de la hausse sans pouvoir espérer profiter de la baisse, alors que dans le marché à terme, s'il a des risques de perte, il conserve les chances de gain.

Il a donc dans cette dernière opération intérêt à la baisse, puisqu'il en retire un bénéfice. Or, la vente à dé-couvert est précisément un moyen de provoquer un flé-chissement des cours.

Reprenons notre hypothèse et supposons qu'au terme il y ait livraison ; qu'elle soit directe de A à F où que la marchandise passe successivement de A à B à C, etc. peu importe.

A reçoit 50 francs de B, il encaisse . . .	50 francs
B donne 50 » à A,	
reçoit 51 » de C, il encaisse . . .	1 »
C donne 51 » à B,	
reçoit 52 » de D, il encaisse . . .	1 »

(1) Renseignements et exemples tirés du rapport de M. H. Leygues (Hte-Garonne), au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi sur les abus du marché à livrer fictif et de l'agiotage sur denrées agricoles de M. Claude Rajon.

D donne 52 francs à C,
 reçoit 49 » de E, il débourse. . . 3 francs
 E donne 49 » à D,
 reçoit 51 » de F, il encaisse. . . 2 »
 F donne 51 » à E,

S'il n'y a pas livraison, les choses se passent différemment. Si les contractants A,B,C,D,E,F, vendant aux prix de 50,51,52,49,51, sont tenus par un marché à livrer et si A ne livre pas, il y a bien des chances pour que les autres ne livrent pas, car il doit être difficile de se procurer sur le marché des denrées conformes aux conditions du contrat.

A ne livrant pas, voici comment on règle la situation. On détermine le cours de compensation, c'est-à-dire le prix au jour de la livraison, puis on suppose que B revend à son vendeur les marchandises qui ne lui ont pas été livrées. Les deux créances sont liquides et exigibles, tout se règle par le paiement d'une différence. Supposons que le cours de compensation soit 50 : A ne livre pas à B, il est censé avoir racheté la marchandise à B au cours de compensation 50, mais B doit à son tour 50 à A, le prix convenu. Il n'y a pas de différence.

B ne livre pas non plus, il doit le cours de compensation 50 à C qui lui doit 51 le prix d'achat. C ne perd rien et ne peut rien réclamer. B défaillant ne peut profiter de la différence de 1 à son avantage.

C est à son tour défaillant, il doit 50 à D qui lui doit 52 ; ici encore il n'y a pas lieu à paiement de différence.

D ne livre pas non plus, il doit à E 50, cours de compensation, qui lui doit 49 prix d'achat. Cette fois la différence de 1 franc sera payée, car elle profite à E non défaillant, etc.

En résumé, au marché à livrer, les vendeurs ont intérêt à la livraison, car sans cela ils perdent les différences à leur avantage et s'ils ne livrent pas, le cours de compensation est fixé par experts, qui tiennent compte de l'état réel du marché, de telle sorte que, même quand elle se termine par le paiement de simples différences, l'opération conserve une allure sérieuse et n'est jamais un marché de spéculation.

Supposons maintenant que la série de ventes A, B, C, D, E, F, aux prix de 50, 51, 52, 49, 51, ait lieu au marché à terme et qu'il n'y ait pas de livraison. Les marchandises ne sont plus individualisées, il s'agit d'un type fictif, pour lequel il y a un cours du disponible et un cours sur les diverses époques de liquidation. Ils se rapprochent à mesure qu'on avance vers le terme et finissent par se confondre, de telle sorte que le cours de compensation c'est celui du disponible au jour du terme.

Si le cours de compensation est supérieur à celui de vente, le vendeur n'a pas intérêt à livrer, qu'il le fasse ou non, la perte est la même. Si au contraire, il est inférieur, le vendeur a intérêt à livrer et l'acheteur payera au plus vite la différence.

En résumé, le marché à livrer est une opération effective. Si on n'y livre pas, c'est qu'on ne peut pas et en

aucun cas les choses ne se passent comme s'il y avait simple jeu. Dans le marché à terme, peu importe qu'il y ait livraison ou non, les différences sont toujours dues, aussi cette opération se prête-t-elle parfaitement au jeu sur les cours. Le marché à livrer et le marché à terme n'ont ni les mêmes caractères ni le même but.

On a essayé de présenter le marché à terme sous un faux air de marché à livrer. La confusion entre les deux contrats est facile, surtout en France, où le marché à terme n'est pas dans son cadre et où il emprunte les formes du marché à livrer, la filière (1) servant aussi bien pour le marché de spéculation que pour le marché sérieux. C'est là une anomalie qui s'explique. La France n'est ni grande exportatrice, ni grande importatrice de blé, le marché à terme n'a pas de raison d'être chez elle. Au contraire, les pays, qui exportent ou importent beaucoup, distinguent nettement les deux contrats. Le marché à terme est le marché de spéculation, et bien loin de l'enserrer dans les formes étroites du marché à livrer, on lui

(1) Les filières sont des formules imprimées, à l'aide desquelles s'effectuent les livraisons (art. 35 du règlement en vigueur à la Bourse de Paris). Les livraisons ont lieu par lots de 25.000 kilos. Les filières sont liquidées les 10, 20 et 30 de chaque mois. Elles peuvent circuler par conséquent pendant 10 jours. A cause de la possibilité de régler le marché par une différence, ces filières ne représentent pas toujours des quantités réelles de grains. On crée ainsi un stock de blé-papier qui augmente l'engorgement du marché. La même filière pouvant être endossée plusieurs fois passe de mains en mains et peut ainsi servir à plusieurs livraisons, ce qui multiplie son influence sur le marché.

donne, les règles qui lui permettent le mieux de remplir son but. Aussi, ni à Liverpool ni à New-York, n'est-il question de mise en filière. Les liquidations se font comme dans nos Bourses de valeurs. Ce n'est donc pas, parce que le marché à terme peut donner lieu à une livraison et que réciproquement, le marché à livrer peut se terminer par le paiement d'une différence, qu'il faut les confondre.

Nous avons vu qu'ils n'ont ni mêmes caractères ni même but. Il y a plus, alors que la livraison, dans le marché à livrer, assure aux contractants des bénéfices ou pertes égaux à la différence des cours, parce que le marché suit leurs variations ; dans les opérations à terme la livraison n'intervient précisément, que pour fausser et modifier les effets du contrat. C'est ici qu'il importe de distinguer le marché à terme sur marchandises du marché à terme sur titre ou sur valeurs.

De ce que les titres sont naturellement et essentiellement fongibles, il résulte que le marché à terme est exclusivement employé pour les opérations qui les concernent, quand il y a délai pour règlement ; de là, à la Bourse des titres, une liaison très étroite entre les opérations sérieuses et celles de spéculation, les unes et les autres empruntant les mêmes formes. Aussi, n'y a-t-il qu'un seul et même cours pour le marché effectif et pour le marché de spéculation. Si donc, il n'y a pas livraison, le cours de compensation ne diffère pas de celui du marché effectif. Le vendeur à découvert n'a que deux partis

à prendre : acheter les titres sur le marché effectif au cours de ce marché, ou subir le cours de compensation qui lui est égal. Il n'y a place pour aucune combinaison.

Dans les Bourses de marchandises artificiellement fongibles, cette liaison étroite entre le marché sérieux et le marché fictif n'existe pas. Il y a entre eux un sectionnement plus ou moins net. Le commerçant, l'industriel ont besoin de marchandises présentant telles ou telles qualités déterminées et non de marchandises répondant aux types généraux du marché à terme, plus ou moins appropriées à leurs besoins. Aussi, y a-t-il peu d'acheteurs effectifs au terme sur le marché des marchandises (1). Le vendeur de son côté, porte de préférence ses denrées individualisées par des qualités, qui les font rechercher pour tel ou tel usage, sur le marché effectif, non sur le marché fictif.

S'il y a donc là deux marchés distincts, il faut aussi remarquer qu'il y a deux cours, ce qui peut donner lieu à l'opération suivante, A vend à terme à B une marchandise au prix de 50. Au terme, A n'a pas la marchandise, le cours du terme est par hypothèse 52, c'est donc là le cours de compensation. Pour régler, on suppose que A achète à B à 52, la marchandise qu'il lui avait vendue 50 et qu'il n'a pas livrée. C'est une perte de 2 pour A. Mais

(1) M. G. Blondel indique quel a été à Liverpool, sur la quantité de blé objet d'opérations à terme, la proportion qui a été livrée réellement ; elle était de 9 0/0 en 1889 et de 3,5 0/0 en 1896. Cette année-là, sur 48.500.000 quarters vendus à terme, 634.000 seulement furent livrés.

supposons que A puisse se procurer sur le marché effectif une marchandise du type voulu à 48, il s'empresse d'en proposer la livraison à B et sa perte se transforme en un bénéfice égal. La livraison n'a eu d'autre but que de fausser l'application des cours du terme.

Pour répondre au reproche que l'on fait au marché à terme de n'être qu'un instrument de spéculation, on fait valoir une série d'arguments qui peuvent se résumer en un seul. Ils sont d'une grande utilité pratique. Ils égalisent les prix dans le temps et dans l'espace, ils sont un instrument d'assurance parfait contre les fluctuations des cours, ils permettent enfin de fractionner les risques.

Il y a longtemps que l'on a admis que la « spéculation retire de la circulation les marchandises, quand elles sont abondantes, pour les y déverser, quand elles sont rares ». Que la spéculation sérieuse, effective, celle qui se sert du marché à livrer arrive à ce résultat, cela est fort possible. Mais il est douteux que le marché à terme puisse jamais jouer ce rôle. Il n'a, en effet, pour but que le paiement de différences ; de marchandises, de livraison, il n'en est question qu'exceptionnellement et pour empêcher le cours normal de l'opération. Il semble difficile, que les spéculateurs à terme, se préoccupant si peu des marchandises, puissent jouer le rôle qu'on leur attribue : faire des réserves en cas d'abondance pour les écouler pendant la disette. Le marché à livrer semble devoir atteindre beaucoup mieux ce résultat. La même observation peut se faire à propos de l'in-

fluence égalisatrice du marché à terme sur les prix dans l'espace. Il ne faut pas oublier, que celui qui fait usage de ces marchés n'est préoccupé que de gain et de différence. N'est-il pas dès lors à craindre, que dédaignant le rôle que l'on assigne à la spéculation, il ne s'arrange, pour accaparer et jouer à la hausse en cas de disette, pour engorger le marché et jouer à la baisse en cas d'abondance ? Les opérations à terme n'auraient point une influence régulatrice, elles auraient au contraire pour effet d'aggraver les oscillations des cours. C'est bien ce qui semble se passer dans la pratique. Durant la campagne 1894-1895, avec une récolte dépassant à peine de 5 0/0 la moyenne des dix dernières années, le prix du quintal de blé s'est abaissé sur le marché universel à 11 francs.

Dans la campagne 1897-1898, avec une récolte inférieure de 5 0/0 à la moyenne de la consommation des dix dernières années, les prix s'élèvent à 30 francs. L'influence du marché à terme est donc douteuse, surtout, si on considère que durant la crise de 1897 à 1898, le pays, qui a subi les moins grandes oscillations des cours, est précisément l'Allemagne, qui avait interdit les marchés à terme sur céréales.

On fait observer alors, que le marché à terme se préoccupe des prix actuels de tous les points du monde et aussi des prix futurs, qu'il établit ainsi une liaison étroite entre le présent et l'avenir.

Cela est très exact quand il s'agit du marché à terme sur titres. Nous savons que toutes les opérations, aussi

bien les sérieuses que celles de spéculation, affectent la forme du marché à terme, quand elles ont pour objet des titres. A la liquidation, il y a donc en plus des offres et des demandes provenant des opérations sérieuses, un reliquat des demandes et offres provenant du terme. S'il y a disproportion entre l'offre et la demande, il semble que la situation de certains contractants doive être très mauvaise. En réalité les choses se passeront tout simplement, parce que le détenteur de titres s'empresera de les céder au vendeur à découvert, à cause du bénéfice que cela lui rapportera, parce qu'aussi, le détenteur de capitaux les prêtera à l'acheteur moyennant un juste intérêt. Mais les détenteurs de titres et ceux de capitaux se font, entre eux, une concurrence très active, qui, abaissant leurs prétentions, empêche les variations, provenant du marché de spéculation, d'être trop prononcées.

Pour les marchandises la situation est bien différente. Sur le marché à terme il y a peu d'acheteurs et vendeurs réels. Seuls livrent ceux qui veulent fausser les cours. Les marchandises sont difficiles à garder, elles peuvent s'avarier, elles ne portent pas de rentes comme les titres. La situation de l'acheteur à découvert, au marché à terme sur marchandise, est très précaire. Le vendeur au contraire est en très bonne posture, il est sûr de ne pas avoir d'acheteur sérieux et si par hasard ces derniers faisaient mine de prendre livraison, il lui suffirait de livrer des marchandises prises au marché effectif pour provoquer la déroute des acheteurs. Remarquons en passant, que,

la situation du vendeur étant bonne, celle du baissier sera excellente ; or l'abaissement des cours au marché à terme est indéfini, car les prix se nivellent sur les cours les plus bas du monde, et il y a des pays, ceux de surproduction, où la baisse n'a pas de limites.

L'influence des marchés à terme est encore mauvaise quand on s'en sert pour faire des arbitrages. L'opération est facile quand il s'agit de titres ; pour les marchandises elle est très difficile. Les frais de transport sont considérables, il y a des risques d'avaries et de perte qui augmentent les frais. Si cependant on fait cette spéculation et si l'arbitragiste s'est trompé dans ses prévisions, il lui est très difficile de réparer son erreur, à cause de l'impossibilité où il est, de transporter la marchandise sans frais. L'arbitrage peut du reste donner lieu à de grands abus.

Nous avons vu que dans les Bourses de marchandises, le marché à livrer et le marché à terme étaient distincts. Il arrive que certains opérateurs font des arbitrages de l'un de ces marchés sur l'autre.

Un spéculateur achète sur le marché effectif un chargement de blé Plata à 140 francs la tonne, puis il revend le même blé, à même époque de livraison, sur le marché fictif à 180 francs la tonne. Si le cours du terme baisse et qu'il soit à la livraison à 130 francs, l'opérateur rachète le blé vendu et gagne 50 francs. Il peut ensuite vendre son blé Plata qui lui revient à $140 - 50 = 90$ fr.

On comprend dans ces conditions que parfois, le blé soit moins cher dans le pays d'importation que dans le pays de surproduction.

On objecte que, si le terme avait subi une hausse, l'opération n'eût plus été possible, ou que le spéculateur eût été en perte. Il est plus probable qu'il se fût assuré.

L'arbitragiste en effet est un compétent. Il sait ce qu'il fait et il prend vis-à-vis de la foule des incompetents qui encombrant la Bourse, la position la meilleure. Sachant qu'il lui suffit de menacer de livraison l'acheteur à terme pour faire baisser les cours et qu'il lui suffit, aussi, de faire mine de prendre à son tour livraison comme acheteur, pour les faire hausser, il peut agir dans une certaine mesure sur le marché. Dans tous les cas, il saura toujours acheter à bas prix et revendre cher.

Au surplus, quels que soient leurs engagements, les arbitragistes ont toujours besoin d'avoir sous la main des marchandises à bon compte pour influencer sur le marché. C'est-à-dire, qu'ils attirent les marchandises des pays où les cours sont bas, dans ceux où ils sont plus élevés, mais ces opérations ne répondent à aucun besoin réel, elles ne sont faites que dans le but d'enrichir le spéculateur. Ce dernier ne court que peu de risques, puisque la combinaison se fait toujours aux dépens des joueurs incompetents.

Le résultat des arbitrages, c'est donc l'accumulation des stocks exagérés de marchandises dans les pays importateurs, ce qui entraîne une baisse de prix très pré-

judiciaire aux producteurs. Cela se produira sûrement en temps calme, l'arbitragiste agissant sur le marché. En temps de crise, s'il y a baisse, il sera dans son élément et son influence accentuera la tendance du marché. S'il y a hausse, il s'abstiendra ou jouera à la hausse, aggravant ainsi les variations des cours. Cela permet de conclure que le marché à terme, en temps normal, abaisse les cours et exagère leurs oscillations en temps de crise.

Supposons, maintenant, que nous nous trouvions en présence d'un commerçant qui se sert du marché à terme comme d'un instrument d'assurance.

Il achète, par exemple, un chargement de blé Plata à 140 francs la tonne. Du jour où il a traité, jusqu'au moment où il vendra, il court les risques de baisse. Il pourrait s'assurer au marché effectif. Il ne le fait pas et s'assure au marché à terme, en y revendant sur la même époque une quantité de blé égale à celle qu'il attend. Il escompte le parallélisme probable des deux cours. S'il y a baisse sur le blé Plata marché effectif, il pense qu'il y aura aussi baisse sur le marché à terme et réciproquement. Il cherche, par une vente à terme parallèle à son achat effectif, à balancer ses pertes sur l'un des marchés par ses gains sur l'autre. Ici encore il compte sur l'incompétence de ses contreparties, pour faire un gain ou se refaire de ses pertes à leurs dépens et, comme l'arbitragiste, il en profite pour jeter sur le marché consommateur une quantité de blé hors de proportion avec les besoins. Le résultat de l'opération est encore de donner

aux cours une allure artificielle et de les troubler. Il n'est point, au surplus, nécessaire d'égaliser les prix dans l'espace. Les différences de prix, entre les diverses places, sont nécessaires, sans elles tout mouvement de marchandises serait impossible. Il est bon de réduire ces différences à leur minimum, mais pour cela le marché à livrer suffit et cependant, il n'apporte pas de perturbation dans les cours. Il semble donc que, pratiquement, le marché à terme n'ait pas tous les avantages que, généralement, on lui attribue.

Il y a, du reste, à l'établissement d'un pareil marché, des obstacles qui tiennent à la nature des choses. Pour que le marché à terme soit possible, il faut donner à la marchandise, qui en est l'objet, une fongibilité artificielle. Il faut créer un ou plusieurs types, ce qui est toujours difficile, parfois impossible.

En tout cas, le type représente la qualité moyenne, comme valeur et comme prix et c'est sur lui que l'on se base pour estimer les denrées de même espèce. Il se produit, alors, un phénomène naturel. C'est le cours du type qui fixe la valeur moyenne et autour duquel vont osciller tous les prix. Celui du blé supérieur, par exemple, influencé par ce cours aura une tendance à ne pas s'en écarter ; il sera relativement trop bas. Au contraire, celui du blé inférieur subira cette influence en hausse et sera légèrement supérieur à ce qu'il devrait être, étant donnée sa qualité.

Les marchandises supérieures ne sont pas favorisées

sur le marché à terme, aussi les livraisons que l'on y fait portent-elles toujours sur des denrées inférieures. L'acheteur effectif achètera le moins possible sur ce marché. Au contraire le détenteur de marchandises de mauvaise qualité cherchera à les y écouler. Il en résulte un engorgement et un avilissement des prix, qui malheureusement peut réagir sur le marché effectif. Si même, on trouvait une marchandise permettant l'établissement d'un type parfait, cela ne serait pas suffisant pour qu'elle pût faire l'objet d'un marché à terme. Il faudrait encore, que son marché eût une telle amplitude, qu'il fût non plus national, ni international, mais mondial et qu'il permit le transport d'approvisionnement des pays excédentaires dans les pays déficitaires. Le marché à terme répondrait alors à un besoin, mais, même dans ce cas, les marchandises se prêteraient difficilement à son emploi.

L'augmentation des facilités de transport et des commodités de relations internationales, a créé une plus grande variabilité de prix et une plus grande solidarité des divers marchés. Cette situation comporte un mouvement incessant de marchandises, importation ou exportation. Or, toute importation suppose que le commerçant espère vendre plus cher dans le pays importateur, mais s'il se trompe, si son calcul est faux, il subira une perte et d'une façon générale, on peut dire que l'importation affermit les cours dans le pays qui exporte et les ébranle dans le pays importateur. L'opération est donc bonne pour le pays exportateur, elle est bonne ou mauvaise pour

celui qui importe, suivant qu'on se place au point de vue du consommateur ou du producteur.

Les Etats-Unis, qui produisent un excédent de 100 millions de quintaux de blé par an, ont intérêt à avoir un marché de spéculation sur céréales. Cela peut amener la baisse sur les places de l'étranger et même sur leur propre marché, qu'importe, ils évitent ainsi une baisse plus considérable. L'Angleterre, qui ne protège pas la production agricole et qui par conséquent ne craint pas la baisse et la désire même dans l'intérêt du consommateur, a un marché de spéculation sur céréales. S'il s'agit, au contraire, d'un pays soucieux de maintenir l'équilibre entre le producteur et le consommateur et qui pour cela s'isole à l'aide de mesures douanières, le marché à terme, le marché de spéculation n'est plus dans son cadre. Les opérations internationales sont empêchées ou entravées par le droit de douane, seule la spéculation à l'intérieur du pays serait possible.

Le marché à terme répond donc aux besoins des transactions internationales, il convient aux pays nettement exportateurs ou importateurs et aux places possédant un grand trafic international ; mais il a pour effet incontestable de produire, faciliter et aggraver la baisse sans supprimer les risques de hausse, tout en occasionnant une trépidation continuelle dans les cours.

L'idée de réglementer les marchés à terme sur céréales, si critiquée qu'elle soit, paraît bien avoir quelque fondement. Il est remarquable qu'en France la loi du 26 mars

1885 qui régit ces opérations est, surtout à cause de l'interprétation de la jurisprudence, très libérale. Aux Etats-Unis et en Angleterre où ces contrats sont cependant dans leur cadre ils sont entourés de certaines garanties. Ces opérations conservent un caractère spécial, parce que l'exception de jeu leur est applicable. Elle est d'un usage fréquent surtout en Angleterre où elle entraîne avec elle, soit la non-validité de la dette, soit la nullité du contrat, soit même des sanctions pénales.

En Allemagne, la loi du 6 juillet 1896 interdit absolument les marchés à terme sur céréales et leurs dérivés. Ces opérations sur les autres marchandises ont été rigoureusement réglementées. Cette loi allemande est vivement attaquée. Elle paraît avoir dépassé son but. Entre une réglementation trop rigoureuse et la liberté absolue, il semble qu'il y ait place pour un régime assez libéral, permettant au commerce de tirer un parti utile des marchés à terme, tout en fermant la porte aux abus. Ces idées semblent avoir prévalu en Autriche et en France. La commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Claude Rajon n'a pas adopté le système allemand. Il n'est plus question de prohiber purement et simplement les marchés à terme sur certaines denrées. La commission propose de subordonner la création de ces marchés à l'autorisation du gouvernement sous certaines conditions. A défaut d'autorisation, le marché serait illicite. Un décret rendu en conseil des ministres suffirait, sous certaines garanties,

pour les supprimer. Ils ne pourraient se tenir que dans les Bourses de commerce. Ils seraient l'objet d'une réglementation générale, que pourrait modifier le gouvernement et d'une réglementation particulière, sous le contrôle du ministre du commerce. A chaque marché, serait adjointe une commission exécutive, chargée de l'application du règlement et une chambre arbitrale qui jugerait en premier ressort les différends entre adhérents.

Les opérations au marché à terme pourraient être faites, soit par courtiers inscrits (L. 18 juillet 1866), soit par courtiers libres, soit directement. Elles seront inscrites sur un registre *ad hoc* et frappées d'un impôt de 5 centimes par 100 francs.

Les courtiers-commissionnaires ou intermédiaires seront passibles des peines de l'article 405 (C. pén.) si, en connaissance de cause, ils compromettent la fortune de leur commettant.

Les peines de l'article 419 (C. pén.) seraient applicables à ceux qui influencent le marché, elles seraient élevées au double en cas de fraude.

Ce système qui n'édicte aucune prohibition générale et qui se contente de réglementer le marché à terme est regardé encore comme trop rigoureux. Il ne faut pas cependant oublier que ces opérations ne sont pas, en France, dans leur cadre naturel et qu'elles ne sont pas en situation sur un marché protégé. Cependant elles jouissent chez nous d'un régime très libéral, alors qu'aux États-Unis et en Angleterre où, cependant, elles ont

leur utilité et leur raison d'être, elles sont entourées de certaines garanties. Il est donc tout naturel que l'on songe en France à réglementer le marché à terme, de façon à prévenir les abus, tout en permettant d'en retirer les avantages. C'est, semble-t-il, un excellent moyen de sauvegarder à la fois, les intérêts de nos producteurs et ceux de nos commerçants.

Autres causes de la baisse.

Les cours du blé sont sollicités vers la baisse par d'autres causes, parmi lesquelles, la plus importante peut-être, est la surproduction, ou pour parler plus exactement, l'abondance de nos récoltes. Depuis 25 ans, notre production de froment a beaucoup augmenté.

Les moyens culturaux se sont perfectionnés, les rendements à l'hectare se sont accrus en même temps que les superficies emblavées ; il est donc logique que nos récoltes aient tendance à devenir de plus en plus considérables. L'abondance est certaine et il est impossible de nier qu'elle ait une influence sur les prix. Il semble cependant exagéré de conclure que nous produisons trop et que la crise actuelle est surtout le fait de la surproduction. Cependant, cette idée est souvent exprimée et, comme elle a pour notre sujet une importance de premier ordre, il nous faut rechercher si elle a quelque fondement. S'il est facile de se convaincre que la France produit beaucoup de blé, il est très difficile de savoir si

elle en produit trop et cela, parce que nous n'avons pas la mesure exacte des deux termes de la comparaison.

Les statistiques françaises, sur lesquelles on pourrait essayer de se baser, ne sont pas rigoureusement exactes. Les moyens d'enquête sont primitifs, leur mauvaise organisation est le plus souvent aggravée par la mauvaise volonté des agriculteurs ; ils ne peuvent donner de bons résultats. Il semble, que le jour où les renseignements recueillis seront plus en rapport avec la réalité des faits, le jour, par conséquent, où l'étude des questions agricoles aura une base solide, on aura fait un grand pas. Peut-être même serait-il bon avant de penser au remède, de chercher le moyen de déterminer la nature même du mal. Pour arriver à une solution, il faut d'abord s'assurer de l'exactitude des données du problème.

M. de Cérès (1), dans une étude très intéressante, se livre à l'examen minutieux de cette question « la France produit-elle trop de blé ». Il démontre que de 1890 à 1899 les importations, les exportations et la production ont été telles, qu'en 1900, nous devions avoir un excédent de 10.800.000 quintaux de blé. La récolte de 1900 a été de 84.550.000 quintaux pour une consommation moyenne de 95 millions ; elle était donc en déficit de 10.450.000 quintaux et de 9.150.000 quintaux, si on tient compte des 1.290.000 quintaux importés de Tunisie et d'Algérie. Ainsi à la fin de 1900 nous avons, d'une part, un déficit

(1) *Journal d'agriculture pratique* du 21 mars 1901.

de 9.150.000, de l'autre, un excédent de 10.800.000. L'excédent réel était donc de 1.600.000 à 1.700.000 quintaux.

C'est à peu près le stock nécessaire à la consommation d'une semaine. Il semble donc impossible de conclure qu'il y ait surproduction. Cependant, comme la baisse n'est que trop évidente, M. de Cérís pense que l'on se trompe en évaluant, ou la production, ou la consommation et qu'en réalité, nous produisons plus qu'il ne faut.

Cependant M. de Cérís conserve des doutes à cet égard. Cette explication ne paraît pas le satisfaire ; il pense que, généralement, nous importons plus que nous ne devrions, de telle sorte que, nos récoltes abondantes ou non, le blé regorge sur nos marchés. M. de Cérís conclut, et il est difficile de ne pas partager son avis, à la nécessité d'avoir désormais des statistiques exactes, renseignant nos producteurs sur l'importance relative de nos récoltes et de nos besoins, leur permettant ainsi de produire en connaissance de cause et de vendre sans être le jouet de la spéculation.

Trois causes, dit-on, mènent à la surproduction : l'augmentation des superficies emblavées, celle des rendements à l'hectare, celle de la récolte totale. Il est certain qu'à la fin de 1899, ce raisonnement ne paraissait que trop fondé.

Nous venions d'avoir deux récoltes exceptionnelles : celles de 1898 et de 1899 donnant plus de 99 millions de

quintaux. L'année 1897 avait été très mauvaise, il avait fallu suspendre les droits ; des stocks considérables de blé étaient entrés en franchise (1). A l'excédent de nos récoltes s'ajoutait celui de nos importations. Nos marchés étaient engorgés. Depuis, la situation paraît avoir changé. Les récoltes de 1900 et 1901 n'ont pas atteint les taux de 1899 et de 1898, qui semblent devoir être regardées, quant à présent, plutôt comme l'exception que comme la règle.

Voici un tableau indiquant depuis 1889 la superficie emblavée, les récoltes totales et les rendements à l'hectare :

Années	Superficie en hectares	Récoltes en quintaux	Rendement à l'hectare
1889	7.038.968	83.230.671	15,39
1890	7.061.739	89.733.991	16,55
1891	5.759.599	58.508.807	13,41
1892	6.986.628	84.567.242	15,67
1893	7.073.050	75.592.225	13,82
1894	6.991.449	93.671.456	17,52
1895	7.016.669	92.423.696	17,13
1896	6.870.352	92.606.743	17,62
1897	6.583.776	65.924.090	13,19
1898	6.963.711	99.312.290	18,40
1899	6.940.210	99.459.890	18,50
1900	6.864.070	88.598.900	16,71
1901	6.789.527	82.744.423	

Autant qu'on peut avoir confiance en ces chiffres, il faut reconnaître qu'ils n'indiquent pas une augmentation bien sensible des superficies emblavées. Pour ce qui est

(1) Les importations de blé avaient été de 19.547.487 quintaux.

des récoltes totales, on pourrait presque conclure, qu'à part deux années exceptionnelles, les autres sont loin de suffire à notre consommation. A ce double point de vue, le danger de la surproduction ne paraît pas immédiat. Il y a cependant un indice que l'on considère généralement comme plus alarmant. C'est l'augmentation des rendements à l'hectare. Toutefois, il ne faut pas en exagérer la portée. Cet accroissement n'est pas indéfini, il y a une limite que l'on ne saurait dépasser. On objecte que cette limite est très reculée et l'on cite des moyennes de rendement supérieures aux nôtres : Angleterre, Belgique, où elles atteignent parfois le double. De là à conclure que notre production totale peut être doublée, il n'y a qu'un pas ; mais c'est raisonner un peu vite. Les pays qui ont des moyennes de rendements à l'hectare très élevées, ne cultivent en blé que les terres les meilleures, susceptibles de rendements exceptionnels. C'est ce qui se produit quand l'agriculture n'est pas protégée et que le blé ne peut être cultivé que dans les terres suffisamment fertiles pour lutter contre la concurrence étrangère. Chez nous, la situation est tout autre, beaucoup de nos terres donnent des rendements inférieurs, d'autres les donnent très élevés. Les premières ne produisent du blé que grâce à la protection qu'on leur accorde, mais il ne faut pas s'attendre à voir leur rendement augmenter beaucoup.

Cet accroissement au surplus ne serait possible que par l'emploi de blés spéciaux, dits blés inversables à grands

rendements ; or ils ne sont cultivables que dans certaines terres et sous certains climats. Dans certaines régions et notamment dans les départements du Midi ils ne sont pas possibles. Ils ne peuvent y mûrir dans les années moyennes, parce que les fortes chaleurs, arrivant de trop bonne heure, surprennent le grain alors qu'il n'a pas atteint tout son développement, il se dessèche plutôt qu'il ne mûrit. Pour ce qui est des blés ordinaires, on ne peut songer à augmenter beaucoup leur rendement à force d'engrais et de soins, car ils sont susceptibles de verser. Il faut enfin observer que souvent la quantité s'obtient aux dépens de la qualité. On reproche beaucoup aux fermiers anglais de produire, précisément en abondance de mauvais blé, difficile à vendre (1), et on leur conseille de chercher à produire des qualités meilleures. Remarquons, enfin, en passant, que la crise viticole actuelle est aussi un peu le fait d'une production se préoccupant, peut-être trop, de la quantité au détriment de la qualité. En présence de pareilles constatations, ne faut-il pas conclure que nos récoltes ne sont pas susceptibles d'un accroissement rapide et continu, hors de proportion avec les besoins.

Qu'elles aient une tendance à être de plus en plus abondantes, c'est là un phénomène naturel et même nécessaire, puisque la consommation devient de plus en plus considérable. Il faut en tous cas reconnaître qu'elle ne reste pas stationnaire et qu'elle augmente. On a dit, par-

(1) Rapport de M. Foëx, consul de France à Manchester, *Bulletin du ministère de l'agriculture*, 1901.

fois, qu'elle diminuait à cause de la part, de plus en plus grande, que prenait la viande dans notre alimentation. Cela n'est pas démontré pour la France, puisque, toujours d'après les statistiques, la consommation par tête d'habitant paraît avoir augmenté. Au surplus, quand bien même la consommation individuelle aurait sensiblement diminué, il ne s'en suit pas que la consommation totale ait aussi diminué. Il est certain, en effet, que le nombre des personnes se nourrissant de pain de blé s'est accru. Toutes nos campagnes, autrefois, consommaient du méteil, du seigle et même du maïs. Aujourd'hui beaucoup de nos paysans n'emploient que du blé et comme ils n'ont pas de viande à leur disposition, ils font un plus grand usage de pain. Cette transformation dans l'alimentation de nos campagnes n'est pas encore complète et il y a là un débouché pour notre blé.

Si nous nous plaçons au point de vue mondial, il semble que l'on ne puisse guère conclure à la surproduction. Une première remarque s'impose, c'est que beaucoup de pays exportateurs se privent, pour porter leurs céréales sur les marchés de leurs voisins. Ils agissent économiquement en ce qui concerne le blé, non pas parce qu'ils produisent beaucoup, mais parce qu'ils consomment très peu. Cette situation se modifie en même temps que le progrès se réalise, que le bien-être se répand dans toutes les couches de la société, et que la civilisation gagne les pays les plus reculés. Le nombre des consommateurs de blé n'augmente pas seulement de ce fait, mais aussi parce

que la population s'accroît, semble-t-il, plus vite que la production. D'après M. Grandeau, on peut considérer que le tiers des habitants du monde mange du pain. En 1871, on évaluait le nombre de ces mangeurs de pain, à 371 millions et en 1896 à 510 millions. C'est une augmentation de 149 millions, 37 0/0, tandis que l'augmentation des superficies consacrées à la culture du blé n'était que de 7,6 0/0. Il y a entre ces deux chiffres une disproportion que ne peut racheter l'accroissement des rendements. En supposant qu'en 10 ans la population augmente de 4 0/0, cela supposerait une augmentation de 1.500.000 hectares dans les superficies emblavées blé ou seigle. M. Gide fait observer que la production du blé ne peut suivre l'accroissement de la consommation. Chaque année, le nombre des mangeurs de pain croît environ de 6 millions, ce qui supposerait, dans le même laps de temps, une augmentation des quantités de blé produites de 12 millions de quintaux (1).

Au point de vue français, l'argument le plus important de la thèse de la surproduction, découle de l'abaissement continu des chiffres de nos importations. Voici un tableau qui donne une idée de leur importance :

(1) *Revue d'économie politique*, 1898, t. I, p. 555.

Années	Blés importés en quintaux.
1890	10.552.014
1891	19.605.084
1892	18.842.370
1893	10.031.645
1894	12.496.188
1895	4.507.304
1896	1.584.770
1897	5.526.591
1898	19.545.487
1899	1.437.806
1900	1.293.644
1901	1.583.088

Il y a là un fait qui prouve clairement que, si nous ne produisons pas plus qu'il ne faut, nous pouvons, tout au moins, nous suffire dans les bonnes années. Si donc, il ne faut pas admettre sans réserve la théorie de la surproduction, il faut reconnaître que nos récoltes sont parfois très abondantes. Peut-être arriverons-nous un jour à produire trop. Nous traverserons une crise douloureuse qui, semble-t-il, sera courte. Nous n'aurons alors qu'un remède, la réduction de la production. Le blé étant une culture annuelle, le résultat pourra être obtenu d'une année à l'autre, il suffira de réduire les emblavures. Au début de cette étude nous avons indiqué que nous étions partisans de la protection, parce que sans elle les superficies cultivées en blé diminueraient beaucoup, ce qui serait néfaste pour l'agriculture française.

En effet, si nos producteurs de blé n'étaient pas protégés, il leur faudrait renoncer à la culture de cette céréale sur un grand nombre de terres. Des 6 à 7 millions d'hectares emblavés tous les ans, c'est au plus, si la moitié pourrait produire le blé dans des conditions leur permettant de lutter avec la concurrence étrangère. La question se poserait en termes bien différents si nous étions en présence de la surproduction. Il ne faudrait pas hésiter alors à réduire nos emblavures, d'abord parce qu'il n'y aurait pas d'autres remèdes à la crise, puis parce que cette réduction ne serait pas très importante. Elle ne gênerait pas nos agriculteurs, qui, en revanche, grâce à la barrière douanière profiteraient de ce sacrifice. On comprend, dès lors, quel intérêt il y a pour eux à être renseignés et sur la production et sur la consommation. Ils pourraient ainsi prévenir la surproduction, empêcher l'engorgement du marché, amener un relèvement des prix. Ils auraient peut-être, dès à présent, intérêt à chercher un moyen de diminuer l'importance de la culture du blé. Déjà, dans beaucoup de régions, ils le font, non par crainte de la surproduction, mais parce que cette culture ne leur paraît plus rémunératrice.

Depuis les années excédentaires de 1898 et de 1899, les superficies emblavées ont diminué légèrement. Peut-être faut-il voir là le résultat de ces préoccupations nouvelles.

Mais, il ne faut pas oublier que la consommation du blé semble avoir augmenté proportionnellement davan-

tage que la production, et qu'elle est susceptible de s'accroître encore. Cette céréale peut trouver des applications nouvelles, elle pourrait être utilisée dans l'industrie, peut-être même servir dans une certaine mesure à l'alimentation du bétail. On peut donc conclure, que la surproduction n'est pas un mal actuel, et de ce qui précède il ne faut retenir qu'une chose : l'abondance de nos récoltes. Certainement ce phénomène a son action sur les prix. Mais il ne faut pas voir là, la seule cause de la baisse. Nous savons que la spéculation avait sa part dans la crise. Nous allons voir maintenant d'autres causes entrer en jeu.

La fin du XIX^e siècle a vu s'accomplir une véritable révolution dans la vie économique et sociale. Cette transformation est la conséquence de la réforme des moyens de transport. Désormais les communications entre pays éloignés sont rapides, sûres et peu coûteuses. Sur terre, les prix de transport ont baissé et, grâce à la vapeur, grâce à l'outillage maritime dont disposent les armateurs, la mer n'est plus un élément qui sépare les peuples mais plutôt qui les rapproche. Les États-Unis chargent leur blé sur de grands navires déplaçant 20.000 tonnes et qui, en 6 jours de mer, le jettent sur nos marchés (1). Le trans-

(1) On commence, paraît-il, à employer pour le transport du blé, des chalands de mer. Chalands spéciaux de 500 à 1.000 tonneaux très résistants, contenant beaucoup de grain et de faible tirant d'eau. Ils peuvent affronter la mer et naviguer sur les rivières et canaux. On en forme de véritables trains trainés par des remorqueurs. Ce système très économique supprime les transbordements et a sur le

port se faisant par grandes quantités et vite, on comprend que le fret soit peu élevé. L'exportateur américain est encore favorisé par la baisse des prix de transport à l'intérieur même du pays. En 1858, de Chicago à New-York (1.467 kil.), ils étaient pour un hectolitre de blé de 5 fr. 39, en 1892 ils étaient de 2 fr. 13. Par eau le voyage, plus de 1.500 kilomètres, revient à 1 franc. De San Francisco au Havre le fret pour une tonne de blé tombe de 78 fr. 10 en 1880, à 40 fr. 85 en 1890. Le transport d'un hectolitre de blé de Chicago à Liverpool coûtait en 1860, 6 fr. 80, aujourd'hui il coûte 1 fr. 60.

Tous les pays ont construit des chemins de fer et ont ainsi amélioré ou complété leur réseau. Le changement est très visible, précisément dans les pays grands producteurs de blé : Indes Anglaises, États-Unis, Russie, République Argentine, Canada. Certains d'entre eux, les États-Unis par exemple, ont créé, pour faciliter le commerce du blé, de grands magasins, les « elevator », qui permettent de centraliser, à proximité de voies ferrées, toute la récolte. La Russie est sur le point d'adopter le système américain. Elle a dès maintenant un réseau suffisant qui augmente chaque jour (1). On comprend, dès lors, les services que rendraient aux producteurs et aux exportateurs de blés, ces grands magasins convenable-

transport par bateaux, le même avantage que le transport par train sur celui par véhicules isolés.

(1) Le réseau de la Russie était en 1860 de 1.494 verstes, en 1880 il était de 21.221 et en 1892 de 27.814.

ment placés, recueillant la récolte, la conservant, la nettoyant et la déversant sur les marchés consommateurs au fur et à mesure des besoins.

Cependant la baisse des prix de transport ne semble pas avoir, par elle-même, grande influence sur la crise du blé. C'est bien une cause de baisse des prix de cette céréale, mais ce n'est pas ainsi qu'elle agit sur le marché. Elle influe plus profondément sur les cours du froment parce qu'elle a créé une solidarité très étroite entre les divers marchés du monde. Elle a eu cette conséquence que les prix de tous les marchés de l'univers ont une tendance à se niveler, et à se niveler sur les prix les plus bas. Ce sont, en effet, ces derniers qui, par suite de la concurrence, font la loi du marché. En second lieu, cette réforme des transports doit être considérée, comme la cause la plus importante de la crise, parce qu'elle a donné un instrument précieux aux pays surproducteurs qui, sans elle, n'auraient jamais pu retirer tous les avantages de leur situation. C'est en effet cette transformation qui leur permet de venir faire sur nos marchés une concurrence funeste à nos propres produits et c'est de là que vient en grande partie la crise. C'est, parce que certains pays peuvent envoyer sur nos marchés des quantités considérables de froment et les offrir à vil prix, que le nôtre ne se vend pas, ou se vend mal. Comme chacun de ces pays se trouve dans des conditions de production excellentes, on conçoit aisément que nos blés aient le dessous dans la lutte économique qu'il leur faut soutenir

contre ceux qui viennent des Indes, d'Amérique ou de Russie.

On s'explique difficilement que les Etats-Unis aient pu prendre, sur le marché du froment, une place prépondérante. La main-d'œuvre y est très chère, aussi les dépenses de l'agriculture pour se procurer des machines, sont-elles considérables. D'un autre côté, la culture qui se pratique là-bas est extensive et donne des rendements assez faibles. Cependant, les conditions de la production sont excellentes. Cela vient d'abord de ce que la terre n'a qu'une petite valeur. De grandes superficies sont encore sans propriétaires, le sol n'est qu'un instrument de travail, il n'a pas les caractères d'un capital. C'est là un avantage pour le cultivateur, qui peut se procurer à bon marché, des terres neuves et très fertiles. Le résultat est une production agricole très intense qui, en particulier pour le blé, dépasse de beaucoup les besoins. Aussi le disponible, que ces pays peuvent tous les ans expédier en Europe, est-il considérable. Nous avons vu que ces exportations étaient facilitées par l'organisation d'un réseau complet de chemins de fer et la création d'un outillage très perfectionné (1).

La Russie agit sur le marché du blé parce qu'elle ne consomme qu'une partie de sa production et qu'elle exporte le reste. Elle récolte environ 120 millions d'hectolitres, elle en exporte 45 millions et, si on défalque le

(1) Les Etats-Unis avaient, en 1860, un réseau de 48.100 kilomètres et de 291.000 kilomètres en 1892.

huitième nécessaire à la semence, il ne reste plus que 60 millions d'hectolitres pour une consommation de 100 millions d'habitants. C'est un pays, dont les terres sont souvent fertiles, mais dont la population agricole, très pauvre et très sobre, ne consomme qu'une très petite quantité des denrées qu'elle produit. La création du Transsibérien est inquiétante pour l'avenir. Cette voie traverse des contrées fertiles qui, assurées d'un débouché, vont se mettre à cultiver le froment. Désormais l'apport sur nos marchés des blés russes et asiatiques se trouvera facilité.

Les Indes britanniques sont essentiellement agricoles. C'est un pays fertile, très bien cultivé, presque partout arrosé. En 1890, il produisait 80 millions d'hectolitres de blé. Depuis, la production a un peu baissé, mais elle peut se relever. La main-d'œuvre est très bon marché. Un ouvrier agricole se paye de 5 à 15 roupies par mois, c'est-à-dire de 7 fr. 70 à 23 fr. 10. Ces salaires sont évidemment appelés à augmenter, mais ils le feront très lentement et dans une petite mesure. Les Indes peuvent accroître leurs superficies emblavées. Les moyens cultureux peuvent s'améliorer. Ces deux résultats sont d'autant plus probables, que l'Angleterre les favorise, parce qu'elle espère que cette colonie pourra un jour assurer son approvisionnement. Ce serait un très rude coup pour l'agriculture des Etats-Unis qui a, pour le moment, l'Angleterre comme meilleure cliente. Il faut enfin observer que, si les Indes peuvent augmenter leur

production de blé, leur consommation est par contre très faible et ne semble pas devoir s'accroître beaucoup (1).

Le Canada (2) produit le blé dans de bonnes conditions, puisque la moyenne du rendement à l'hectare est de 20 hectolitres. Le Mexique, d'une superficie égale à 4 fois celle de la France, mais dont la population est trois fois moindre, a, dans sa région tempérée, un sol et un climat très favorables à la culture du froment. Enfin, la République Argentine (3) augmente de jour en jour la superficie cultivée et ses récoltes de blé sont de plus en plus abondantes. De 800.000 hectolitres en 1884, elles sont aujourd'hui de 3 millions d'hectolitres environ.

Les pays d'Europe, dont la terre est depuis longtemps occupée et cultivée, ne peuvent lutter contre les pays neufs dont le sol n'est encore ni épuisé, ni complètement mis en valeur. Nos concurrents sont dans de bonnes conditions pour produire et, généralement, ils consomment peu, le surplus de leurs produits vient influencer nos marchés et y avilit les prix. Ils sont en effet les maîtres, la modicité de leurs frais de production leur permettant de lutter avantageusement malgré l'éloignement.

Pour éviter cette concurrence, nos producteurs se sont

(1) Les Indes anglaises possèdent 35.356 kilomètres de chemins de fer, *Revue de statistique*, 2 mars 1902.

(2) Le Canada, en 1899, avait un réseau de 27.946 kilomètres, *Revue de statistique*, décembre 1901.

(3) En 1888, le réseau de la République Argentine était de 15.451 kilomètres.

mis à la culture intensive. Ils ont cherché à produire le plus possible à l'hectare de façon à diminuer le prix de revient. Ils ont atteint le but, en partie, et la conséquence naturelle devait être un fléchissement des prix de vente.

Mais, malgré les progrès faits par notre agriculture, malgré l'amélioration des moyens culturaux, malgré l'emploi des engrais nous ne produisons pas encore à des prix qui nous permettent de rivaliser avec les pays neufs.

Enfin, on attribue aussi parfois un certain rôle dans la crise, à une transformation qui s'est produite dans le mode d'alimentation du marché. Autrefois la moisson était très longue, les dépiquaisons se faisaient au rouleau, parfois au fléau. Dans beaucoup de pays, cette dernière opération durait très longtemps, se prolongeait même en hiver. Le blé n'arrivait donc sur le marché que petit à petit. Aujourd'hui la moisson et le battage se font très rapidement, c'est là une conséquence du machinisme, peu de temps après la moisson, tout le blé peut être sur le marché. De là un engorgement qui amène une baisse des prix. De fait, on a remarqué un fléchissement des cours après la récolte et une légère hausse, qui se produit généralement, alors que le producteur a déjà vendu. On a vu là, le fait de la spéculation. Elle a certainement son influence, mais il est certain que l'afflux en masse de presque tout le grain de la récolte, alourdit le marché et favorise précisément les agissements des spéculateurs. De plus, la meunerie profite de cette quantité de blé mise à sa disposition pour travailler plus de grain qu'il ne

faudrait. Elle met en circulation une quantité de farine bien supérieure aux besoins, et le stock du produit manufacturé pèse sur le marché de la matière première.

Nous connaissons maintenant les principales causes de la crise, il nous faut étudier les moyens que l'on a proposés pour y remédier.

INFLUENCE DES DROITS SUR LES PRIX

Quelle est l'influence des droits à l'importation du blé, sur le prix de cette denrée en France? Le but que l'on veut atteindre en les établissant, semble bien être d'assurer la vente dans des conditions rémunératrices. C'est un moyen de donner au blé français une situation favorisée sur son propre marché. C'est rétablir l'équilibre entre notre production et celle de l'étranger. Il faut donc rechercher si les droits protecteurs répondent à ces desiderata. Mais avant d'aborder le fond même de la question, il faut se demander si ces droits sont logiques et même s'ils sont légitimes. Nous verrons ensuite si leurs avantages pratiques et les services qu'ils rendent, les justifient suffisamment.

Logiquement, il apparaît bien que les produits étrangers, frappés à notre frontière de droits parfois élevés, seront, par cela seul, gênés pour arriver sur le marché de nos produits similaires. Mais la solution se complique d'une question d'incidence. Il est en effet très difficile de dire qui paye, en dernière analyse, les droits à l'importation. Il est évident que le législateur les a établis avec l'arrière-pensée, qu'ils seraient payés par l'importateur,

c'est-à-dire par l'étranger. Si cela était, l'efficacité des droits serait évidente ; mais, en pratique, les choses ne se passent point ainsi. L'importateur est assez habile pour n'en supporter qu'une très faible partie. Il n'importe, en effet, que parce que la France demande du blé et il n'y a plus qu'à faire application de la loi de l'offre et de la demande. Le droit sera supporté par l'importateur, proportionnellement à l'offre qu'il nous fera et à la demande qu'il aura à satisfaire. En fait, il ne faut pas se dissimuler qu'il rejettera la presque totalité de la taxe sur le commerçant français. Ce dernier ne fera en réalité qu'une avance. Il majorera ses prix, de telle sorte que le droit sera payé par les acheteurs subséquents (meuniers, boulangers) qui, à leur tour, vendront leurs produits plus cher. En fin de compte, c'est le consommateur qui paye presque intégralement les taxes, en admettant que les divers éléments de la chaîne, commerçants, minotiers, boulangers, veuillent bien, par suite de la concurrence, en prendre une partie à leur charge. Cela ne se produira pas, pour peu que la récolte soit déficitaire et que notre demande de blé ait quelque intensité. Par exemple, en 1897, lorsque le droit de 7 francs par quintal de blé fut suspendu, il eût été logique de voir le prix de cette céréale baisser dans de notables proportions. Il n'en fut rien. La mesure prise par le gouvernement français eut pour effet la hausse immédiate du blé à New-York. Les importateurs qui nous offraient cette céréale, avaient sur le marché une excellente position ; ils en profitaient pour

maintenir les prix et garder pour eux un bénéfice que le législateur avait entendu donner aux consommateurs.

Cela amène à penser que s'il est logique de recourir aux droits protecteurs pour relever les prix, c'est peut-être un moyen peu légitime et peu équitable. Un droit, même modéré sur le blé, peut en effet augmenter le prix du pain dans des proportions suffisantes pour grever très lourdement les budgets des consommateurs les plus intéressants. Il semble que l'intérêt de toute une classe de citoyens, exige la liberté complète des importations. C'est à ce point de vue que se placent les libre-échangistes. Ils mettent en opposition les producteurs et les consommateurs. Ils font remarquer, que les droits sur le blé nuisent au plus grand nombre et ne sont utiles qu'à bien peu d'individus. En effet, seuls, les grands propriétaires de terres à blé profitent de la protection. Les ouvriers agricoles, les fermiers, les petits propriétaires n'y gagnent rien, les uns, parce qu'ils ne produisent pas de blé, les autres, parce qu'ils en produisent peu et que le surplus de la récolte, qu'ils portent au marché, est insignifiant.

Il ne faut pas cependant se hâter de conclure à la suppression des droits et livrer notre agriculture à elle-même. En ce qui concerne la production agricole, l'antagonisme entre les intérêts du producteur et ceux du consommateur, n'est qu'apparent ; dans tous les cas, il n'est pas aussi prononcé qu'on pourrait le croire. Il y a plusieurs raisons à cela.

Tout d'abord, la propriété française est morcelée, ce qui revient à dire que le nombre des producteurs est considérable et, comme ils produisent en grande abondance, il en résulte sur notre marché une concurrence nationale très active. On objecte que cette concurrence est limitée, qu'elle ne saurait avoir grand effet. Il semble cependant, qu'elle suffise pour sauvegarder les intérêts de la consommation.

Si l'on se place essentiellement au point de vue pratique, il est évident que, consommateurs et producteurs n'ont point des intérêts opposés. Cela sera d'autant plus frappant en France, où la plus grande partie de la population vit de l'agriculture.

Le jour où cette branche de l'activité nationale disparaîtra, ce sera la ruine de nos campagnes. Ce sera aussi une crise aiguë pour tous ceux qui s'y rattachent, par leur travail, ou leur industrie. Nul n'est exclusivement producteur ou consommateur. Tour à tour chacun de nous occupe l'une de ces deux situations.

Il y a là une application de la loi des débouchés. Si le bénéfice des uns est diminué en tant que producteurs, on n'améliore pas la situation des autres comme consommateurs. Ces derniers producteurs, à leur tour, voient leurs débouchés se fermer. Il en résultera une crise générale qu'il faut éviter. En sacrifiant l'agriculture, on n'améliore donc pas la situation de ceux qui consomment ses produits. Ceux-là, comme producteurs, ont le plus grand intérêt à la voir prospère. Si même, il leur faut consentir

quelques sacrifices pour la maintenir, ils y trouveront encore leur compte. Ce sera pour eux le moyen d'éviter la généralisation du malaise. A ce point de vue, la crise viticole qui sévit actuellement dans le Midi est très instructive. Elle pèse aussi lourdement sur les producteurs de vin, que sur tous ceux qui vivaient par eux.

Il faut enfin insister sur ce point, qu'en maintenant chez nous la culture du blé, le sacrifice que l'on demande aux consommateurs a sa raison d'être. Il leur évite de subir, dans un temps plus ou moins lointain, le monopole des pays de surproduction, qui, une fois maîtres du marché, en abuseraient pour vendre à des prix très élevés.

Mais il ne faut rien exagérer ; la protection par les droits de douane est un moyen artificiel, on ne peut en user qu'avec une extrême prudence. Ce n'est point ici, la place d'une étude générale sur le libre échange et la protection ; il faut cependant rappeler que la politique douanière doit se plier aux circonstances, adopter tour à tour l'un ou l'autre système. Mais il semble bien que la politique idéale, sinon normale d'un pays, soit le libre échange. Si l'industrie ou l'agriculture traversent une crise, il faut les protéger. On peut, dans ce but, se servir de droits à l'importation, ou des primes à l'exportation. Pour ce qui est des droits, s'ils sont un remède de quelque efficacité, ils n'en sont pas moins un remède empirique contre une crise dont ils sont l'aveu. Ils aident à la supporter parce qu'ils isolent le marché indigène, qu'ils créent, pour ainsi dire, un marché artificiel, où les con-

ditions de vente sont plus favorables pour la production nationale parce que les prix s'y maintiennent plus élevés.

Or, est-il vrai que les droits à l'importation relèvent les prix et dans quelle proportion ? deux questions intimement liées, qu'il nous faut à présent aborder. Il est facile de répondre à la première. Il suffit de comparer le marché libre de Londres et le marché protégé de Paris qui sont, par ailleurs, placés à peu près dans les mêmes conditions. Voici un tableau donnant une idée des prix à Paris et à Londres durant ces derniers mois :

Date (1)	Paris	Londres	Différence
20 février 1901	19.85	16.40	3.45
10 avril »	18.75	16.50	2.25
5 juin »	20.15	17.10	3.05
14 août »	22.65	16.75	5.90
2 octobre »	20.85	15.50	5.35
11 décembre »	22.35	18.05	4.30
8 janvier 1902	22.	16.85	5.15
5 février »	21.60	16.55	5.05

En moyenne, le blé se vend 4 fr. 70 (2), plus cher à Paris qu'à Londres. Cette différence est notablement inférieure à la quotité du droit. Les causes de cette anomalie sont complexes et multiples. Tout d'abord, il semble que les droits ne jouent pas en entier parce que, le plus souvent, au moment de leur création ou de leur augmentation, les spéculateurs avertis s'empressent de faire entrer des quantités considérables de blé, qui échap-

(1) Chiffres extraits de l'*Officiel*.

(2) Chiffres cités au Sénat au cours de la discussion sur la réforme de l'admission temporaire.

pent aux tarifs. Il a fallu remédier à cela par la loi dite du « cadenas ». On accuse aussi la mauvaise organisation et les fissures de l'admission temporaire. Ces deux causes peuvent certainement avoir leur influence ; mais le fait, que les droits frappent une denrée que la France produit en abondance, a évidemment une action prépondérante dans le phénomène que nous étudions. Si nous ne produisions pas du tout de blé et si nous le frappions d'un droit de 7 francs à l'importation, sur notre marché, cette denrée vaudrait exactement 7 francs de plus. Si au contraire nous produisions tout le blé dont nous avons besoin, les droits n'agiraient pas sur les prix, puisqu'il n'y aurait pas d'importation. Les cours en France, auraient tendance à s'équilibrer sur ceux des marchés libres, tout en restant cependant supérieurs, car ils seraient déterminés par l'offre nationale seule et que celle de l'étranger n'aurait aucune influence.

Or, si la première hypothèse ne peut s'appliquer à la France, il faut en dire autant de la seconde. Ce pays produit beaucoup de blé, mais lorsque sa récolte est mauvaise, le droit joue d'autant mieux, que le déficit est plus considérable. Lorsqu'elle est abondante, qu'il y a pléthore, le droit est impuissant à alléger le marché encombré. C'est là un des reproches les plus graves que l'on ait fait au système actuel. On a dit qu'il agissait comme une échelle mobile à rebours. Il n'est certes pas parfait, il a ses inconvénients, mais la portée de ce dernier est considérablement amoindrie. Les droits sont éta-

blis pour jouer dans les années normales, mais quand la récolte est déficitaire, quand ils menacent de gêner notre approvisionnement, les mesures sont prises pour les diminuer et même les suspendre en temps utile. On invoque alors contre les droits d'autres arguments. Ils auraient, dit-on, l'inconvénient d'augmenter graduellement nos récoltes et de nous conduire à la surproduction : c'est-à-dire, à une crise beaucoup plus douloureuse que celle que nous traversons. Mais l'hypothèse d'une surproduction prochaine est peut-être prématurée. Nos récoltes de blé sont de plus en plus considérables. Certaines terres produisent cette céréale en très grande abondance et notre rendement moyen semble pouvoir encore être augmenté. Mais il ne faut pas oublier que les grosses récoltes ne sont obtenues que sur un sol exceptionnel et exceptionnellement travaillé. Elles ne sont possibles, que par l'emploi des blés dits inversables à grands rendements. Or ces espèces de froment sont très délicates et ne prospèrent que dans certaines régions. Au surplus, si la production augmente, il en est, peut-être, de même de la consommation.

Dans tous les cas, les droits à l'importation ont pour but de protéger nos producteurs contre la concurrence étrangère, il ne faut pas leur demander de nous garantir contre la surproduction nationale. Ils sont précisément créés pour empêcher l'hypothèse contraire, et maintenir chez nous une culture qui, sans cela, disparaîtrait. Leur but est de réserver au producteur français le marché

national. Il faut donc, que l'équilibre s'établisse entre l'offre du producteur et la demande du marché. Puisque les droits mettent en présence la production et la consommation française, en eux-mêmes ils ne poussent pas à la surproduction. C'est au cultivateur à prendre les précautions nécessaires pour éviter de trop produire. Il n'hésitera pas à réduire, le cas échéant, ses emblavures, parce que, grâce aux droits protecteurs, il bénéficiera d'un sacrifice, qui, sous un régime de libre échange, aurait profité uniquement à l'étranger. C'est en ce sens, qu'il est exact de dire que les droits à l'importation du blé protègent notre agriculture.

Quelle est l'importance de cette protection ? Ce calcul est impossible parce qu'il y entre des éléments complexes, variant suivant les circonstances. On fait observer que le système est mauvais, puisque, malgré lui, les prix ne se sont pas relevés au taux d'il y a 25 ans. A cela on peut d'abord répondre, qu'il n'est pas prouvé que la baisse n'eût pas été plus considérable si l'on n'avait pas établi les droits. On n'a jamais espéré au surplus revenir, grâce à une protection énergique, aux cours d'il y a 25 ans. Ce serait là une prétention exagérée. La question se pose en des termes différents. Il faut se demander, si, grâce aux droits, les prix ont été suffisamment maintenus pour permettre la vente du blé à un taux rémunérateur.

Or l'état de la culture du blé en France prouve, que sous le régime protecteur actuel, les propriétaires, cultivateurs peuvent encore produire du blé malgré la baisse

du prix de vente. Ce phénomène s'explique, somme toute, fort bien, si l'on considère que cette baisse est accompagnée d'une réduction notable des prix de revient. Ils sont cependant encore plus élevés en France que dans les pays aux terres plus fertiles, à ce point de vue plus favorisés. En d'autres termes, la baisse des frais de production est plus lente en France qu'à l'étranger. Si notre marché n'était pas protégé, le prix de vente y serait fixé par le coût de revient le plus bas du monde ; il n'y aurait plus proportionnalité entre la baisse du prix de revient du blé français et celle de son prix sur nos marchés. Les producteurs se verraient obligés d'abandonner la culture de cette céréale. Le but des droits n'est point de relever les prix aux taux élevés qu'ils ont atteints autrefois, mais bien d'isoler notre marché, de le soustraire à l'influence étrangère et de maintenir entre la baisse du prix de vente et celle du coût de revient une certaine proportionnalité.

Leur rôle est de conserver dans le pays une branche de l'activité humaine qui continue à s'y développer, y apportant ainsi une source de richesse et de bien-être.

ADMISSION TEMPORAIRE. BONS D'IMPORTATION.

Théorie de l'admission temporaire. — Législation. — Fissures. — Réforme des taux de blutage. — Trafic des acquits à caution. — Les bons d'importation. — Origines, — Caractères. — Inconvénients. — Loi du 5 février 1902.

Si les droits sur les blés favorisent les agriculteurs, ils ont le grave inconvénient d'être, le cas échéant, une gêne pour la minoterie. Lorsque les meuniers importent du blé et qu'ils vendent la farine qu'ils en obtiennent sur le marché français, il est tout naturel qu'ils payent les droits à l'importation.

Mais il peut arriver que le froment, qui est introduit en France, soit exporté après sa transformation : il est alors injuste de lui appliquer les tarifs, puisqu'en définitive, il ne reste pas sur nos marchés et qu'il ne gêne en rien la vente du blé indigène. Au surplus exiger, dans ce cas, le paiement des taxes douanières, serait mettre les minotiers dans un état d'infériorité évident vis-à-vis des concurrents qu'ils rencontrent à l'étranger. Il est cependant certain, que si nos usines peuvent moudre une partie de la farine consommée en dehors des frontières, il y aura là,

pour notre industrie, un supplément de travail et un débouché dont tout le pays profitera. Il faut donc encourager la minoterie dans ce commerce d'exportation et lui donner les moyens de le continuer.

Dans ce but il est nécessaire de lui permettre de s'approvisionner de blé dans les pays où il est bon marché et l'autoriser à introduire cette matière première en France, pour y être travaillée, sans payer de droit, bien entendu sous réserve de réexportation. Il faut, en quelque sorte, placer les minoteries, vis-à-vis des marchés étrangers, dans la situation où elles seraient, si les barrières douanières n'existaient pas. Ce résultat peut être obtenu par la création de ports francs, par le système des *drawbach* ; plus généralement et, spécialement en ce qui concerne le blé, on a recours à l'admission temporaire. C'est cette dernière institution que nous allons maintenant étudier, parce que de tout temps, elle a été l'objet des plaintes les plus vives et que son histoire se confond avec celle des luttes, que se sont livrées les représentants de l'agriculture et ceux de la minoterie.

L'admission temporaire peut se définir : la possibilité de faire entrer en France sans payer de droits des marchandises, qui doivent y être manufacturées, moyennant l'engagement de les réexporter ou mettre en entrepôt dans un délai déterminé, sous peine d'acquitter les taxes.

En réalité, la loi du 5 juillet 1836 procède d'une idée un peu différente. Elle considère l'importateur sous bénéfice d'admission temporaire, comme tenu de réexporter.

S'il ne le fait pas, il doit acquitter un droit quadruple de celui qu'il aurait payé à l'importation.

L'admission temporaire est à l'équivalent, quand il suffit à l'importateur, pour se libérer, d'exporter une quantité de marchandises manufacturées proportionnelle à l'importance des matières bénéficiant de l'institution. Elle est à l'identique, quand on exige l'exportation des produits obtenus avec les marchandises mêmes importées et cela sans compensation ni substitution d'aucune sorte. Parfois, il faut que l'exportation soit faite par la personne même qui a importé ; c'est le système de l'identique à la personne.

Le meunier, qui fait admettre temporairement du blé, soumissionne un acquit-à-caution ; lorsqu'il exporte, comme il s'y est engagé dans les conditions et dans le délai voulu, il apure son acquit-à-caution.

L'institution est déjà ancienne ; sous le régime de l'échelle mobile, les minotiers de Marseille se trouvaient dans une mauvaise situation. Le Midi ne pouvait leur fournir le blé nécessaire pour alimenter leurs usines. Il leur fallait donc, ou travailler les froments du Nord, grevés de frais de transport, et qui du reste ne pouvaient leur fournir une farine du goût de leur clientèle (1), ou travailler le blé étranger, qui se trouvait majoré du montant des droits.

(1) Les minotiers de Marseille exportaient leurs farines en Espagne, en Grèce et dans le Levant. Ces pays demandaient surtout des farines riches en gluten, obtenues avec des blés durs, que la France ne produit pas.

L'ordonnance du 28 septembre 1828 instituait une admission temporaire très spéciale, puisqu'elle ne s'appliquait qu'au blé et au seul port de Marseille ; elle pouvait cependant être étendue aux autres ports, présentant toutes les garanties nécessaires. Cette ordonnance était du reste très rigoureuse, elle accordait « la faculté de faire moudre le grain déposé à l'entrepôt réel de Marseille, à condition de réexporter identiquement dans cet entrepôt, toute la farine produite, et ce, sans substitution, équivalent ou compensation d'aucune sorte ». C'était le régime de l'identique et, pour en assurer l'exacte application, on avait soigneusement déterminé les rendements de chaque blé à la mouture et organisé étroitement la surveillance de la douane. Toutes les précautions étaient prises pour empêcher les abus et prévenir l'introduction en franchise de quantités plus ou moins considérables de blé, qui auraient pu influencer sur les prix.

Cependant les agriculteurs du Midi et de l'Ouest se plaignirent que la minoterie de Marseille travaillait proportionnellement beaucoup plus de blé, qu'elle n'exportait de farine. Le surplus restait sur le marché, de telle sorte, que l'agriculteur du Midi ne trouvait plus à vendre son blé et que celui de l'Ouest, qui généralement comblait le déficit de la récolte méridionale, perdait ce débouché. Les fraudes étaient, à la vérité, très difficiles et, s'il y en avait, elles ne pouvaient avoir grande influence.

Mais après la loi de 1832, les réclamations de l'agriculture furent si pressantes, que l'ordonnance du 5 juil-

let 1835 limitait la faculté d'admission temporaire en la refusant aux blés du Danube, des Echelles du Levant et aux richelles de Naples. Seuls, les blés tendres pouvaient en bénéficier, dans ce cas, le minotier devait exporter 78 kilos de farine blutée à 30 ou 32 0/0 par 100 kilos de blé importé. Un quintal de grain donnant à la mouture 68 à 70 kilos de farine blutée à 30 ou 32 0/0, il fallait, outre la farine provenant de la matière première admise temporairement, en exporter environ 8 à 10 kilos issus de produits français.

La loi du 5 juillet 1836, qui peut être considérée comme le Code de l'admission temporaire, laissait de côté les céréales et l'ordonnance de 1835 resta en vigueur jusqu'au 14 janvier 1850. A cette date, un décret du Président de la République rendait la faculté de l'admission temporaire à tous les blés, à condition de réexporter en temps utile, une quantité de farine correspondant exactement au grain importé.

Il y avait trois degrés de blutage 10, 20 et 30 0/0. Il fallait donc exporter suivant les cas 90, 80 ou 70 kilos de farine par quintal de blé soumis à l'admission temporaire.

Ces rendements pouvaient être augmentés de 5 0/0 quand le blé baissait et diminués si les prix étaient trop élevés.

Ce décret consacrait le principe de l'équivalent. Il se préoccupait de dégager le marché français d'une quantité de marchandise proportionnée à celle qui avait bénéficié

de l'admission temporaire. C'était là, semble-t-il, un moyen de donner satisfaction aux plaintes des producteurs, qui craignaient l'encombrement de nos marchés et d'assurer en même temps aux meuniers, la possibilité de se servir pratiquement de l'institution. Cependant, comme on prévoyait des abus, on pensa qu'il était bon de prévenir les substitutions à distance et le décret du 1^{er} juin 1850 décida, que les exportations de farine en apurement d'importations de blés, devaient se faire par un des bureaux de la zone où l'entrée avait eu lieu. Ce système cadrerait fort bien avec l'Echelle mobile et la division des départements en plusieurs classes.

Après 1861, lorsque les droits furent fixes et modérés, l'admission temporaire perdit de son importance, mais cependant, un décret, du 25 août 1861, venait de nouveau en modifier l'organisation.

Il conservait le système de l'équivalent, mais faisait un pas de plus et supprimait les zones.

Désormais, l'exportation de farine provenant de blé admis temporairement pouvait se faire par toute la frontière, quel que fut le bureau par où l'importation avait eu lieu. C'est cette dernière possibilité qui a donné naissance au trafic des acquits-à-caution.

Avec cette question, intimement liée à celle des zones, nous arrivons à l'un des deux griefs les plus importants que l'agriculture ait fait valoir contre le régime de l'admission temporaire. Le décret de 1861, quoique vivement attaqué, resta en vigueur jusqu'à celui du 18 octobre 1873,

qui rétablissait des zones très étroites, puisque chaque direction de douane en formait une. Il semble que le souci de sauvegarder les intérêts de nos agriculteurs, ait fait perdre de vue ceux de nos minotiers. Ces derniers se plaignirent de leur nouvelle situation, mais contre toute attente les producteurs de blé ne furent pas satisfaits. Ils prétendirent que l'admission temporaire était mal organisée, que des fissures se produisaient et qu'une partie du blé ainsi importé restait sur nos marchés. Fissures et trafic des acquits-à-caution, tels sont les deux reproches que l'on a fait à l'admission temporaire.

Lorsqu'un meunier fait admettre temporairement un quintal de blé, il s'engage à exporter, dans le délai voulu, une quantité de farine équivalente au grain importé. Or le poids de farine nécessaire pour l'apurement de l'acquit-à-caution d'un quintal de blé varie avec le degré de blutage. Plus ce degré sera élevé, plus le taux d'extraction sera bas, plus la farine sera fine et moins le grain donnera à la mouture. Le poids de farine à exporter s'abaissera donc au fur et à mesure que la qualité s'élèvera. Or, il arrive que les rendements du grain en farine, suivant le taux de blutage, sont mal évalués et que le meunier arrive à garder une quantité variable de produits panifiables. Il faudrait, pour éviter cet abus, procéder à des analyses minutieuses, ce qui serait difficile. On se contente de créer des types, auxquels l'exportateur doit se conformer, mais qui laissent des fissures. Il n'y a pas là, à proprement parler, des fraudes mais des irrégula-

rités résultant d'une mauvaise organisation. Il faut cependant reconnaître que, parfois aussi, de véritables fraudes se produisirent dans l'apurement des acquits-à-caution à l'aide de farine 80 et 90 0/0.

Cette question des fissures n'a pris une réelle importance qu'après les décrets du 5 juin 1886 et du 2 mai 1892. Il faut, pour saisir les abus qui se produisaient, entrer dans quelques détails techniques.

Un quintal de blé donne normalement à la mouture, 70 kilos de matières panifiables, 2 kilos de déchet et 28 kilos de son et repasse (1). On a même dit qu'on pouvait obtenir jusqu'à 75 kilos de farine et qu'il y avait bien 3 kilos de déchet. Cela évidemment peut dépendre, dans une certaine mesure, de la qualité du blé et du perfectionnement de l'outillage. Généralement la farine, considérée comme type normal, est celle à 70 0/0 d'extraction, obtenue par un blutage à 30 0/0. Toutes les parties grossières provenant de l'enveloppe du grain ont été presque complètement enlevées, il ne reste plus que des matières panifiables.

(1) Voici d'après la *Réforme Economique* du 21 mai 1897 les résultats de bonne mouture :

60	kilos	farine	première.
4	»	petite	farine première.
6	»	farine	deuxième.
1	»	farine	bise.
2	»	remoulage	blanc.
3	»	remoulage	bis.
22	»	son.	
2	»	déchet.	

Le décret du 25 août 1861 autorisait l'apurement des acquits-à-caution avec des farines 90, 80 et 70 0/0 d'extraction. Il fallait, suivant les cas, exporter par quintal de blé importé :

90 kilos de farine blutée à 10 0/0, type 90 0/0.

80 » » » à 20 0/0, » 80 0/0.

70 » » » à 30 0/0, » 70 0/0.

Ce système ne donnait lieu à aucune difficulté parce que, aucun des types établis n'était supérieur à celui que l'on peut considérer comme normal. Mais le décret du 5 juin 1886 créait un quatrième type bluté à 45 0/0 avec un rendement de 60 kilos par quintal de grain. Le décret du 2 mai 1892 remplaçait ce taux du blutage par celui de 40 0/0 et conservait le même rendement. Ainsi donc après 1892 toute admission temporaire de blé pouvait être apurée par l'exportation :

de 60 kilos de farine blutée à 40 0/0.

ou 70 » » » à 30 0/0.

ou 80 » » » à 20 0/0.

ou 90 » » » à 10 0/0.

Cette création du type 40 0/0 fut vivement critiquée. La farine blutée à 30 0/0 ne contient déjà plus de son. Il est par conséquent inutile de pousser plus loin l'opération. Si on le fait, on ne retire plus que des matières panifiables. 100 kilos de blé donnent à la mouture 70 kilos de bonne farine et 28 de son et non 60 kilos de farine et 38 de son. Autoriser l'apurement des acquits-à-caution par l'exportation de 60 kilos de farine par quintal de grain,

c'est permettre au meunier de garder en France 10 kilos de farine environ qui, considérés comme son, ne payent par quintal que 0 fr. 60, au lieu de 11 francs, droit sur la farine, ou 7 francs, droit sur le blé. Il y a là une prime sur l'importance de laquelle on n'est pas d'accord. M. Sagnier l'évaluait à 1 fr. 04 par quintal de blé. Il faisait observer, que le meunier, qui se livrait à l'opération décrite plus haut sur 10 quintaux, faisait entrer en France 100 kilos de farine qui payaient 0 fr. 60 de droit au lieu de 11 francs. Le bénéfice était pour le meunier de 10 fr. 40. Nous verrons tout à l'heure que cette prime a été évaluée bien autrement. Il est certain cependant, que la minoterie anglaise se plaignit au congrès d'Ipswich (1895) de la situation très favorable qui était faite à nos exportateurs de farine. Il semble, en effet, qu'en ce moment, notre minoterie fut très prospère. Depuis 1886 la quantité de blé admis temporairement et travaillé en France avait beaucoup augmenté, elle suivait l'accroissement des droits à l'importation, car l'aggravation des taxes donnait une prime plus forte à la spéculation que nous venons de décrire.

Années	Quantité de blé admis temporairement q. m.	Droits
1884	1,080.000	le droit est de 3 fr.
1885	837.000	» » 5 fr.
1886	886.000	décret du 5 juin
1887	1.331.000	
1888	2.049.000	
1889	2.186.000	
1890	2.112.000	
1891	3.376.000	

1892	1.950.000	le droit est abaissé à 3 fr.
1893	2.295.000	
1894	3.529.000	» est de 7 fr.
1895	3.332.000	

Les réclamations étaient très vives, le gouvernement nomma une commission (1) extra-parlementaire, qui devait rechercher, si les échantillons officiels répondaient bien aux types qu'ils représentaient et si les taux d'apurement correspondaient au rendement en farine. Sur le premier point, la commission conclut que les échantillons étaient conformes en ce qui concernait le type 60 et 70 0/0. Ils ne l'étaient pas pour les autres. Enfin le rendement total de 100 kilos de blé en farine de toutes qualités, fut évalué comme suit :

64 k. 785 de farine blanche ;
5 k. 880 farine seconde qualité.
70 k. 665

Plus 24 k. 830 de son et remoulage et 4 k. 505 de déchets.

Lorsqu'on apure l'acquit-à-caution d'un quintal de blé, par l'exportation de 60 kilos de farine blutée à 40 0/0, il reste un excédent de 4 k. 785 + 5 k. 880 = 10 k. 665. En réalité, seuls les 4 k. 785 de farine fine ont quelque valeur et d'après M. Lucas, rapporteur de la commission, la prime serait de 0 fr. 42 par quintal de blé admis temporairement et il concluait au maintien du type 60 0/0. Mais, on fit observer que cette farine ne répondait à

(1) Décret du 9 février 1894.

aucun besoin. Nous exportions en effet, des qualités ou plus fines, ou plus grossières. Nos clients du Nord demandaient des qualités supérieures, à 50 0/0 d'extraction par exemple, ceux du Midi se contentaient du type 80 0/0. Il y avait là une considération, qui devait influencer sur la fixation des taux de blutage à admettre pour l'apurement des acquits-à-caution.

Le Conseil Supérieur du Commerce proposait de substituer le type 50 0/0 à celui de 60 0/0. Le Conseil de l'Agriculture acceptait cette réforme, mais il fixait ainsi les quantités de farine 50 0/0 que le meunier devait exporter par quintal de blé : 50 kilos à 50 0/0 plus 17 à 80 0/0 ou 10 k. 600 à 50 0/0 et 30 kilos de son. Le décret du 29 juillet 1896 adoptait cette base, mais il ne contenait personne. On fit de nouveaux travaux, de nouvelles recherches qui aboutirent au décret du 9 août 1897. Cette fois on distinguait pour l'apurement des acquits-à-caution, les blés tendres et les blés durs. On autorisait quatre types : pour les premiers 50, 60, 70 et 80 0/0, pour les seconds 60, 70, 80, 90 0/0. En ce qui concerne le type 50 0/0 blé tendre on exigeait l'exportation :

de 50 k. de farine 50 0/0 ;

17 k. de farine 70 0/0 ;

30 k. de son.

ou de 60 k. 500 de farine 50 0/0 ;

et 35 k. de son.

Pour le type 60 0/0 blé dur ou blé tendre il faut exporter :

60 kilos de farine, 60 0/0 ;

10 kilos de farine, 80 0/0 ;

28 kilos de son ;

ou 67 kilos de farine, 60 0/0 ;

Et 30 k. 500 de son.

Quant aux types 70 et 80 0/0 blé tendre et 70, 80 et 90 0/0 blé dur, ils étaient régis par les dispositions antérieures, qui étaient maintenues.

Cette diversité de taux de blutage est une complication. Dans tous les cas, il est certain qu'il est mauvais de les adopter trop élevés, cela permet à une quantité de farine plus ou moins considérable de passer entre les mailles de l'admission temporaire. Le minotier travaillant son blé, doit en extraire les parties grossières et, selon qu'il les enlève en plus ou moins grande proportion, il aura de la farine plus ou moins fine : mais nous avons vu que la farine blutée à 30 0/0, c'est-à-dire à 70 0/0 d'extraction type normal, ne contenait déjà plus de son, de sorte qu'en poussant le blutage plus loin on obtenait non plus du son et remoulage, mais des matières panifiables. En réalité, de 100 kilos de blé on retire 30 de son et 70 kilos de farine environ. On comprend dès lors, quel danger il y a à autoriser l'apurement d'acquit-à-caution par l'exportation de farine 50 0/0.

C'est pour remédier à cela que le décret de 1897 exigeait, pour la farine supérieure au type 70 0/0, l'exportation d'une quantité plus grande que semblait le comporter le taux de blutage.

Cependant les agriculteurs prétendaient toujours que les minotiers gardaient par devers eux une certaine quantité de farine, que le fonctionnement de l'admission temporaire était faussé à leur grand détriment.

Les meuniers ne niaient au surplus, ni les fissures, ni les primes qui en résultaient, mais ils essayaient de les justifier. Elles leur étaient très utiles, car elles permettaient de lutter contre la concurrence étrangère, surtout contre celle que leur font les minotiers d'Amérique et de Hongrie. Elles avaient aussi cet avantage de les pousser à apurer les acquits-à-caution, elles fonctionnaient comme une prime d'apurement stimulant l'exportation.

En réalité c'était une prime à l'importation, puisqu'elle permettait d'entrer en France une certaine quantité de blé sans payer les droits.

On reprochait aussi à l'admission temporaire de permettre de véritables fraudes. Les types à 80 et 90 0/0 sont formés, par l'adjonction à la farine normale, d'une quantité variable de produits inférieurs, son ou repasse.

Les minotiers exportaient une proportion trop considérable de ces matières de qualité inférieure et conservaient en France de la farine excellente, qui aurait acquitté un droit de 16 francs ou 15 fr. 50 par quintal et qui n'était taxée que de 0 fr. 60 comme son. Parfois aussi, on apurait l'acquit-à-caution en exportant de la farine 70 0/0, puis on extrayait de cette farine les parties les plus grossières qui rentraient en France sous la qualification de son, mais qui étaient ensuite, après de savants mélanges,

exportée comme farine 80 à 90 0/0. Cette dernière fraude était sans doute difficile et peu pratiquée, car les issues de la mouture exportée, ne pouvaient rentrer en France comme son, que précisément à la condition de ne contenir que très peu de farine.

Enfin, M. Clémentel (1) faisait observer à la Chambre, que la possibilité d'apurer les acquits-à-caution par l'exportation de farine à 80 ou 90 0/0 d'extraction, empêchait les droits de jouer entièrement. Un meunier achetait, par exemple, sur le marché mondial, du blé à 15 francs le quintal ; s'il payait le droit de 7 francs cette marchandise lui reviendrait en France à 22 francs. Mais il vend sur notre marché la farine de bonne qualité qu'il obtient de ce blé et, pour apurer son acquit-à-caution, il achète des farines bisées à 80 0/0 d'extraction. Il lui suffit d'en exporter 80 kilos pour se libérer complètement, ces 80 kilos lui reviennent à 12 francs et il les revend à l'étranger avec une perte de un franc. Le blé importé lui revient donc à 16 francs au lieu de 22. Le droit de douane ne joue que pour un franc.

On prétendait aussi, que certains apurements étaient faits avec de la farine de blé mélangée de farines plus grossières (maïs, seigle et même riz). Ces fraudes n'étaient pas inhérentes au système même de l'admission temporaire. On aurait pu les éviter par une surveillance étroite. Quoi qu'il en soit, les agriculteurs ne furent pas satisfaits

(1) Séance de la Chambre du 24 octobre 1904.

des réformes de 1896 et 1897, à tort ou à raison ils continuèrent à lutter. Ils reprochaient à l'admission temporaire de donner lieu à des manœuvres, qui empêchaient les droits protecteurs de jouer entièrement.

Les acquits-à-caution, soumissionnés par le meunier qui importait temporairement du blé, étaient en effet, l'objet d'un trafic que l'on considérait comme l'une des causes, qui s'opposait au relèvement des prix du blé. Ce trafic résultait de la possibilité d'apurer l'acquit, par une exportation de farine, sur un point de la frontière éloignée du bureau d'importation.

C'était une conséquence de la faculté de substitution et compensation à distance. On conçoit dès lors, que le système des zones plus ou moins resserrées, eût pour conséquence de gêner ces spéculations. Aussi, la question ne se pose-t-elle qu'après le décret du 25 août 1861 qui autorisait l'exportation de la farine, en apurement d'acquits-à-caution, par n'importe quel bureau de douane. Les agriculteurs se prétendaient lésés. Le gouvernement ordonna une enquête. La Belgique se plaignit même, que cette situation fût trop favorable pour la minoterie française et le décret du 18 août 1873 établissait des zones très étroites, puisqu'il exigeait que l'exportation de la farine ait lieu par l'un des bureaux de douane de la direction par où l'importation avait eu lieu. Cette fois les meuniers se trouvèrent sacrifiés et demandèrent le retour à la législation de 1861. Le décret du 29 juillet 1896 leur accordait en partie satisfaction, il était plus libéral et

créait 5 grandes zones. Un nouveau décret du 31 décembre 1896 remaniait la répartition de ces zones et enfin celui du 9 août 1897 les supprimait complètement.

C'était le retour au régime de 1861 et aux abus qui avaient signalé son application. Il est vrai que pour les prévenir en partie ce décret exigeait que l'exportation et l'importation aient lieu au nom d'un même commerçant. Cependant, le soumissionnaire de l'acquit avait la faculté de le céder par endos dans les dix jours de sa création. C'était un acheminement vers le système de l'identique quant à la personne.

Malgré ces précautions, des abus eurent lieu. Le Nord et l'Ouest de la France cultivent le blé dans de bonnes conditions et produisent plus qu'il ne faut pour leurs besoins; au contraire, les départements du Midi ont une production sensiblement déficitaire. Or, le blé étranger arrive par les ports de la Méditerranée, à bien meilleur compte sur le marché méridional, que ne pourrait le faire celui du Nord, grevé de frais de transport considérables. Le Midi a donc intérêt à consommer le premier; aussi, le plus souvent, les froments importés temporairement par Marseille sont-ils utilisés sur place. Le minotier, qui a soumissionné l'acquit-à caution, ne pouvait donc l'apurer qu'en exportant de la farine indigène. En pratique, il se gardait bien de le faire lui-même. Il chargeait un minotier du Nord, région exportatrice, de Dunkerque, par exemple, de l'apurer à sa place.

L'importateur, de ce fait, réalisait un bénéfice égal au

montant du droit qu'il ne payait pas, soit 7 francs. Mais de son côté, l'exportateur exigeait le prix du service rendu et en dernière analyse, ce bénéfice de 7 francs se partageait entre l'importateur et l'exportateur, suivant une proportion qui variait, d'une part, avec la quantité de farine que les minotiers du Nord avaient à exporter, d'autre part avec le nombre d'acquets-à-caution que ceux du Midi avaient à faire apurer.

Pour le minotier du Nord, l'opération se traduisait par une prime à l'exportation. La somme que l'importateur lui abandonnait sur son bénéfice, lui permettait de porter sa farine sur le marché anglais, bien que les prix y fussent inférieurs aux nôtres. Mais c'était là une prime d'une nature toute particulière et qui fonctionnait à rebours. Lorsque la récolte dans le Nord était bonne et que les minotiers de cette région éprouvaient le besoin d'exporter pour dégager le marché, ils ne demandaient qu'à apurer les acquets-à-caution soumissionnés par leurs confrères du Midi. Ces derniers profitaient de la situation pour ne leur céder qu'une faible part de leur bénéfice. Si la récolte dans le Nord était mauvaise, les minotiers n'avaient aucun intérêt à exporter et ceux du Midi étaient obligés de leur offrir une somme d'autant plus élevée pour leur faire endosser l'acquit-à-caution.

L'importateur introduisait en France, sous couvert d'admission temporaire, une quantité de blé qui y était consommée et aurait dû payer par conséquent un droit de 7 francs par 100 kilos. Par suite de son entente avec

l'exportateur, il ne déboursait en réalité, que la somme qu'il abandonnait à ce dernier, toujours inférieure à 7 francs. Par suite de cette spéculation, le droit ne jouait plus entièrement et la protection accordée à l'agriculture était pour une grande partie illusoire.

Un importateur achetait, par exemple au Havre, 100.000 quintaux de blé exotique à 16 francs le quintal, droits non compris, payables à 60 jours. Il les introduisait en admission temporaire, il évitait ainsi de payer 7 francs sur 100.000 quintaux soit 700.000 francs. Il revendait ce blé à 21 francs le quintal et était payé à traite. Il semblait être en perte de 2 francs puisqu'il aurait dû vendre son blé au moins 23 francs. Mais, comme l'écart entre le prix du blé à Londres et à Paris était souvent inférieur à 4 francs, il trouvait facilement un minotier, qui moyennant la concession de 3 fr. 50 à 4 francs par quintal de blé, se chargeait d'exporter la farine nécessaire à l'apurement des acquits-à-caution. En définitive, l'importateur avait vendu son blé 21 francs, il avait déboursé 16 francs, il payait 4 francs pour l'apurement, il avait encore un bénéfice de 1 franc par quintal. Si cette opération n'avait pas été possible, l'importateur aurait dû, pour ne pas être en perte, vendre son blé au moins 23 francs.

M. le comte de Pontbriand (1) estimait que l'exportateur touchait 4 francs environ pour l'apurement de l'acquit-à-caution d'un quintal de blé. La différence de prix

(1) Discours au Sénat, séance du 1^{er} mars 1901.

sur nos marchés et ceux d'Angleterre était de 2 francs plus 1 franc de frais, il avait donc 1 franc de bénéfice. L'importateur gagnait 3 francs puisqu'au lieu de payer 7 francs à la douane il en donnait 4 à l'exportateur.

Il y avait donc, sur nos marchés, grâce à l'admission temporaire, deux catégories de produits, ceux qui payaient intégralement les droits et ceux qui ne les payaient qu'en partie. Naturellement ces derniers, qui pouvaient être vendus moins cher, faisaient la loi du marché.

Les minotiers prétendaient que la cession des pouvoirs d'exportation avait de grands avantages économiques. D'après M. Colzon-Blanche, ils résultaient de ce fait que le Midi pouvait se procurer à bas prix les blés étrangers qui lui étaient nécessaires et pour sa consommation et pour sa minoterie, alors que le Nord exportait le surplus de ses récoltes. M. Couteaux faisait observer que ce trafic permettait, à nos exportateurs de farine, de faire concurrence aux meuneries anglaises sur leur propre marché, tout en dégageant le nôtre. C'était là un résultat excellent pour notre industrie et pour notre agriculture.

Il faut conclure, semble-t-il, que le trafic des acquits-à-caution a son bon et son mauvais côté ; mais il reste certain que son moindre inconvénient est de faire échec à la protection que l'on a voulu accorder au producteur de blé. Ce n'est pas le seul. L'admission temporaire par elle-même, peut devenir un instrument redoutable de spéculation. Le blé, admis sous ce régime, se confond avec celui qui est produit en France et peut pendant son

séjour dans le pays, faire croire à une abondance factice. Les commerçants qui exportent, ceux qui importent, les spéculateurs qui recherchent le marché fictif ont intérêt à la baisse. Ils peuvent se servir de l'admission temporaire pour influencer en ce sens sur les cours, d'autant plus volontiers, qu'ils seront encouragés par le bénéfice que font à la fois le cédant et le cessionnaire dans le trafic des acquits-à-caution. M. Sagnier calculait, qu'avant le décret de 1897, à peine 10 0/0 du blé admis temporairement allait directement à la mouture, le reste, 90 0/0, entrait dans la circulation commerciale. On ne peut nier que cette quantité de blé ainsi importé, sans payer de droit, donne à la spéculation le moyen d'agir sur le marché et de provoquer une baisse plus ou moins normale, quand elle le juge à propos, mais toujours au grand détriment du producteur. Après tous les efforts tentés et les mesures prises pour assurer à ce dernier une situation meilleure, il fallait bien reconnaître que le résultat ne répondait pas aux préoccupations du législateur.

Le régime de l'admission temporaire avait de graves défauts et, en présence de la crise agricole qui ne s'atténuait pas, il importait de trouver un remède. On ne pouvait songer à relever les droits protecteurs, mais comme l'admission temporaire paraissait en empêcher l'entière application, on pensa que c'était elle qu'il fallait surtout réformer.

En 1893, M. Caze avait proposé de revenir au système de l'identique absolu, mais on se heurta à des difficultés

pratiques insurmontables. Il était impossible d'organiser la surveillance que ce régime exigeait, sans frais énormes et sans vexations de toutes sortes. M. Coudert, délégué de la Chambre de commerce de Clermont-Ferrand à la commission des farines (1894), proposait de faire payer les droits à tous les blés importés. Les sommes ainsi perçues étaient acquises à l'Etat, mais elles seraient remboursées sous forme de primes à l'exportation. C'était la combinaison du drawbach et de la prime directe. Le système était parfait lorsque l'importation était supérieure à l'exportation, dans le cas contraire, le Trésor se voyait obligé de payer plus de prime qu'il n'avait perçu de droit. Il était en perte. M. Coudert proposait alors de remplacer le paiement de la prime par la délivrance d'un bon de pareille somme, qui pourrait servir à payer le droit d'entrée sur le blé et qui ne serait remboursé qu'après la perception des droits à l'importation. L'Etat ne devait ainsi payer le bon en argent qu'après avoir touché le droit. Cela sauvegardait les intérêts du trésor ; mais ces bons auraient donné lieu à un trafic analogue à celui des acquits. L'exportateur eût cherché un importateur qui pût lui faire retirer le bénéfice que représentait le bon et pour prix du service rendu, il lui eût abandonné une partie de la prime. Les droits n'auraient pas été appliqués entièrement. Le remède proposé donnait les mêmes résultats que le système qui était en vigueur, mais par le moyen inverse.

En 1896, M. Viger eut l'idée de compléter l'admission

temporaire, en appliquant en France, le système allemand des bons d'importation. En Allemagne, les *Mühlenkonten* (comptes d'admission temporaire), fonctionnaient en même temps que les *Einfurscheine* (bons d'importation). La combinaison des deux systèmes donnait, paraît-il, de bons résultats dans ce pays ; on pouvait naturellement penser qu'il en serait de même en France. Il fallait d'abord commencer par réorganiser l'admission temporaire et notamment simplifier les dispositions ayant trait aux taux de blutage. M. Viger proposait de ne conserver que trois types. Le premier bluté à 30 0/0 donnait 70 kilos de farine et 28 kilos de son, les deux autres à 40 0/0 et 45 0/0 donnaient 70 kilos de farine à 60 et 55 0/0. En ce qui concerne les bons d'importation, il reprenait le système allemand. On fit observer que ces bons allaient être la source d'un nouveau trafic et que d'ailleurs ils ne fonctionneraient que dans les années d'abondance, ce qui pouvait engager les finances publiques. La proposition de M. Viger n'eut pas de suite.

Cependant, certains esprits pensaient qu'il serait bon de permettre l'exportation du blé que nous produisions en quantité. La crise semblait être en partie le résultat de l'engorgement de nos marchés. L'abondance de nos récoltes de 1898 et 1899 avait fait craindre un moment la surproduction. L'idée de dégager le marché en favorisant l'exportation, devait être fatalement reprise.

L'interpellation de MM. Rose et de Pontbriand, sur les abus auxquels donnait lieu l'admission temporaire, re-

mit en question tout notre régime douanier sur les céréales. La discussion s'étant élargie, la Chambre eut à se prononcer sur quatre propositions de loi.

MM. Andrieux et Gouzy voulaient donner au gouvernement le pouvoir d'élever et d'abaisser, par simple décret, les droits sur les blés, de façon à maintenir le prix de l'hectolitre entre 20 et 22 francs. C'était là, un système dangereux qui ne pouvait avoir grande chance d'aboutir. Il aurait apporté beaucoup de variabilité dans les tarifs. Or tout le monde était d'accord pour reconnaître, qu'il fallait leur donner une certaine fixité.

M. le comte de Pontbriand proposa la suppression pure et simple de l'admission temporaire. Les droits devaient être perçus à l'entrée, mais une prime égale serait accordée à la sortie. C'était une combinaison du drawbach et de la prime directe. Elle fut repoussée par la commission des douanes comme trop dangereuse pour le Trésor.

La discussion porta surtout sur deux projets moins radicaux. Ils laissaient, l'un et l'autre, subsister l'admission temporaire, dont on reconnaissait l'utilité, mais ils essayaient d'en prévenir les abus. Celui de MM. Papelier et Fenal tendait à l'établissement de bons d'exportation, celui de M. Debussy, organisait les bons d'importation. Sous deux formes diamétralement opposées, ces deux propositions avaient le même but : favoriser l'exportation du stock de blé qui engorgeait nos marchés. Ce fut le projet de M. Debussy qui l'emporta et qui fut, sauf quelques

modifications, adopté par la Chambre. A côté de l'admission temporaire qui subsistait, on organisait les bons d'importation. C'était un régime très voisin de celui qui était en vigueur en Allemagne.

Cette réforme constituait une importante innovation. C'était une affirmation nouvelle du régime protecteur ; mais elle faisait un pas de plus et semblait reconnaître le principe de la protection par les primes. Ce système offre de réels dangers pour les finances publiques qui peuvent se trouver ainsi obligées de payer des sommes considérables. Aussi le système des primes directes fut-il repoussé. On s'arrêta à celui des bons d'importation. Dans aucun cas le Trésor n'aurait à déboursier d'argent. On se contentait de donner, en guise de prime, un bon d'une valeur égale au montant du droit que la denrée exportée aurait payé à l'importation. Ce bon servirait à acquitter les droits sur certaines marchandises. En réalité, si le Trésor ne déboursait rien, il pouvait voir par le fait de ces bons, ses ressources diminuer et se trouver en déficit. Le système n'était pas d'une sécurité financière absolue. Cependant la Chambre adopta les bons d'importation en ce qui concerne le blé et la farine de blé.

Voici le texte du projet de loi qu'elle vota (1) :

ART. 1^{er}. — Jusqu'au 30 mars 1904, toute exportation de blé ou de farine de blé, quelle qu'en soit la prove-

(1) 7 juillet 1900.

nance donnera lieu à la délivrance, par la douane, d'un bon d'importation indiquant :

1° La quantité et le poids net de la denrée exportée ;

2° a) Pour le blé, la somme que cette denrée devrait payer à l'importation ;

b) Pour la farine, le chiffre qui sera déterminé par l'article 4. Ces chiffres indiqueront la valeur du bon.

Ce bon servira au porteur à acquitter les droits de douane sur le blé, café, thés et cacao.

Après l'expiration du délai ci-dessus stipulé, la présente loi, si elle n'est prorogée par aucune disposition législative nouvelle, cessera d'être applicable.

ART. 2. — Le bon d'importation peut être transféré au porteur.

ART. 3. — La validité du bon d'importation ne pourra excéder un an de la date de sa création.

ART. 4. — Un règlement d'administration déterminera selon le taux de blutage des farines de blé, le chiffre dont elles pourront bénéficier du bon d'importation ; les types de farine admis à la sortie seront les mêmes pour les bons d'importation que pour l'admission temporaire.

Le blé devra être d'essence tendre et indigène et de bonne qualité commerciale.

ART. 5. — Sont applicables à la présente loi l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1887 et l'article 14 de la loi du 12 janvier 1892.

Il paraissait évident que notre production était très suffisante pour nos besoins. Nous avons vu que les ré-

coltes de 1898 et 1899 avaient été très abondantes. D'un autre côté, nos importations étaient peut-être exagérées. Le droit de 7 francs ne jouait plus. Les prix sur notre marché n'étaient guère différents de ceux du marché mondial. L'admission temporaire aggravait la situation en créant, grâce au trafic des acquits une véritable prime à l'importation. L'établissement de bons créant au contraire une prime à l'exportation, allait permettre d'écouler à l'étranger l'excédent de nos récoltes. Le stock qui engorgeait nos marchés diminuant, les prix allaient se relever. Les droits joueraient plus efficacement. Toutefois, l'élévation des cours ne devait avoir rien d'alarmant pour le consommateur, puisque, en principe, les effets des bons ne se faisaient sentir que dans les années excédentaires ; les prix ne pouvaient augmenter beaucoup.

Indépendamment des dangers que présente le système des primes au point de vue international et qui résulte de représailles toujours possibles, il y en avait un autre, qu'il fallait éviter. Il résulte de ce fait que la spéculation peut exporter et importer sans tenir compte des besoins sérieux, uniquement pour toucher la prime et faire ainsi un plus ou moins grand bénéfice. Elle peut aussi, toujours à cause de la prime, provoquer des hausses ou des baisses en diminuant ou en augmentant le stock du marché. C'est pour éviter cet inconvénient que le projet de M. de Pontbriand, qui procédait de la prime directe, fut abandonné. La proposition de MM. Papelier et Fenal ne fut pas adoptée pour la même raison. Le bon d'importa-

tion semblait, au contraire, empêcher toute spéculation par cela seul qu'il exigeait une exportation préalable. Le système allait donc relever nos exportations de blé. L'admission temporaire ne permettait que celle des farines, et comme elle exigeait une importation, elle alourdissait le marché. Le bon fonctionnant, aussi bien pour le blé que pour la farine et supposant une exportation, allait au contraire diminuer l'encombrement. Les deux institutions pouvaient au surplus coexister. L'admission temporaire permettait la réexportation du blé étranger, sous forme de farine. Le bon permettait l'exportation du stock indigène qui alourdissait le marché.

On pensait que le bon d'importation conserverait sa valeur nominale, ce qui allait contribuer à maintenir celle de l'acquit-à-caution. Si ce dernier en effet venait à baisser il serait abandonné et on ferait usage du bon.

Tout d'abord, ce bon ne devait s'appliquer qu'aux exportations de farine. Ce système avait l'avantage de gêner un peu la spéculation et d'empêcher les sorties brusques et exagérées, mais il avait le tort de ne pas permettre aux contrées qui produisent beaucoup de blé l'exportation de leur excédent en grain, il donnait enfin, sur le marché, une trop grande influence à la meunerie. C'était une conséquence désastreuse. La minoterie ayant en effet intérêt à la baisse du grain, aurait cherché à maintenir des cours inférieurs. Au contraire, pour ce qui est de la farine, comme elle pouvait l'exporter grâce au bon, elle

aurait maintenu les prix. Le résultat pouvait se résumer dans une formule : pain cher, blé à vil prix. C'était donner à la meunerie le pouvoir de s'enrichir à la fois aux dépens du producteur et du consommateur. Il parut nécessaire d'accorder des bons d'importation, non seulement à la farine, mais aussi au grain. Cette disposition préservait du privilège de la minoterie et, comme elle facilitait les exportations du grain, il paraissait qu'elle dût avoir une influence plus immédiate sur la situation du producteur, puisqu'elle lui permettait de bénéficier lui-même et directement de l'institution.

Après avoir déterminé les denrées dont l'exportation allait donner lieu à la délivrance des bons, restait à désigner celles dont les droits pourraient être ainsi acquittés. Ce choix était assez délicat. Il fallait conserver en effet, au titre que la douane allait délivrer à l'exportateur, une valeur constante et sensiblement égale à sa valeur nominale.

De là la nécessité d'assurer à ces bons un emploi facile et immédiat, en les appliquant à des marchandises convenablement choisies et assez nombreuses pour en permettre l'utilisation de telle sorte que la demande fût supérieure à l'offre. D'un autre côté, il eût été dangereux d'autoriser ainsi l'entrée en franchise de denrées pouvant faire concurrence aux produits français. Il fallait autant que possible, n'autoriser l'emploi de ces bons que pour des marchandises étrangères n'ayant pas de similaires parmi les denrées indigènes. Certains produits exotiques

répondaient parfaitement à ce desideratum, et l'on décida que les bons d'importation pourraient servir à acquitter les droits sur le café, le thé et le cacao, et aussi sur les blés. Cette dernière disposition ne se trouvait pas dans le projet primitif ; elle offrait certains avantages.

Les bons d'importation n'étaient pas sans présenter quelques dangers pour le Trésor. Ce système adroitement combiné, n'exigeait pas de débours, mais il pouvait, en cas de récolte abondante et d'exportation considérable, être la cause d'un déficit par suite d'une diminution de recettes. Il y avait, là, une hypothèse inquiétante, pour l'éviter, on autorisa l'application des bons d'importation au blé. La France, disait-on, n'est pas encore exportatrice. Tantôt ses récoltes sont supérieures à ses besoins, tantôt elles sont inférieures. En organisant les bons d'importation applicables au blé, l'équilibre s'établira tout naturellement, l'exportation de cette céréale étant facilitée en temps d'abondance, l'importation ayant lieu en franchise en temps de rareté.

Pour le Trésor l'avantage était évident, puisque les recettes sur les cafés, etc., ne seraient mises à contribution que subsidiairement, car on pensait que les entrées de blé suffiraient, très probablement, à utiliser tous les bons délivrés. On ne pouvait objecter que le Trésor perdrait le montant des droits sur le froment introduit ainsi, puisque, en cas de disette, les droits sont généralement suspendus ou diminués. Le système avait au contraire l'avantage de ne plus permettre à la spéculation d'abuser

de ces suspensions. Il est inutile d'insister sur les avantages que le bon pouvait avoir au point de vue commercial. Ils se produisaient, pour ainsi dire, automatiquement et résultaient de ce que l'institution favorisait l'exportation en cas d'abondance, l'importation en cas de disette.

Le système proposé paraissait parfait.

Il avait des partisans d'autant plus déterminés, que, se rapprochant beaucoup du système allemand, il semblait avoir reçu de l'autre côté du Rhin la consécration de l'expérience.

L'Allemagne protège ses producteurs de blé par un droit de 5 marks qui n'est en réalité, par suite de l'application du tarif conventionnel, que de 3 m. 50. En 1884, elle établissait une institution analogue à notre admission temporaire, les « Muhlenkonten » (comptes de meunerie). L'administration peut accorder à certains minotiers le droit d'entrer en franchise, du blé qui doit être réexporté sous forme de farine. Ce privilège n'est accordé qu'à un petit nombre de bénéficiaires offrant toutes les garanties désirables et il peut être révoqué. Le compte de meunerie a donc un caractère exceptionnel, c'est une faveur. Lorsque celui qui en bénéficie fait entrer une quantité de blé, il la prend en charge sur son compte, lorsqu'il fait sortir de la farine elle est mise en décharge. Le 20 du 4^e mois qui suit l'expiration de chaque trimestre on rapproche les charges des décharges et la différence, s'il y en a une, est soumise au droit simple.

En principe, le blé importé ne peut être vendu sur le marché, que sous forme de farine. Cette mesure a été prise pour éviter les entrées exagérées de grains dans un but de spéculation. De plus, l'administration s'assure que le blé importé est introduit directement dans l'usine du titulaire du compte et que les farines mises en décharge en viennent aussi. Toutes ces précautions sont de nature à empêcher le blé ainsi importé en franchise de peser sur le marché.

Depuis 1894, à côté des Muhlenkonten fonctionnent les Einfuhrscheine d'une portée d'application générale. L'établissement de ces bons fut rendu nécessaire par les faits eux-mêmes. Prise dans son ensemble, l'Allemagne est loin de suffire à sa consommation de blé, mais certaines régions, le Nord et l'Est, ont une production très excédentaire, alors que le Midi et l'Ouest sont déficitaires.

Avant l'établissement des droits protecteurs la situation était très simple. Le Nord exportait ses blés tendres en Angleterre et en Norvège, car ils y étaient appréciés. Le Midi importait par Anvers et Rotterdam les blés durs qu'il préférait.

Après l'établissement des droits protecteurs, les provinces du Nord ne trouvèrent plus à exporter leur excédent de récolte. L'importation de celles du Midi était gênée. Les blés des provinces septentrionales ne venaient qu'à grands frais sur les marchés méridionaux et, comme ils étaient d'essence tendre et qu'ils ne convenaient pas au goût des consommateurs du Midi, les marchés étaient encombrés et les cours restaient bas.

Il fallait rendre au Nord et au Midi leur ligne d'exportation et d'importation naturelle. Les bons utilisables dans toute l'étendue de l'Empire devaient atteindre ce résultat. Le mécanisme de l'opération est des plus simples. Le commerçant du Nord qui exporte par Dantzig, reçoit un titre qui lui permet de faire entrer en franchise une quantité de blé égale à celle qu'il exporte. Généralement l'exportateur ne fait pas lui-même l'importation. Il cède son titre à un commerçant du Midi qui se charge de l'utiliser. Le bon d'importation est un papier d'échange nominatif, non transmissible, sauf une fois, avec lequel on peut acquitter certains droits. L'établissement de ces bons présentait un triple danger.

Comme ils étaient délivrés en cas d'exportation de diverses céréales, il était à craindre que la spéculation n'abusa de la prime pour exporter, par exemple, beaucoup de blé, toucher ainsi une prime relativement élevée, et introduire ensuite de grosses quantités de grains inférieurs. Afin d'éviter cet inconvénient, l'acquittement des droits de douane par le bon ne fut possible que pour des céréales de même nature que celles exportées. Il fallait prévenir l'agio sur les bons et leur dépréciation ; on décida qu'ils seraient applicables à certaines denrées convenablement choisies (thé, café, cacao) pour en assurer l'utilisation facile, sans priver pour cela les producteurs nationaux de la protection. Grâce aux emplois, que ces bons peuvent trouver, leur débouché est assuré, aussi leur valeur réelle est-elle très rapprochée de leur valeur

nominale. Ils sont cotés généralement de 3 m. 44 à 3 m. 49 au lieu de 3 m. 50. Il n'y a donc aucune spéculation possible, d'autant que leur transmission se fait par l'intermédiaire d'une barque qui se contente d'un très petit bénéfice. Enfin on se préoccupa de parer à tout danger financier. On comprit, en effet, que le système des bons pouvait entraîner un déficit pour le Trésor. On fit observer que cela ne se produirait que, dans le cas où les exportations seraient supérieures aux importations ; ce n'était pas le cas de l'Allemagne. Cependant la question fut très vivement agitée et, il est très important de connaître la solution que l'on adopta. Quelque invraisemblable que fut pour ce pays l'hypothèse d'une surproduction prochaine, on inséra dans la loi une disposition d'après laquelle les bons cesseraient d'être applicables dès que les importations seraient inférieures aux exportations.

Tel qu'il est organisé le système fonctionne à la satisfaction des principaux intéressés. Il exige une sortie préalable et dégage le marché. Il ne donne pas lieu à la spéculation. Enfin il n'entrave pas la protection douanière. Il y avait tout lieu d'espérer qu'il aurait en France le même résultat, et c'était là un des arguments que l'on faisait volontiers valoir pour son adoption.

En France, disait-on, la situation est la même qu'en Allemagne. Les départements du Nord produisent beaucoup et exportent, ceux du Midi produisent peu et importent. Cependant il faut remarquer que chez nous,

l'admission temporaire fonctionne sans restriction et que nos récoltes, bien supérieures à celles de l'Allemagne, sont très près de suffire à nos besoins parfois même les dépassent.

L'Allemagne, au contraire, produit beaucoup moins qu'elle ne consomme, de sorte que ces importations sont 10 à 15 fois supérieures aux exportations. Aussi, les Einfuhrscheine ne sont-ils réellement que des bons d'importation. Ils servent en grande partie à acquitter les droits sur le froment dont le pays a besoin. En réalité, il se produit un échange de blé et rien de plus. Le Trésor ne perd ni ne gagne. Si les bons d'importation n'existaient pas en effet, le Nord ne pourrait exporter. Il serait obligé d'envoyer ses blés au marché du Midi, qui n'importerait pas, et cette opération gênerait le commerce. Les bons rendent aux relations commerciales leur élasticité. La France n'était pas franchement et nettement importatrice, les raisons de décider n'étaient pas les mêmes. C'était cependant le système dont la Chambre des députés proposait l'adaptation à la législation française. On faisait à ce projet un certain nombre d'objections. Il créait une sorte de prime en faveur du blé. De plus, il tendait à l'établissement d'une loi de circonstance qui ne devait s'appliquer que dans les années excédentaires. Il ne pouvait régulariser les cours, car il encourageait la spéculation. Enfin, ce bon d'une valeur de 7 francs, qui imposait au Trésor une perte égale, ne serait d'aucune utilité au producteur et profiterait surtout aux minotiers, intermédiaires et spéculateurs.

Lorsque le projet fut discuté devant le Sénat, ces inconvénients parurent si importants que les bons d'importation furent repoussés par cette assemblée.

Il apparut comme certain, que leur établissement ne pouvait manquer de présenter tous les dangers inhérents à la protection par les primes. Un pareil système était d'autant moins justifié que le blé était déjà protégé par des droits élevés. On faisait à ces derniers le reproche de pousser à la surproduction. Ils n'avaient cependant d'autre but que de favoriser nos producteurs sur leur propre marché. Il n'est pas absolument exact de dire qu'ils poussent par eux-mêmes à trop produire, car, à notre consommation ils opposent notre production et il n'y a rien de chimérique à vouloir établir une certaine proportionnalité entre ces deux termes. Les primes à l'exportation agissent autrement. Par des moyens artificiels, elles nous amènent à produire plus qu'il ne faut pour nos besoins, car elles facilitent le placement de nos produits à l'étranger, et qu'à notre production elles opposent la consommation indigène et aussi celle de l'étranger. Lorsque l'exportation ne sera plus possible (ce qui ne peut manquer d'arriver), nos producteurs verront le marché engorgé, les prix s'avilir et la crise sera d'autant plus douloureuse qu'ils auront profité davantage de la prime pour augmenter leur récolte.

Ce système est d'autant plus mauvais qu'il trouble profondément le libre jeu des relations commerciales, qu'il appelle des représailles et qu'il crée un régime artificiel

dont tout le monde souffre. Les difficultés que l'adoption des primes a créées en ce qui concerne les sucres ne sont pas pour encourager à les appliquer au blé.

Nous avons vu que les droits à l'importation relèvent légèrement les prix, que par là ils nuisent au consommateur, mais en tous cas, s'ils procurent un avantage, nos producteurs en profitent et en somme, le sacrifice n'est pas inutile.

La prime relève aussi les prix, mais, cette fois, ce n'est pas le producteur qui bénéficie du sacrifice imposé à la masse de ses concitoyens. Ceux qui en profitent, ce sont surtout les consommateurs étrangers, qui, grâce à la prime que nous payons, s'approvisionnent à meilleur marché ; ce sont aussi les intermédiaires, commerçants et spéculateurs. L'agriculteur ne retirera qu'un petit avantage des bons d'exportation, il exporte rarement lui-même, s'il le fait, il ne peut utiliser directement les bons.

Au surplus, il n'est pas sûr qu'ils aient une utilité quelconque dans un pays, comme la France, qui n'est ni franchement exportatrice, ni franchement importatrice de blé. On ne peut, en effet, penser les voir fonctionner sérieusement comme prime à l'exportation.

Nous ne pouvons lutter sur les places étrangères contre la production de pays plus favorisés, puisque nous avons besoin d'être protégés même sur nos propres marchés. Il n'est enfin que trop évident que, malgré les primes, nos commerçants ne peuvent lutter contre la puissance des trusts du Nouveau-Monde.

Si nous voulons, au contraire, faire fonctionner ces bons comme primes à l'importation, ils n'auront aucun avantage, puisque nous nous suffisons et que notre demande à l'étranger est peu considérable.

A cause de cela, nous courons précisément le risque de voir, par suite de la spéculation, les exportations dépasser de beaucoup les importations et, de ce chef, nos finances peuvent se trouver plus ou moins engagées.

Il faut bien en effet, reconnaître que si les bons d'importation semblent favoriser fort peu les exportations sérieuses, ils sont très favorables à celles qui n'ont pour but que la spéculation sur la prime. N'est-il pas à craindre que cette prime ne permette aux spéculateurs d'exporter pour diminuer notre stock et amener une hausse dont ils seront les premiers à bénéficier (1).

Le rapport de la commission des finances au Sénat était très explicite. Il montrait le danger que pouvait avoir pour le Trésor, l'adoption de cette proposition de loi. Il faisait observer qu'il y avait, sur nos marchés, avant la récolte de 1900, un stock supérieur à nos besoins de 16.188.000 quintaux : si ce blé avait été exporté avec bons d'importation, le Trésor aurait déboursé 113.316.000 francs. Après la récolte, le déficit étant de 13 millions de quintaux, l'Etat aurait de ce fait perçu environ 72.000.000 de francs. Le déficit pour le Trésor eût été en définitive de 41 millions. Encore faut-il supposer

(1) Couteau, séance du 4^{er} mars 1901.

que les droits eussent été maintenus dans leur intégrité, ce qui aurait fort bien pu ne pas se produire. Enfin, la loi s'appliquant à l'Algérie, cette dernière préférerait vendre son blé à l'étranger, avec prime, que chez nous, sans prime ; comme cette colonie exporte environ tous les ans un million de quintaux, le Trésor devrait payer 7 millions de francs. Cette objection d'ordre financier est des plus importantes, elle a eu une grande influence sur le vote du Sénat. Cette assemblée pensa que, si le législateur avait la faiblesse d'accorder les primes à l'exportation de blé, il se verrait obligé d'en établir pour tous les produits dont le marché serait par la suite encombré. C'était là une politique financière et douanière inacceptable. Au surplus, il n'était pas sûr que ces bons eussent pour résultat la suppression des inconvénients de l'admission temporaire : trafic et fissures.

On invoquait l'exemple de l'Allemagne, qui les avait établis précisément pour éviter la spéculation sur les acquits et, où le résultat paraissait être atteint. Il en serait très probablement de même en France ; les spéculateurs allaient renoncer à opérer sur les acquits. Il est vrai que ce serait pour agir désormais sur les bons, car le bénéfice avec ces derniers serait de 7 francs alors qu'avec les acquits il n'était que de 4 francs environ. Les spéculateurs ne pourraient hésiter et leur effort se porterait d'autant plus volontiers sur les bons d'importation que ces derniers aggravaient précisément les fissures qu'ils avaient pour but de prévenir.

En effet, 100 kilos de farine à 50 0/0 d'extraction devaient toucher, à l'exportation, une prime de 14 francs avec laquelle le meunier pouvait faire rentrer 200 kilos de blé, dont il tirait de nouveau 100 kilos de farine 50 0/0 qu'il exportait, d'où nouvelle prime de 14 francs ; mais 200 kilos de blé donnant à la mouture 140 kilos de farine et 56 de son, chaque fois que le meunier exporterait 100 kilos de farine 50 0/0, il toucherait la prime de 14 francs et garderait par devers lui 40 kilos de farine et 56 de son qui ne payeraient absolument aucun droit. L'établissement des bons d'importation se heurtait donc, en France, aux plus graves difficultés pratiques et n'avait même pas l'avantage de remédier aux abus de l'admission temporaire. Le Sénat les repoussa, mais il renvoyait à la commission des douanes un projet de loi de M. Charles Prevet tendant à la suppression de l'admission temporaire et organisant un système nouveau de bon d'importation. La Chambre reprenait, presque aussitôt, la discussion sur l'admission temporaire à propos du projet de loi déposé par M. Dupuy, ministre de l'agriculture (1). M. Castillard élaborait un contre-projet, qui ne différait de celui du gouvernement que parce qu'il déclarait explicitement que le titre de perception, établissant que les droits à l'importation avaient été payés, était incessible. Le projet du gouvernement et la proposition de M. Castillard furent renvoyés à la commission des douanes qui les mô-

(1) 7 juillet 1900.

difia quelque peu. Pendant la discussion, M. Thierry déposait un nouveau contre-projet. La Chambre se trouvait donc en présence de quatre rédactions différentes.

Le projet du gouvernement, exigeant le paiement intégral de droits à l'importation du blé admis temporairement, créant un titre de perception cessible, mais établi de façon à empêcher les abus et à permettre le remboursement des droits, le cas échéant. La mise en entrepôt n'était plus considérée comme exportation.

Le contre-projet de M. Castillard ne différait que par la déclaration expresse qu'il faisait de l'incessibilité du titre de perception. Le texte de la commission des douanes n'exigeait pas le paiement de droits à l'entrée. En revanche, pour prévenir la fraude, il organisait une surveillance sévère sur les blés admis temporairement et pour cela, soumettait la meunerie à l'exercice. Ces trois rédactions s'inspiraient des mêmes idées et tendaient au même but : la réorganisation de l'admission temporaire.

Le projet de M. Thierry semblait déplacer la question et revenait à la création des bons d'importation. Après l'échec que cette proposition avait déjà subi au Sénat, adopter cette rédaction, c'était décréter le maintien du *statu quo*. Le contre-projet de M. Thierry fut repoussé.

La Chambre était pénétrée de la nécessité de régler sévèrement l'admission temporaire. Elle prit, dans les projets proposés par M. Castillard et par la commission des douanes, les mesures qui lui parurent les plus propres à atteindre ce but. Les droits devaient

être payés à l'entrée en France. Le meunier importateur recevait un titre de perception incessible, dont le montant devait lui être remboursé à l'exportation réelle qui devait avoir lieu dans les deux mois de la délivrance du titre. Les blés importés devaient être dirigés directement sur l'usine et les produits obtenus devaient être exportés de même. La douane avait droit de contrôle sur toutes les opérations, même dans l'usine. C'était organiser l'exercice. Enfin la Chambre adoptait l'amendement de M. Lucien Cornet, décidant que la sortie des farines ne pouvait s'effectuer que par le même bureau de douane où avait eu lieu l'importation.

Le régime proposé était très rigoureux, il se rapprochait beaucoup du drawbach, organisait l'exercice, revenait au système des zones et à celui de l'identique quant au produit, combiné avec celui de l'identique quant à la personne.

Ce projet fut modifié par le Sénat qui l'atténua un peu. Cette assemblée pensa qu'il suffisait d'exiger le paiement des droits à l'entrée, d'organiser la surveillance de la douane et d'établir le système de l'identique quant à la personne, pour prévenir les abus. Elle abandonnait le régime des zones et celui de l'identique quant au produit, mais en revanche elle organisait avec beaucoup de détails les trois garanties qu'elle entendait conserver. Voici le texte de la loi votée par le Sénat en novembre 1901 et sanctionné par la Chambre le 29 janvier 1902.

Texte de la nouvelle loi.

ART. 1^{er}. — Le régime de l'admission temporaire, organisé par les lois des 5 juillet 1836 et 11 janvier 1892, est modifié comme suit.

Le montant des droits de douane des blés étrangers présentés à l'admission temporaire, devra être consigné au moment de l'importation.

Il sera délivré au meunier importateur, après conduite directe du blé dans son usine, un titre de perception incessible, dont le montant lui sera remboursé par la douane, au prorata des quantités de farine, de semoule, de son et de produits alimentaires dérivés du blé énumérés à l'article 2, qu'il aura exporté postérieurement à la création du titre et d'après les taux de compensation actuellement en vigueur, ou qui seraient ultérieurement établis par décret.

ART. 2. — Faute de réexportation des farines, de semoule et de son par l'importateur dans les deux mois qui suivraient la délivrance du titre de perception, le montant des droits sera acquis au Trésor.

Ce délai sera toutefois porté à 4 mois lorsque le meunier importateur aura, avant l'expiration des deux mois, justifié, près de la douane d'importation qui procédera à la vérification des produits, du transport de semoule ou de farine provenant de son usine, chez un fabricant de pâtes alimentaires, de biscuits de mer ou de biscuits sucrés. Celui-ci aura alors à faire constater, sur le titre de perception, la sortie des produits de sa fabrication, dont

l'exportation permettra le remboursement des droits consignés.

Pourront donner lieu au remboursement des droits consignés, les produits qui auront été expédiés directement des minoteries ou des fabriques de produits alimentaires vers le bureau de sortie. Ce remboursement aura lieu dans les trois jours de la remise du titre de perception au bureau d'émission.

ART. 3. — La réexportation des farines, semoules, sons et produits alimentaires dérivés du blé, pourra s'effectuer par tous les bureaux d'entrepôt réel et par tous les bureaux ouverts soit au transit, soit à l'entrée des marchandises payant plus de 10 francs par 100 kilos.

ART. 4. — La mise en entrepôt de farines, semoules, sons et produits alimentaires dérivés du blé, provenant de blés qui auront donné lieu à un titre de perception ne sera pas considérée comme exportation.

ART. 5. — Le meunier soumissionnaire devra entrer directement dans son usine les blés importés ; il devra également en sortir les produits fabriqués pour les exporter directement soit vers le bureau de sortie, soit vers la fabrique de produits alimentaires, suivant l'exception prévue au paragraphe 2 de l'article 2. La douane aura le droit d'exercer son contrôle sur toutes ces opérations.

ART. 6. — En cas de fausse déclaration, quant au poids, à l'espèce ou à la qualité des produits présentés à l'exportation, les contrevenants seront passibles des pénalités édictées par l'article 17 (paragraphe 1^{er} de la loi

du 21 avril 1898 (1), et l'art. 1^{er}, section II de la loi du 5 juillet 1836) (2).

Les consignataires qui, contrairement aux dispositions de l'article 5 de la présente loi, auraient fait de fausses déclarations d'expédition afin d'obtenir indûment le remboursement des droits, seront passibles d'une amende égale à la somme consignée.

ART. 7. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

ART. 8. — Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

En somme, le régime nouveau équivalait à la suppression de l'admission temporaire ; elle ne subsiste guère plus que de nom, puisque désormais les droits seront consignés dès l'importation.

La loi nouvelle est vivement critiquée, on prétend qu'elle va être désastreuse pour la meunerie et qu'elle ne profitera pas à l'agriculture. Nous n'irons pas jusqu'à prétendre qu'elle soit favorable à la minoterie, mais il nous paraît exagérer de soutenir qu'elle ait manqué son but et qu'elle ne serve pas à l'agriculture. Le législateur voulait empêcher les abus de l'admission temporaire, assurer le paiement intégral des droits sur les blés entrant et restant en France. On a voulu ramener l'institution à sa destination première et c'était justice. Pour arriver à ce résultat les décrets de 1896 et 1897 avaient modifié

(1) ART. 17. — Les fraudes et fausses déclarations par lesquelles on chercherait à s'attribuer une prime de sortie hors les cas où elle est due d'après la loi, seront punies de la confiscation des marchandises présentées et d'une amende égale à la dite prime.

(2) Article 1, section II de la loi du 5 juillet 1836. — Amende égale au triple de la somme que la fausse déclaration a fait obtenir.

le régime des taux de blutage. Ils n'avaient pas atteint le but, parce que, prétendait-on, il se produisait des fraudes ; l'apurement ayant lieu avec des farines de taux inférieur et même avec des farines de grains grossiers. On est allé jusqu'à demander l'établissement d'un bureau d'analyse. Il semble cependant que ces fraudes soient assez difficiles, en tous cas c'est à l'administration de les prévenir. Il est au surplus permis de penser que le commerce sérieux s'accommode fort peu des risques que comportent de pareilles opérations.

La législation de 1902 complète les décrets de 1896 et 1897, elle doit empêcher le trafic des acquits-à-caution, empêcher aussi le blé admis temporairement d'influer sur le marché.

Les dispositions de la loi nouvelle semblent bien devoir atteindre le but. La consignation des droits à l'entrée impose déjà un frein aux spéculations que nous avons décrites et qui étaient facilitées, par ce fait, que le Trésor était, en ce qui concerne le paiement de droit, le véritable banquier des spéculateurs. Le titre de perception est désormais incessible, ce qui supprime tout trafic. Enfin les dispositions de l'article 5 empêchent désormais de faire servir le stock de froment admis temporairement à agir sur le marché. L'article 6 punit ceux qui ont fait de fausses déclarations sur le poids, l'espèce et la qualité des marchandises présentées à l'exportation. Désormais, toutes les précautions semblent bien prises et s'il se produisait quelques abus, ils auraient un caractère frauduleux et, croyons-nous, exceptionnel.

AUTRES RÉFORMES

Crédit agricole. — Warrants. — Organisation de la vente. — Magasins à blé. — Offices de renseignements agricoles.

Les réformes douanères, par lesquelles le législateur a essayé de relever les prix du blé, sont surtout destinées à isoler notre marché. Il a fallu recourir à des mesures d'un ordre tout différent et qui ont pour but d'aider l'agriculture à supporter la baisse. Ces dernières ne sont pas sans doute un remède radical, mais il semble qu'elles doivent être un palliatif de quelque efficacité. Aujourd'hui, grâce aux droits protecteurs, grâce aussi aux moyens de culture perfectionnés, le chiffre de notre production est considérable. On peut encore espérer de meilleurs résultats en augmentant les rendements. Cet accroissement, permettant de diminuer, dans une certaine mesure, les frais de production, serait un moyen, non pas de relever les prix, mais d'arriver à produire dans de telles conditions que, malgré la baisse, la vente des récoltes fut encore rémunératrice. On comprend sans peine, que la diminution des frais de revient, soit un excellent remède contre l'avalissement des cours.

Il est donc évident, que les cultivateurs ont intérêt à

rompre avec la routine et à faire, dans la mesure du possible, de la culture intensive. Mais il ne faut s'engager dans cette voie qu'avec prudence. L'agriculture souffre parce qu'elle vend mal ses produits et non parce que ses récoltes sont mauvaises. On fait observer aussi que le cultivateur doit, avant tout, chercher à obtenir, sur son exploitation, le maximum de produit net en argent. Or la culture intensive, qui permet de réaliser le plus grand produit net en nature, peut très bien ne pas augmenter la valeur de la récolte en argent. Il suffira pour cela qu'il y ait une baisse. C'est précisément à ce phénomène qu'est due la crise actuelle. Or l'avilissement des prix pèse plus lourdement sur la culture intensive que sur la culture extensive. Si cette dernière donne des récoltes peu abondantes, elle permet de les obtenir à peu de frais : de sorte que, son produit net représente une forte proportion du produit brut, généralement 50 0/0. Au contraire, les dépenses de la culture intensive sont considérables et le rapport du produit net est le plus souvent moins élevé, 20 à 30 0/0.

Le premier de ces procédés permet de supporter plus facilement la baisse, par cela seul qu'il donne un produit net relativement plus considérable.

Cette théorie comporte une part de vérité, il est évident que les cultivateurs ont intérêt à adopter le système d'exploitation, qui permet d'obtenir le maximum de produit net en argent ; mais il est permis de penser que parfois

la culture intensive judicieusement appliquée, est un excellent moyen d'arriver à ce résultat.

Malheureusement, elle ne peut être employée qu'avec beaucoup de prudence et elle n'est pas toujours possible. De la part du cultivateur, elle demande une grande compétence, une application constante, la possession de fonds de roulement parfois élevés. Elle exige enfin un sol et un climat propices. Il y a là une double série de conditions qu'il est difficile parfois de réaliser.

Dans beaucoup de nos départements, les procédés de la culture nouvelle appliqués sans mesure, donneraient des résultats mauvais, en tout cas hors de proportion avec l'effort. Il ne faut pas conclure, cependant, que dans ces pays, il n'y ait aucun progrès à faire, aucune amélioration à tenter. Bien au contraire, les perfectionnements cultureux, l'emploi des engrais, celui des machines peuvent rendre de grands services. Mais ces transformations, le cultivateur prudent ne les fait que petit à petit. En agriculture, on ne saurait improviser, tout y est une œuvre de longue haleine.

On doit compter avec les facteurs de la production sur lesquels l'homme n'a aucune prise, et dont la nature ne lui a pas révélé le secret. Il n'est pas de région, où l'on ne puisse citer les déboires de certains propriétaires, qui ont appliqué avec exagération les théories de la culture intensive et qui ont obtenu des résultats pratiques dérisoires. Nulle part, en effet, la différence qui sépare la théorie de la pratique, n'est aussi marquée qu'en agricul-

ture. Les cultivateurs le savent bien ; aussi sont-ils méfiant à l'endroit des innovations qu'on leur propose. Pour eux, rien ne vaut l'expérience que donne une longue et patiente observation. On taxe volontiers les campagnes de routine ; c'est un peu à tort. Elles ne demandent, en effet, qu'à profiter des améliorations, mais encore faut-il leur laisser le temps d'en faire l'expérience. Si dans certaines contrées la culture est encore en retard, c'est que le plus souvent les conditions naturelles ne se prêtent pas au progrès. On comprend que le propriétaire de terres riches et profondes fasse des avances considérables au sol. Il retrouvera largement les capitaux employés.

Il faut se montrer plus avare vis-à-vis des terres pauvres, qui, à cause de leur constitution naturelle, ne peuvent profiter que dans une faible mesure des sacrifices consentis. Si la culture intensive aide à combattre l'aviilissement des cours, elle n'est pas à la portée de tous ; il faut donc essayer de trouver un remède d'une application plus générale.

On a justement remarqué que nos récoltes étant abondantes, nos efforts devaient tendre, non pas à améliorer la production, mais à organiser la vente de façon à permettre l'écoulement des produits à un prix rémunérateur. Cette idée paraît devoir être féconde. Depuis longtemps déjà, on s'est préoccupé d'améliorer les conditions de la culture ; il y a quelques années à peine que l'on pense à modifier celles de la vente. Il est navrant de constater que le producteur de blé occupe sur le marché

une très mauvaise position. Il est toujours mal renseigné. Il ne connaît pas le chiffre des récoltes, ignore les besoins de la consommation et ne se préoccupe même pas du rapport qui peut exister entre les deux termes de cette comparaison. En revanche, il a, comme contre-partie, des commerçants éclairés et bien placés pour discuter les prix, ou des spéculateurs peu scrupuleux dont il devient la victime. Il est anormal que le producteur ait ainsi sur le marché une place insignifiante et qu'il n'ait aucune influence sur la formation des cours.

On a remarqué aussi que le blé était bon marché alors que le pain était cher. La cause de ce phénomène, c'est qu'il n'y a pas entre le producteur et le consommateur des rapports normaux. Ces relations sont faussées par les agissements d'intermédiaires, qui ne cherchent qu'à spéculer, à s'enrichir aux dépens de ceux qui produisent et de ceux qui consomment. Pour rétablir le marché dans ses conditions naturelles et assurer l'équilibre entre l'offre et la demande, il faut permettre au producteur de discuter utilement les prix et lui donner les moyens de combattre l'influence de la spéculation.

Un premier progrès fut réalisé le jour où l'on comprit les avantages que l'agriculture pouvait retirer du crédit organisé, sous cette forme, si féconde dans son application au commerce, qui repose sur la confiance personnelle des parties. Il n'était nullement question de faciliter le crédit immobilier ou hypothécaire. C'est un système onéreux, se pliant mal aux circonstances, offrant

même quelques dangers. On voulait donner aux cultivateurs, même aux plus infimes, la possibilité de se procurer facilement et à peu de frais les quelques capitaux dont ils pouvaient avoir besoin pour améliorer leur exploitation. Souvent, en effet, faute d'une avance insignifiante, ils ne peuvent faire certaines dépenses qui augmenteraient sensiblement leurs bénéfices. Mais il était difficile d'organiser le crédit agricole.

On se heurtait d'abord à une série d'objections d'ordre général. L'emprunt est fréquemment considéré comme une cause de la ruine des agriculteurs, et l'on sait les ravages que l'usure a fait dans les campagnes. Dans certains pays l'agriculture est encore écrasée sous le poids de ses dettes. On craignait qu'il fût dangereux de lui permettre d'en contracter de nouvelles. Ces critiques étaient exagérées. L'organisation du crédit agricole devait mieux que toutes les lois répressives empêcher l'usure. C'était là un premier résultat très appréciable. De plus, si l'on se préoccupait de mettre le crédit à la portée de tous les cultivateurs, on prenait soin de les garantir contre leur propre entraînement et d'empêcher les emprunts trop considérables.

Ces objections écartées, on se trouvait en présence de difficultés pratiques. Il ne pouvait être question d'appliquer à l'agriculture un crédit à terme relativement court, comme en matière commerciale. Le cultivateur n'emprunte en effet, le plus souvent, que pour faire des avances à la terre. Ce n'est donc qu'après la récolte,

lorsqu'il a été lui-même remboursé, qu'on peut raisonnablement lui demander de se libérer. Le crédit agricole devait être à long terme ; il pouvait être mobilier ou personnel : mobilier, quand les garanties du prêt étaient des meubles ; personnel, quand il ne reposait que sur la confiance des parties. Le législateur a voulu l'établir sous ces deux formes.

En ce qui concerne la première, la loi du 18 juillet 1889, réduisant le privilège du bailleur de fonds, est venu augmenter le crédit du fermier, celle du 18 juillet 1898, organisant les warrants agricoles, permet d'emprunter facilement en donnant les récoltes comme gage. L'agriculteur peut désormais warranter ses produits, il crée ainsi un titre qu'il peut faire escompter.

La loi de 1898 vient déroger aux principes généraux du Code civil, en ce sens, que les récoltes constituées en gage restent entre les mains de l'emprunteur. Cette loi n'a pas produit les résultats qu'on attendait. Le warrantage est difficile et trop coûteux. De plus, la facilité de conserver le gage est, sans doute, une bonne chose pour l'emprunteur, mais elle diminue les garanties du prêteur qui se méfie. Enfin on n'a pas voulu adopter pour le warrant agricole, la même forme que pour le warrant commercial, on a cherché à simplifier et l'on a supprimé le récépissé. La réforme a été mauvaise. Le cultivateur ne peut, en effet, vendre facilement la récolte warrantée. Le système offre donc quelques inconvénients et l'on s'explique le peu de succès qu'il a eu dans le monde agricole.

Une proposition de loi tendant à faire disparaître ces inconvénients a été récemment déposée sur le bureau de la Chambre (1).

Au contraire, le crédit agricole personnel semble être plus pratique et plus efficace. Il a suffi pour l'organiser, de recourir à la mutualité ou à la coopération. Déjà sous l'empire de la loi du 24 juillet 1867, il y avait plusieurs sociétés de crédit agricole mutuel. La loi du 5 novembre 1894, organisant les caisses locales de crédit agricole, avait pour but d'en faciliter l'éclosion. Ces nouvelles sociétés étaient formées par le groupement des cultivateurs déjà syndiqués. Pour faciliter leur fonctionnement la loi du 6 août 1895 les autorisait à emprunter aux caisses d'épargne. Celle du 31 mars 1899 groupait les caisses locales autour de caisses régionales. Ces nouveaux rouages servent de trait-d'union entre les sociétés locales de leur circonscription et au besoin leur fournissent des fonds. Ces caisses régionales sont alimentées par les ressources prévues dans la loi du 17 novembre 1897 sur le renouvellement du privilège de la Banque de France (2). Enfin les lois du 25 décembre 1900 et 20 juillet 1901 sont venues retoucher quelques détails de cette organisation. Il est actuellement question d'y apporter quelques perfec-

(1) Par M. Chastenet, 21 juin 1901.

(2) La Banque de France doit verser à l'Etat une redevance annuelle égale au huitième du produit de l'escompte, mais jamais inférieure à 2 millions. Elle s'est engagée à faire dans l'intérêt des caisses régionales une avance de 40 millions.

tionnements. Au 31 décembre 1900, il y avait en France 552 caisses de crédit agricole se décomposant ainsi :

Caisses régionales, loi de 1899.	37
« locales « 1894.	189
« « loi du 4 juillet 1864.	326

Les avances faites aux caisses régionales étaient pour 1900 de 612.250 francs et pour 1901, jusqu'au 15 mai seulement, de 1.261.550 francs. Pour 1900, les avances faites aux sociétés locales ont été de 373.346 fr. 95 (1).

La création de ces organes de crédit est utile à l'agriculture en général, elle l'est à un point de vue spécial pour le producteur de blé. Nous avons vu que ce dernier était parfois la proie de la spéculation. Il est souvent à court d'argent et, comme il a cependant besoin de quelques capitaux, il se voit obligé de vendre sa récolte à un prix inférieur. Il ne peut attendre et, faute d'avances, il vend le plus souvent à contre-temps. La spéculation profite de cette situation pour acheter à bas prix et frustrer le producteur. Plus tard, elle revend en hausse au détriment du consommateur. Le cultivateur affilié à une caisse de crédit trouvera facilement et à peu de frais les quelques capitaux dont il a besoin. Il ne sera plus pressé de vendre, il pourra choisir son moment et sera mieux placé sur le marché pour obtenir un prix rémunérateur.

C'est là une première amélioration ; on peut encore en réaliser d'autres et, durant ces dernières années, il

(1) Rapport au Président de la République par le ministre de l'agriculture, *Bulletin du ministère de l'agriculture*, 1901.

semble que les efforts de ceux qui s'intéressent à l'agriculture aient surtout porté vers une meilleure organisation de la vente. En 1900, le congrès de Versailles se consacrait à l'étude des moyens les plus propres à obtenir ce résultat (1).

Dans les années d'abondance, les cours du blé s'abaissent, parce qu'il y a engorgement du marché, ils s'élèvent en revanche proportionnellement trop, en cas de disette. Cela ne se produirait pas, si l'on pouvait arriver à une meilleure répartition de l'offre. On propose pour atteindre ce but, d'emmagasiner l'excédent des bonnes récoltes pour le mettre en circulation en cas de pénurie. Il faudrait donc créer de grands magasins où le froment serait concentré comme en un réservoir, dont le niveau s'élèverait en cas d'abondance, s'abaisserait en cas de disette, mais dont le débit serait constant. Les prix s'égaliseraient dans le temps et se relèveraient même parce qu'il n'y aurait plus aucune spéculation possible.

On a pensé à constituer tous les producteurs de blé en un immense syndicat de vente. Les résultats seraient, à n'en pas douter, excellents ; mais le nombre des individus qu'il faudrait syndiquer est trop considérable, leurs intérêts même sont parfois trop différents, pour que l'idée paraisse susceptible d'une application pratique. Elle peut cependant le devenir, à condition toutefois, d'en restreindre la portée. Au lieu de s'adresser à tous les

(1) Création à Versailles d'un comité permanent pour la vente du blé.

producteurs de blé, on peut simplement grouper ceux d'une même région, d'une même contrée. Leur nombre étant relativement peu élevé, leurs intérêts étant semblables, ils s'entendront plus facilement pour la vente de leur récolte. Nous sommes ainsi amené à parler des coopératives de vente et des magasins qui en sont le complément.

En France, on propose d'arriver à une organisation meilleure de la vente en la confiant, soit aux syndicats agricoles, soit même, aux caisses régionales de crédit. Cela n'est guère possible. La loi de 1884 interdit formellement aux syndicats de faire le commerce, et l'article 2 de la loi du 31 mai 1899 qui fait une énumération strictement limitative des actes que peuvent faire les caisses régionales de crédit, ne mentionne pas la vente des récoltes. Il faudrait donc créer de toutes pièces ces coopératives, mais il serait très utile de les relier étroitement aux sociétés de crédit. Quelques essais de vente en commun ont déjà été faits, notamment par le Syndicat d'Anjou en 1894 ; les résultats n'en furent pas encourageants.

En Allemagne, au contraire, les coopératives pour la vente du blé (Kornhauser), se montrent très utiles. On propose d'appliquer en France le même système. Les maisons à blé allemandes établies en 1894 fonctionnent très simplement. Les sociétés coopératives louent les locaux à l'État et payent un loyer de 3 1/2 0/0 du capital. Au bout de 5 ans, elles peuvent renoncer à l'exploitation

du magasin, qui revient à l'État. Si elles continuent, elles finissent par devenir propriétaires des locaux, car le loyer comprend un tant pour cent destiné à l'amortissement du capital.

Les coopératives allemandes ne fonctionnent jamais isolées, elles sont reliées à d'autres sociétés. Cette organisation facilite la gestion de ces établissements et leur permet de réaliser certaines économies. La comptabilité se trouve, le plus souvent, concentrée en un même point, d'où épargne de temps et d'argent. Par exemple, le grand magasin de Halle-sur-Saale n'a même pas à faire le maniement de caisse qui est assuré par la société de crédit à laquelle il est rattaché. Des organisations supérieures, sortes de magasins régionaux, relient les diverses coopératives entre elles, les empêchent de se faire concurrence et dirigent leur action. Elles assurent même la vente du blé en excédent et cherchent à l'exporter. Tous les fonds nécessaires à l'établissement des Kornhauser étant fournis par l'État, les sociétaires n'ont pas le plus souvent à verser de capitaux. Il n'y a de ce chef aucun obstacle à la constitution des coopératives. Mais on rencontre, au contraire, de grandes difficultés, quand il faut régler les conditions dans lesquelles doivent s'effectuer les apports de blé.

Pour qu'une coopérative de vente puisse fonctionner, elle doit avoir toujours une quantité de produits suffisante à sa disposition. Elle peut exiger que ses membres lui apportent la totalité de leur récolte. Ce procédé est celui

qui donnerait le meilleur résultat en théorie. En pratique ce serait gênant, et pour la coopérative et pour ses membres. Cette obligation pourrait éloigner certains cultivateurs de la société et exigerait la construction de magasins trop considérables. Il faut donc se contenter de demander seulement, une partie de sa récolte à chaque sociétaire. Quelle sera l'importance de cet apport ? Elle peut varier, et il semble que la fixation de ce quantum soit chose très délicate.

Les membres d'une coopérative allemande ont des prérogatives. Ils ont en droit, le monopole des affaires avec la société, et ils partagent les bénéfices.

Les opérations de la coopérative sont de deux sortes. Elle est une institution de crédit et comme elle reçoit le blé de ses membres, il est tout naturel qu'elle fasse des avances sur ce gage. Ce système paraît meilleur que celui de notre loi de 1898. Il donne cependant de mauvais résultats, parce que les maisons de blé, n'ayant pas de capitaux, doivent, pour faire des avances à leurs membres, emprunter le plus souvent à des conditions onéreuses. La coopérative a surtout pour but de vendre le blé de ses adhérents. Cette opération peut se réaliser sous trois formes. Tantôt la société achète au producteur et revend à ses risques et périls, elle agit comme un véritable commerçant et peut réaliser des bénéfices. Tantôt elle vend au jour et au prix indiqués par l'agriculteur, elle n'est alors qu'un commissionnaire. Parfois enfin, elle centralise le blé qu'on lui apporte, paye un tant pour

cent du prix, puis elle revend quand elle le juge à propos et paye le surplus, d'après une moyenne. Chacun des adhérents se trouve ainsi vendre au même cours.

Le premier mode est très dangereux pour la société, qui court les risques de baisse. Le second est plus avantageux pour elle, mais c'est celui qui réduit au minimum les services qu'elle peut rendre. Le troisième est celui qui se rapproche le plus de l'idéal coopératif ; il est cependant le moins employé.

Le groupement des producteurs en société de vente a de grands avantages : il réalise une économie de temps, d'argent et de travail. Le cultivateur est désormais délivré du souci de veiller au nettoyage et à la conservation de son blé. Il est souvent mal outillé pour cela. Les magasins coopératifs, au contraire, possèdent des machines perfectionnées qui soumettent le grain aux opérations appropriées à son état, dans des conditions excellentes. Cette concentration évite les dépenses nécessaires à la construction de greniers particuliers. Cette organisation centralisant les récoltes permet de régulariser l'offre, et de vendre à un prix rémunérateur.

Elle a enfin le grand avantage de rapprocher le consommateur du producteur et de diminuer le nombre des intermédiaires qui s'enrichissent à leurs dépens.

En Allemagne, les avantages des coopératives de vente sont différents, suivant qu'il s'agit de la petite ou de la grande propriété. Les petits propriétaires n'ont pas une économie appréciable à user des magasins à blé. Ils

ont presque tous des greniers suffisants. Il est vrai que le blé sera beaucoup mieux traité dans l'entrepôt coopératif et que ces sociétés aident à la vulgarisation des procédés de culture et de conservation des céréales les plus perfectionnés. Enfin, il est certain que, toutes les fois qu'il y a rapprochement entre les producteurs et le consommateur, il y a bénéfice pour l'un et l'autre, l'intermédiaire est supprimé. C'est là le grand avantage des coopératives, elles délivrent le paysan de l'intermédiaire, spéculateur peu scrupuleux dont il est la proie.

Les grands propriétaires cherchent, au moyen des magasins coopératifs, à influencer sur la formation des cours, et à réagir contre l'influence mauvaise des Bourses de commerce. Ce but sera peut-être difficile à atteindre. Mais dès à présent, on peut constater que les coopératives allemandes donnent de bons résultats.

Les États-Unis ont aussi eu recours, pour faciliter leur grand commerce de blé, à des entrepôts qui ne répondent pas tout à fait au même but. Ils sont créés surtout dans un intérêt commercial et ne favorisent pas le producteur. Ils sont de deux sortes : les « country elevator » (magasins ruraux) et les « terminal elevator » (magasins terminus).

Les magasins ruraux sont disséminés dans toutes les régions productrices de blé. Parfois, comme dans le Minnesota, ils sont organisés méthodiquement. Ils ont été créés, à l'origine, par les compagnies de chemins de fer.

Ce sont, pour ainsi dire, de simples quais d'embar-

quement. Le grain ne doit pas y séjourner. Ils sont créés pour faciliter le transbordement et le mouvement du blé. Ces magasins sont complétés par les entrepôts urbains établis, le plus souvent, en un point d'où partent une ou plusieurs lignes de chemins de fer. Ils ont été le principal instrument du véritable monopole que certaines villes ont établi sur le commerce du blé. A l'origine, ces entrepôts étaient aussi créés par les compagnies de chemins de fer. Aujourd'hui, ils sont passés entre les mains de sociétés spéciales, dont le but est d'acheter le grain au propriétaire, de l'entreposer pour le revendre au moment opportun et de faire ainsi un bénéfice. Elles s'efforcent d'empêcher le producteur de tirer directement parti de ces magasins.

Aux États-Unis ces magasins ou entrepôts à blé ne sont pas autre chose que la concentration des intermédiaires et spéculateurs. Les divers magasins, aussi bien urbains que ruraux, forment une vaste coalition qui opprime et exploite le producteur. C'est là, le point de départ du mouvement agrarien qui se produit en Amérique. On réclame l'application à ces elevators de la loi contre les trusts et l'établissement de magasins régis par l'État.

L'initiative privée a essayé d'associer tous les producteurs pour la vente. Cette tentative n'a que peu de chance de réussir à cause des difficultés qu'on aura à diriger ces coopératives.

On a enfin pensé à revenir aux greniers individuels et à

l'ancien mode de chargement, cela aurait amené la ruine des elevators. Ce mouvement de réaction a réussi dans les pays de petite propriété. Il est intéressant de constater qu'en Amérique on cherche le remède aux inconvénients résultant du monopole des elevators dans le retour au système de notre vieille Europe.

En résumé les elevators américains, entre les mains de capitalistes, servent surtout à la spéculation. Il suffirait d'en modifier l'application pour leur faire jouer vis-à-vis des agriculteurs le même rôle qu'ils remplissent en Amérique vis-à-vis des consommateurs.

En Russie, depuis 1885, on s'est préoccupé de l'établissement d'entrepôts pouvant être utilisés par les producteurs de blé. En 1895, on en comptait 332 répartis sur les diverses voies ferrées. Ces magasins donnent, en échange du blé déposé, un reçu sur lequel le cultivateur peut obtenir une avance. Ces entrepôts ont essentiellement pour but de venir en aide à l'agriculture.

Dans les autres pays, les magasins à blé sont fort peu répandus. En Roumanie, ils sont créés sur le modèle américain. L'entrepôt de Galatz ne sert qu'au grand commerce.

La République Argentine possède, dans ses ports de mer, de grands magasins à blé qui paraissent prospères. Ils sont créés par la Chambre de commerce de Buenos-Ayres et ne répondent qu'à un but commercial.

En Angleterre, une commission a étudié la question de la vente coopérative du blé. Les conclusions ne furent

pas favorables. Il faut cependant signaler qu'en Irlande, s'il n'y a pas encore de magasins de blé, les coopératives agricoles font cependant de réels progrès.

L'établissement de ces entrepôts se heurte à certaines difficultés. Tout d'abord ils exigent des dépenses considérables. Il faut, en effet, que ces magasins puissent recevoir tout le blé qu'on leur porte. Ils doivent donc être assez grands pour contenir toute la récolte qui afflue au même moment. En revanche plus tard, le stock ayant diminué, on trouvera difficilement à utiliser les locaux. Cela augmente les charges et les dépenses de ces magasins.

Enfin le bon fonctionnement des entrepôts de blé suppose, que le nombre des types de grains, qu'ils sont appelés à recevoir, est relativement restreint. Or en Europe (1) le plus souvent cette condition n'est pas remplie. Les variétés, les espèces et les qualités de froment sont très nombreuses. Il est presque impossible de les faire rentrer dans un certain nombre de catégories et de créer des types. Cela gêne les opérations de la coopérative de vente.

En France, la création d'établissements analogues se heurte parfois à la mauvaise volonté des producteurs, qui se prêtent à contre-cœur aux nécessités de la coopération ou de la mutualité.

(1) En Amérique il y a un certain nombre de types, aussi les opérations sur les blés se font-elles comme sur des marchandises fongibles.

Le manque de capitaux paraît aussi avoir été une cause de l'échec des tentatives qui ont été faites. L'État n'a jusqu'à présent consenti aucune avance à ces coopératives de vente, et cependant il serait facile de trouver les fonds nécessaires. La loi de 1897 sur le renouvellement du privilège de la Banque de France, exige que cette dernière mette 40 millions à la disposition des caisses régionales de crédit agricole. Il suffirait de modifier cette loi, en consacrant une partie de cette somme à l'établissement de coopératives pour la vente du blé. Il n'y aurait là, rien que de très logique, puisqu'en définitive ces capitaux ne seraient pas détournés de leur destination première. La création de ces sociétés serait très utile à l'agriculture française. Elles donnent généralement de bons résultats. Il suffit de rappeler l'exemple des maisons à blé allemandes et des laiteries danoises.

Enfin, si ces institutions se généralisaient, elles contribueraient à répandre dans la masse des agriculteurs l'idée que la mutualité et la coopération peuvent seules, aujourd'hui, sauvegarder des intérêts qui, pour être disséminés, n'en sont pas moins très importants.

Nous avons vu qu'on demande à l'État de favoriser la création des coopératives de vente. On est allé plus loin et l'on a proposé de lui confier le soin d'acheter tout le blé, peu après la récolte, pour le revendre au fur et à mesure des besoins. Ce serait établir pour le froment un régime très analogue à celui qui existe pour le tabac, avec le caractère fiscal en moins. Il n'est pas sûr que

l'État soit apte à remplir ce rôle. En tout cas, ce serait l'engager dans une voie très dangereuse. Après l'avoir ainsi chargé de la vente du blé, il n'y aurait aucune raison pour s'arrêter là, et ne pas lui confier la vente des autres produits.

Il y a une réforme plus modeste, plus facilement réalisable et qui semble cependant devoir donner de bons résultats. Elle consiste dans l'organisation d'un moyen rapide et sûr de porter à la connaissance des agriculteurs les renseignements qui peuvent leur être de quelque secours dans la lutte contre la baisse. Cette question paraît avoir déjà quitté le domaine de la théorie pour entrer dans la pratique. La vente par les sociétés coopératives aurait l'avantage de diminuer le nombre des intermédiaires ; la création d'un Office de renseignements aiderait les cultivateurs à déjouer les manœuvres de la spéculation. Nous savons que sur le marché, les spéculateurs ont généralement une position excellente. Ils sont peu nombreux, s'entendent facilement et sont toujours bien renseignés sur les chiffres de la production, de la consommation et sur la marche des cours. Le producteur ignorant tout, ne peut défendre utilement ses intérêts. Il est nécessaire de l'éclairer.

Une tentative a déjà été faite. En 1899, à Fribourg, on fondait « l'Office central pour l'observation du marché des céréales ». Cet établissement fonctionne depuis ; il a pour but de renseigner les producteurs sur la marche probable des cours. Il a une portée internationale et pu-

blie un bulletin rédigé en allemand, en anglais et en français. Cette institution rend, paraît-il, de réels services en Suisse et en Allemagne.

En France, un décret du 25 février 1901 crée, au ministère de l'agriculture, un Office de renseignements agricoles. Le but est de donner aux cultivateurs les informations les plus rapides, non seulement sur la production, la consommation et la marche des cours, tant en France qu'à l'étranger ; mais aussi, de donner à la lutte contre la baisse une base sérieuse, en l'appuyant sur des statistiques exactes, et de venir en aide aux agriculteurs en les renseignant sur les méthodes nouvelles et en dirigeant leurs efforts. Cet Office, qui fonctionne depuis le 1^{er} janvier 1902, publie un bulletin mensuel ; il peut aussi exercer son action par voie de renseignements donnés directement aux intéressés. Il est d'institution trop récente pour qu'on puisse en apprécier les effets, encore moins les juger.

Que faut-il attendre des diverses réformes proposées ou tentées ? Elles ne peuvent, croyons-nous, n'avoir que de bons résultats. Employées isolément, elles seraient peut-être peu efficaces, mais il semble que leur application combinée doive être plus avantageuse. Les barrières douanières ne sauraient être d'une grande utilité, si elles sont annulées par la mauvaise organisation de l'admission temporaire. La situation du producteur sera précaire, même sur un marché protégé, si le défaut de crédit, la mauvaise organisation de la vente et l'absence

de tout renseignement le laissent à la merci de la spéculation.

Mais si les efforts convergent vers le même but, ils ont plus de chance de ne pas être infructueux. Il ne faut pas cependant exagérer la portée de ces réformes. Elles pourront aider l'agriculture à traverser la crise, elles en atténueront les conséquences, mais elles ne semblent pas devoir être un remède radical et la supprimer définitivement.

CONCLUSION

Augmentation des débouchés. — Diminution des prix de revient. —
Changement dans les conditions de production des pays exportateurs.

Nous venons de voir que les réformes législatives ne peuvent qu'atténuer les effets de la crise, mais il est malheureusement certain, que le législateur n'a aucune action sur les causes qui pourraient amener un relèvement normal et naturel des prix du blé. La crise est, en effet, la conséquence de phénomènes sur lesquels les lois n'ont aucune influence.

Pour supprimer le mal, il faudrait l'atteindre dans ses sources les plus directes. Il faudrait, par exemple, augmenter la demande des consommateurs de blé par rapport à l'offre des producteurs ; chercher à produire à meilleur compte, dans des conditions telles, que malgré la baisse, le cultivateur se trouve encore avoir un bénéfice. Enfin le malaise actuel venant des conditions exceptionnelles où se trouvent certains pays pour produire, il est évident que tout changement dans cette situation réagirait profondément sur le marché.

Trois causes peuvent donc influencer directement sur la crise : l'augmentation des débouchés, la diminution des prix de revient, un changement dans les conditions de production des pays exportateurs.

Les producteurs de blé peuvent agir sur les deux premières ; c'est de ce côté qu'il leur faut donc diriger tous leurs efforts, chercher même à les combiner pour obtenir de meilleurs résultats. Il faut nous demander comment et dans quelle mesure ils pourront exercer cette action ?

L'ensemble de notre récolte se répartit en plusieurs lots qui reçoivent une utilisation différente. L'agriculture conserve une bonne partie du blé qu'elle produit et l'emploie à des usages divers. Elle porte le reste sur le marché. Ce stock à son tour se divise. Il est pour partie utilisé par la minoterie et satisfait à la consommation humaine ; pour partie enfin il sert aux applications diverses de l'industrie.

Il nous faut examiner successivement chacune de ces trois situations, et rechercher si les débouchés qu'elles offrent au froment peuvent être augmentés.

Le cultivateur commence à prélever sur la récolte, la quantité de grain nécessaire à la semence. Puis, il consacre une partie de ce qui lui reste aux gages de ses ouvriers, qui sont parfois payables en nature. Le plus souvent la consommation agricole s'arrête là et le surplus de la production arrive sur le marché. Ce dernier étant engorgé les prix sont bas. Le cultivateur ne fait aucun bénéfice, mais on pense généralement, qu'il

a entre ses mains le moyen d'atténuer cette mévente. Il lui suffira pour cela d'augmenter la proportion de blé qu'il peut consommer à la ferme et diminuer celle qui va au marché. De là, la nécessité de donner désormais une place de plus en plus grande au froment, dans l'alimentation des animaux. Le blé ayant une valeur alimentaire supérieure, ce serait un moyen d'améliorer peut-être les résultats de l'entreprise agricole. Cette céréale, consommée par les animaux de travail, permettrait d'en obtenir à bon compte un effort plus intense ; utilisée pour l'engraissement du bétail de boucherie elle pourrait peut-être se vendre plus cher sous forme de viande. Cette opération serait, paraît-il, avantageuse, le blé contient de la protéine et des matières amylacées qui développent l'énergie musculaire. Il a aussi une grande valeur nutritive et il serait peut-être bon de l'employer de préférence aux autres produits. Voici, d'après M. Grandeaux, la comparaison du blé et de l'avoine au point de vue de l'alimentation du bétail : 100 kilos de blé contiennent 11 kil. 3 de matières azotées, 1 kil. 6 de corps gras, 64 kil. 9 de matières hydrocarbonées ; 100 kilos d'avoine contiennent 8 kil. 9 de matières azotées, 2 kil. 8 de corps gras, 49 kil. 0 de matières hydrocarbonées.

Pour avoir le nombre d'unités digestibles contenues dans 100 parties d'un aliment quelconque, il faut multiplier par 3 le coefficient des matières azotées et des corps gras qu'il contient, et ajouter à la somme de ces produits le coefficient des matières hydrocarbonées. Cela donne

pour le blé $(11 \text{ k. } 3 \times 3) + (1 \text{ k. } 6 \times 3) + 64,9 = 103,6$.

pour l'avoine $(8 \text{ k. } 9 \times 3) + (2 \text{ k. } 8 \times 3) + 49,2 = 84,3$.

Le blé contiendrait donc 103,6 unités digestibles, l'avoine 84,3.

Pour déterminer la valeur argent de ces unités, il ne reste qu'à diviser le prix des 100 kilos par le nombre des unités digestibles qu'ils contiennent. Le blé étant à 18 fr. 20 le quintal, l'avoine à 15 fr. 60 ;

$$\text{Nous aurons pour le blé : } \frac{18 \text{ fr. } 20}{103 \text{ » } 6} = 0 \text{ fr. } 176$$

$$\text{» pour l'avoine : } \frac{15 \text{ fr. } 60}{84 \text{ » } 3} = 0 \text{ fr. } 183$$

Cela revient à dire que 100 kilos d'avoine ne valent pas plus, au point de vue nutritif, que 81 k. 3 de blé. Il faut remarquer que l'avantage qu'il y aurait à employer le froment à la place de l'avoine a augmenté, car dans ces derniers temps, la différence entre les prix de ces deux denrées a encore diminué.

Cependant, les essais que l'on a faits jusqu'ici n'ont pas toujours eu de bons résultats. On se heurte en effet à des difficultés pratiques. Le blé ne peut être donné aux animaux sous sa forme primitive, il est alors trop difficilement assimilable. Il faut, pour que son emploi ait quelque avantage, le faire consommer sous forme de pain. Cela exige un outillage spécial et entraîne des frais qui peuvent faire reculer certains cultivateurs. Il est cependant certain que, dans les fermes où on se livre surtout à l'engraissement et où se trouve l'outillage né-

cessaire, on aurait intérêt à se servir du blé. Il faudrait, bien entendu, tenir compte de la valeur alimentaire de cette céréale et s'attacher à déterminer la quantité qu'il conviendrait d'en donner à chaque animal. A cause des qualités nutritives du froment, il faut précisément éviter de donner des rations trop fortes. Cette utilisation nouvelle du blé ne paraît pas faire de grands progrès. Cependant, s'ils le pouvaient, les agriculteurs auraient avantage à faire consommer sur leur exploitation le blé inférieur, ils réaliseraient un bénéfice direct sur la vente et le travail de leurs animaux, et un bénéfice indirect, car ils dégageraient ainsi le marché et relèveraient les cours du froment de bonne qualité.

Quelle est actuellement la consommation humaine ? Il est très difficile de l'évaluer, approximativement on pense que la France consomme environ 95 millions de quintaux par an. Ce chiffre, s'il est exact, est légèrement supérieur à la moyenne de nos récoltes. Il semble devoir augmenter sous l'influence de plusieurs causes. Tout d'abord, l'usage des farines fines se généralise. Il faut par conséquent une plus grande quantité de grain. De plus, la partie de la population française qui se nourrit de céréales inférieures, seigle, maïs, sarrasin, va chaque jour en diminuant. A cette diminution correspond un accroissement du nombre des consommateurs de blé, nombre qui augmente aussi, lentement il est vrai, par suite de la marche naturelle de la population. Ainsi, même en supposant que la consommation individuelle

sé soit amoindrie, il est probable que la consommation totale s'est accrue et il semble logique de penser que ce mouvement continuera encore longtemps.

Enfin, le blé est susceptible d'applications industrielles assez rares quant à présent, mais on peut d'un jour à l'autre en trouver de nouvelles. Il résulte d'une communication faite au congrès pour la vente du blé, que cette céréale ne peut servir à la fabrication de l'alcool industriel, mais on peut en extraire dans de bonnes conditions des eaux-de-vie de 2^e, 3^e, et 4^e jet. Il y a là une nouvelle utilisation possible. En résumé, les débouchés du froment semblent susceptibles de s'accroître encore. C'est un moyen de remédier à la crise, que les cultivateurs doivent employer d'autant plus volontiers qu'il leur permet de se venir eux-mêmes en aide et de ne demander le secours de personne. C'est pour la même raison qu'ils doivent s'efforcer de diminuer le prix de revient. Ce résultat peut être obtenu par une exploitation intelligente et raisonnée. Tout d'abord, le cultivateur ne doit pas craindre de faire certaines dépenses, il doit mettre en pratique le principe émis par M. Lecouteux : « Plus on dépense par hectolitre, jusqu'à la limite nécessaire pour obtenir le maximum de produits bruts en argent que comportent les milieux économiques, moins on dépense par quintal ou hectolitre récolté. » La difficulté est surtout de déterminer cette limite nécessaire qui varie avec la nature du sol, les conditions climatiques, et qui est influencée d'une année à l'autre, par une série de facteurs

naturels et imprévus. Si l'application du principe est délicate, elle paraît devoir être avantageuse. M. Lecouteux démontre qu'avec une dépense de 430 francs on peut obtenir sur un hectare 20 hectolitres de blé. En déduisant la valeur de la paille consommée à la ferme, le grain revient à 366 francs, soit 18 fr. 30 par hectolitre. Avec une dépense de 100 francs de plus la récolte est augmentée de 10 hectolitres, le coût de production est ramené à 14 fr. 50 environ par hectolitre, et la valeur de la récolte est augmentée de 200 francs au cours de 20 francs l'hectolitre et de 150 francs au cours de 15 francs.

Plus récemment, M. Grandeau conseillait aux cultivateurs de faire un choix des terrains, qui, par leur constitution, sont aptes à donner de bonnes récoltes de blé. Ce départ fait, les terres inférieures seront consacrées à des cultures quelconques, de façon à les couvrir de végétations ; les meilleures seront seules exploitées.

L'idée de réduire la culture aux terres les meilleures donne en pratique de bons résultats. Dans certains pays, elle est, depuis quelque temps, appliquée plus ou moins consciemment. Ce phénomène s'explique tout naturellement. Le paysan simpliste dira, que cultiver une terre trop maigre c'est perdre son temps et son argent. C'est la traduction brutale d'une idée économique. Il y a là en effet une application de la théorie de la rente.

Lorsque les besoins augmentent, que les produits trouvent un placement facile et avantageux, les bénéfices du producteur sont tels, que, petit à petit, il met en culture

des terres de moins en moins fertiles. Cela s'est produit en Europe jusqu'à ces derniers temps.

Brusquement, cette situation économique a été bouleversée. Il a suffi pour cela de la mise en valeur des terres vierges d'Amérique, qui produisent généralement, dans des conditions bien meilleures que les nôtres. Désormais, une grande partie des superficies que l'on avait dû emblaver ne sont plus, pour le moment, en situation de l'être. Leur mise en valeur ne répond plus à un besoin économique.

Nous sommes en présence d'un phénomène inverse à celui que nous indiquions plus haut. Il semble qu'il y ait, dans le monde, trop de terres emblavées. Il y a dès lors, entre elles, une lutte engagée et celles qui succomberont et qui seront abandonnées, sont naturellement celles qui donnent le moins de bénéfices, dont la rente est la plus petite. Ce sont les moins fertiles, les plus pauvres, celles qui sont dans une situation économique mauvaise.

Il y a là une évolution qui paraît inévitable, et qui certainement ne se produira pas sans crise. Il faut se préoccuper de l'atténuer : laisser de côté le sol qui se trouve dans des conditions par trop mauvaises pour produire, et concentrer tous les efforts, tous les soins sur celui qui est fertile.

Le cultivateur en retirera un premier avantage. Il évitera d'employer son activité et son argent sur un fonds qui n'en vaut pas la peine. Ces terres ainsi enlevées à la culture ne seront pas cependant inutilisables. L'agricul-

teur intelligent saura en tirer parti ; il pourra par exemple essayer de les reboiser. Cette tentative peut avoir d'excellents résultats au point de vue du régime des eaux ; elle peut aussi être plus tard, une source de bénéfice appréciable.

Enfin, l'abandon par le propriétaire des terres inférieures, lui permet de rapporter tous ses soins sur le sol fertile, susceptible de donner un rendement suffisant pour compenser la diminution des emblavures.

Les profits du producteur ne seront pas diminués et même ils seront augmentés, car, seules les bonnes terres se prêtent à la culture perfectionnée et rationnelle qui permet d'obtenir le maximum de produits avec le minimum de frais. Cette culture qui demande beaucoup au sol n'est possible que grâce à l'emploi des engrais. En effet :

1.000 kilos de grain contiennent :

Azote	Potasse	Acide phosphorique
20 kil. 8	5 kil. 2	7 kil. 9

100 kilos de paille contiennent :

Azote	Potasse	Acide phosphorique
4 kil. 8	6 kil. 3	2 kil. 2

En évaluant la récolte annuelle à 100 millions de quintaux de blé et à 200 millions de quintaux de paille, le sol français perd tous les ans :

	Azote	Potasse	Acide phosphorique
par le grain (en tonnes).	208.000	52.000	79.000
par la paille	96.000	126.000	44.000
Total. . .	304.000	178.000	123.000

La récolte prend donc beaucoup au sol, qui en revanche récupère très lentement les éléments que la culture lui enlève. Si on ne les lui rendait pas artificiellement, il serait bien vite épuisé. L'usage des engrais s'impose et se répand chaque jour de plus en plus. Il est du reste remarquable que l'augmentation de nos rendements correspond à une augmentation parallèle dans la consommation des engrais.

Enfin, les cultivateurs peuvent aussi retirer un grand profit de l'emploi des machines. La réduction de la main-d'œuvre humaine, toujours chère, quelques inconvénients qu'elle ait au point de vue social, devient aujourd'hui une nécessité pour l'agriculture. Les machines se perfectionnent et sont de plus en plus pratiques. Elles permettent de travailler beaucoup plus rapidement et de réaliser une économie d'argent. Une bonne faucheuse mécanique fait le travail de 6 à 7 ouvriers et une moissonneuse-lieuse peut remplacer 15 moissonneurs ou ramasseurs.

Mais les efforts, par lesquels les cultivateurs peuvent agir eux-mêmes sur la crise, ne sauraient avoir de résultats définitifs. Il est évident que l'on ne peut modifier profondément dans un pays les conditions de la production. Elles y sont déterminées par des causes trop puissantes pour qu'on puisse en modifier beaucoup les effets. La transformation de la culture ne paraît possible que dans une mesure restreinte, mais cependant, si minime soit-elle, il semble qu'elle doive diminuer l'intensité de la crise.

Nous avons vu que la cause prépondérante de tout le mal était la concurrence de certains pays placés dans d'excellentes conditions pour produire. La situation qu'ils ont, provient d'avantages naturels, et s'il semble que nous ne puissions la changer, il est cependant certain qu'elle se modifiera sous l'influence de causes qu'il est possible de prévoir. Actuellement, la production de ces pays est favorisée parce que la terre n'est pas encore complètement occupée, qu'elle n'a pas grande valeur, parce que aussi le sol est encore vierge et fertile, parce que, enfin les charges qui grèvent la propriété foncière sont légères. Chez nous, au contraire, la terre est depuis longtemps occupée, le sol épuisé ne produit qu'à force de travail et de soins, enfin notre agriculture supporte de très lourdes charges. Mais ces conditions peuvent changer, la différence entre notre production et celle des contrées plus favorisées peut et doit s'atténuer. Les pays neufs subiront la loi commune. Leur population augmente, d'où cette double conséquence que leur consommation devient plus grande et que chaque jour, des terres nouvelles sont occupées. Les récoltes successives enlèvent au sol les richesses qui s'y trouvaient enfouies. Elles finiront par l'épuiser. En même temps les impôts augmentent et avec eux, les charges qui pèsent sur la production agricole. On peut donc logiquement penser que, dans un avenir plus ou moins lointain, ces pays seront quant à la production, dans des conditions identiques aux nôtres. Il leur faudra alors adapter la culture à leur nouvelle

situation. Ce changement sera pour eux l'occasion d'une crise analogue à celle que nous subissons. Ils auront à faire les mêmes efforts, ils éprouveront les mêmes souffrances. L'agriculture de nos vieux pays déjà transformée, se trouvera alors dans une situation meilleure. Il est consolant de penser qu'après avoir échappé, à force de persévérance et d'efforts à la ruine qui la menaçait, elle puisse espérer voir un jour une ère nouvelle de prospérité et d'aisance.

Vu :

Lyon, le 3 juin 1902,
Le Président de la thèse,
BOUVIER.

Vu :

Lyon, le 4 juin 1902,
Le Doyen de la Faculté,
CAILLEMER.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 4 juin 1902,
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
COMPAYRÉ.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	Pages 1
-----------------------	------------

I

Echelle mobile 1819-1860. Libre échange 1860-1870. .	9
---	----------

Théorie de l'Echelle mobile. — Loi du 18 juillet 1819. — Loi du 4 juillet 1821. — La hausse en 1830. — Projet du Gouvernement, octobre 1831 et loi du 15 avril 1832. — Inconvénients du système. — Suppression de l'Echelle mobile. — Loi du 15 juin 1861. — Libre échange. — Loi du 21 juillet 1874. — Loi du 7 mai 1881.

La baisse.	24
---------------------------	-----------

La marche des prix de 1875 à 1894. — Caractère continu de la baisse. — La hausse 1891-1892.

La législation de 1881 à 1897.	30
---	-----------

Insuffisance de la loi du 7 juin 1881. — Campagne protectionniste. — La loi du 28 mars 1885. — Loi du 29 mars 1887. — L'importation des farines. — Hausse de 1891. — Loi du 2 juillet 1891. — Loi du 11 janvier 1892. — Loi du 27 février 1894. — Le « cadenas ». — La loi du 13 décembre 1897.

La situation après 1894.	42
---	-----------

Résultats de la loi de 1894. — La hausse durant la campagne 1897-1898. — La baisse de 1898 à 1900. — La situation actuelle. — La production et le mouvement du blé dans les principaux pays.

II

Causes de la baisse 54*Questions monétaires.*

Rupture de l'ancien rapport 15 1/2 à 1. — Situation des pays à monnaie dépréciée. — Contraction monétaire. — Le bimétallisme.

La spéculation.

Le marché à livrer. — Le marché à terme. — Engorgement du marché. — Avilissement des cours. — Exagération des tendances au marché. — Proposition de loi tendant à la réglementation des bourses de marchandises.

Autres causes.

Abondance de notre production. — Réformes de transport. — Concurrence des pays neufs. — Mauvaise organisation de la vente.

III

Influence des droits sur les prix 104**Admission temporaire. — Bons d'importation. . . 114**

Théorie de l'admission temporaire. — Législation. — Fissures. — Réformes des taux de blutage. — Trafics des acquits-à-caution. — Les bons d'importation. — Origines. — Caractères. — Inconvénients. — Loi du 5 février 1902.

Autres réformes 160

Crédit agricole. — Warrant. — Organisation de la vente. — Office des renseignements agricoles.

Conclusion 183

Augmentation des débouchés. — Diminution des prix de revient. — Changement dans les conditions de production des pays exportateurs.

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
